

ET SI L'AFRIQUE REFUSAIT LE DÉVELOPPEMENT ?

Axelle Kabou

L'Harmattan

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

**ET SI L'AFRIQUE
REFUSAIT LE DÉVELOPPEMENT ?**

Axelle KABOU

**ET SI L'AFRIQUE
REFUSAIT LE DÉVELOPPEMENT ?**

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

© L'Harmattan, 1991

ISBN : 2-7384-0893-1

A mes parents

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma gratitude à mon mari, au professeur Babacar Kanté, ma reconnaissance à Youssou Mbargane Guissé et à Dominique Bâ.

« Les Africains doivent éviter de tomber dans un piège, de plus en plus manifeste que certains d'entre eux se tendent à eux-mêmes, celui du refus du développement. »

Edem Kodjo ¹

« En définitive, nous allons nous trouver en face d'une contre-mythologie. Au mythe négatif imposé par le colonisateur succède un mythe positif de lui-même, proposé par le colonisé...

A entendre le colonisé, et souvent ses amis, tout est bon, tout est à garder dans ses mœurs et ses traditions, ses actes et ses projets ; même l'anachronique ou le désordonné, l'immoral ou l'erreur. Tout se justifie puisque tout s'explique. »

Albert Memmi ²

1. Edem KODJO, *...et demain l'Afrique*, Paris, Stock, 1986.

2. Albert MEMMI, *Portrait du colonisé*, Paris, ACCT, 1989.

Introduction

Les causes du sous-développement de l'Afrique n'ont généralement que peu de rapport avec les mentalités africaines. Aussi peut-il paraître surprenant d'expliquer la stagnation de l'Afrique par le refus du développement, dans un contexte où la volonté africaine de progrès ne suscite que peu de scepticisme. En effet, condensées dans un catalogue officiel où l'explication oblique, l'intentionnalité et la conviction pré-forgée prétendent rendre compte du réel, les causes de la déliquescence de l'Afrique constituent une sorte de prêt-à-penser permettant, à la fois, de faire l'économie d'une réflexion approfondie sur les motivations réelles des Africains, et de pérenniser une situation catastrophique à plus d'un titre.

Or, il n'est pas sûr que l'état de civilisation actuel de l'Afrique, marqué par l'extension, au cours de ces dernières années, de la misère et de la précarité à la quasi-totalité des couches sociales, autorise encore longtemps les louvoiements et les ronds de jambe. De nombreux éléments indiquent que les mythes post-coloniaux créés par la génération des indépendances ont désormais atteint leur rendement maximal en tant que facteurs de régulation sociale. L'Afrique actuelle se caractérise, en effet, par une sorte de fièvre, d'explosion d'ambitions longtemps contenues qui, faute de trouver à s'employer utilement, menacent de saccager les fondements mêmes de sociétés historiquement myopes, et toujours plus inégalitaires. Tout se passe comme si les raccourcis, les clichés brandis jusqu'ici pour masquer la profonde inertie d'un continent engagé depuis trente ans dans un obscur processus de développement, commençaient à craquer sous le poids

d'insoutenables contradictions idéologiques et économiques. L'Africain deviendrait-il exigeant ? Qu'advient-il de la flambée actuelle de violence qui, du Sénégal au Gabon, en passant par la Côte-d'Ivoire, le Niger et le Bénin, sème un peu partout de gros points d'interrogation à propos de l'avenir ? Après trente années de léthargie sociale, une génération à la dent dure a émergé. En quête de réponses dangereuses peut-être, mais à tout prendre plus satisfaisantes pour l'esprit que l'espèce de « bouc émissairisation » qu'on lui a proposée dès le berceau, elle refuse de pâtir plus longtemps d'incohérences africaines visibles à l'œil nu, réclame un peu plus de clarté, de limpidité, de conséquence, de dignité.

Chacun de nous, en effet, connaît une ou deux anecdotes cadrant mal avec le répertoire officiel des causes du sous-développement en Afrique. On en arrive ainsi, d'anecdote en anecdote, à se demander ce que vaut la thèse du complot néo-colonialiste ou celle de la maladresse de « l'Afrique fraîchement intégrée dans la modernité » qui, hier encore, servait à tout expliquer. Mais, le doute, sitôt surgi, se dissout généralement dans une masse de preuves irréfutables. L'Afrique ne peut être qu'une victime : la traite négrière, la colonisation, l'apartheid, la détérioration des termes de l'échange, la dette sont là pour situer indubitablement l'essentiel des responsabilités hors d'Afrique. Celle-ci serait impuissante à contrôler les rênes de son destin depuis quatre siècles. C'est de notoriété planétaire. Mais, est-ce l'évidence même ? Les Africains sont, en tout cas, persuadés d'être totalement étrangers à l'histoire contemporaine du monde. De n'être ici et maintenant que par un pur accident historique.

Cet essai manquerait cependant de décence s'il était un énième recueil d'anecdotes sur les bizarreries des mœurs politiques africaines. Une tradition bien établie veut que le pamphlet agrémenté de statistiques soit le genre littéraire le plus apte à rendre compte du naufrage du continent africain. Nous dérogerons à l'usage. Convaincue qu'il n'y a pas d'hommes politiques *ex nihilo*, de société sans mentalités, nous proposons simplement de contribuer au renforcement de toute réflexion visant à sortir les causes du sous-développement de l'Afrique du parcellaire et de l'histoire entendue. Il est, en effet, frappant que des attitudes franchement régressives, paradoxales, considérées comme inacceptables sous d'autres cieux, se répètent indéfiniment à tous les niveaux de l'échelle

sociale en Afrique, aggravant une situation de départ déjà précaire sans susciter un profond besoin de changement. Ces comportements suggèrent par leur fréquence même l'existence d'un modèle idéologique avalé dont on n'ose pas parler, car les mentalités africaines sont, soit taboues, soit canonisées par le néganisme et l'africanisme. Or, l'Afrique a beaucoup changé depuis les années 30 et singulièrement depuis les indépendances. Il est donc hors de question de continuer de parler de mentalités africaines, en 1990, sur la base des travaux de Tempels³, Griaule⁴ et Frobenius⁵. Notre travail visera, par conséquent, un triple objectif :

- expliquer pourquoi le refus du développement n'est pas visible,
- mettre en évidence les points d'eau où les consciences africaines post-indépendantistes s'abreuvent,
- et enfin démontrer les mécanismes du processus conceptuel par lequel l'Afrique rejette le progrès.

Le sous-développement de l'Afrique, quelle que soit l'époque considérée, n'est pas le produit du hasard. Tous les Africains de notre génération (c'est du moins ce que nous avons la faiblesse de croire), ont une perception plus ou moins articulée des raisons internes pour lesquelles l'Afrique s'enfonce dans la misère et menace de n'en jamais sortir. Cet ouvrage ne contient par conséquent aucune révélation bouleversante. Il tente simplement d'expliquer systématiquement pourquoi aucun pays africain n'a, à ce jour, élaboré un projet de société clairement compris par ses populations au sens large. Les élites africaines cultivées savent-elles mieux que les masses analphabètes où va l'Afrique, fût-ce au niveau

3, 4 et 5. Senghor recommandait la lecture des ouvrages de ces africanistes à qui voulait comprendre les mentalités africaines. Mais on peut se demander si leur approche magico-religieuse des sociétés africaines ne recèle pas un grand danger : celui d'exclure les Africains de la modernité, au nom même de leur prétendue spécificité psychologique. Les lecteurs intéressés par cette approche peuvent néanmoins voir :

- R.P. TEMPELS, *La philosophie bantoue*, Présence africaine.
- Marcel GRIAULE, *Dieu d'eau*, Paris, Éditions du Chêne.
- Léo FROBENIUS, *Histoire de la civilisation africaine*, Gallimard.
- Léopold S. SENGHOR, *Liberté 2, Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Seuil, 1971.

national ? Quel que soit le domaine considéré, on note la prédominance d'une sorte de flou artistique, d'approximative clarté où l'on paraît néanmoins se mouvoir aisément, à force d'habitude, de combines, d'arrangements éphémères, de ruses, de complaisances, de compromissions, sans aucune possibilité de progrès. L'Afrique est une sorte de cul-de-sac, de terminus, de voie de garage où aucun espoir de mobilité ascendante n'est permis. Tout paraît y être voué d'avance à la dégradation, à la détérioration, à l'inertie. Il est, par conséquent, grand temps de montrer comment tout cela fonctionne, et surtout, de se poser la question de savoir comment l'Afrique perçoit la notion même de développement, ne serait-ce que pour voir un peu plus clair dans cet écheveau d'idées pétrifiées qu'est la pensée africaine post-indépendantiste.

A ce titre, ce livre est bien celui d'une génération objectivement privée d'avenir qui a tout intérêt à travailler à l'effondrement des nationalismes étroits des indépendances et à l'avènement d'une Afrique large, forte et digne.

PREMIÈRE PARTIE

**POURQUOI
LE SOUS-DÉVELOPPEMENT ?
DES RÉPONSES LACUNAIRES**

CHAPITRE I

« L'Afrique ne veut pas se développer »

1. La volonté africaine de développement : un mythe coriace

Certaines idées ont la vie dure et ne doivent parfois leur réalité qu'à la noblesse du contexte dans lequel elles éclosent. Ainsi, pour avoir justifié les luttes des indépendances, la volonté africaine de développement fait, depuis lors, partie des croyances vénérables qu'on ose à peine égratigner de peur de commettre un sacrilège. Or, rien, dans l'état actuel des recherches en matière de développement, ne permet d'affirmer avec certitude que l'Afrique est mue par un indiscutable désir de progrès. Tout paraît même indiquer le contraire⁶. Alors, pourquoi cette cécité ? Pourquoi la communauté internationale agit-elle depuis trente ans comme si la chose allait de soi ? Le développement en Afrique dépasse-t-il le niveau de la mise en scène quotidienne dans les médias d'État⁷ ? Où le trouve-t-on durablement en action dans la réalité africaine ? Et s'il règne malgré tout un consensus tacite autour de l'idée que

6. Les contre-performances de l'Afrique noire peuvent être considérées comme des manifestations du refus du développement. Le lecteur trouvera une masse d'informations sur ce sujet dans : Ndeshyo RUMISOE (sous la direction), *L'antidémie de l'Afrique en désarroi : le Plan d'Action de Lagos*, Zaïre, PUZ, 1985.

Voir également : Siradiou DIALLO, OUA : six mesures pour sauver l'Afrique, in *Jeune Afrique*, n° 1010 du 14 mai 1980.

7. La lecture des quotidiens nationaux africains est très édifiante sur ce point : il s'agit de créer l'illusion du développement en saturant le lecteur de comptes rendus divers sur les poses de premières pierres, les inaugurations de cases de santé rurales, etc. De justifier l'existence des pouvoirs en place en transformant le développement en spectacle.

l'Afrique noire veut se développer, n'est-ce pas en raison de l'efficacité des fonctions secondaires de ce mythe ? L'amélioration des conditions de vie des populations est, on le sait, l'enjeu officiel. Mais la dégradation continue de ces dernières ne tend-elle pas à indiquer que l'on est confronté à une vaste escroquerie ? Le mythe de la volonté africaine de développement paraît remplir trois fonctions essentielles : disculper d'avance la classe politique de tout soupçon d'incompétence en détournant les esprits vers un interminable complot international, car plus cela dure plus on a de raisons de rester au pouvoir ; parquer indéfiniment les Africains dans des partis uniques censés canaliser efficacement les énergies vers des objectifs de développement singulièrement flous ; engraisser une foultitude d'experts en perpétuelles missions et recherches dont l'inutilité, jaugée à l'aune de l'aggravation du sous-développement, ne souffre aucune discussion.

En d'autres termes, moins l'Afrique se développera, plus le mythe de son désir de progrès se renforcera. La volonté africaine de développement est loin d'être une évidence. Cela se sait mais ne se crie pas sur les toits, en raison de l'importance des buts annexes dégagés plus haut. Imaginons, en effet, que l'Afrique officielle déclare tout net qu'elle n'est pas intéressée par le développement : tout un pan des relations internationales actuelles s'écroulerait. Nos monarchies n'auraient plus de raison d'être, etc.

Certes, il arrive que le mythe soit malmené ; que de bons esprits agacés par la rengaine du néo-colonialisme et de l'impérialisme commettent quelque ouvrage vénénéux sur la corruption des hommes politiques africains ; que des intellectuels africains, las d'être traités comme des pantins par des hommes qui leur arrivent rarement à la cheville, crèvent l'abcès dans un pamphlet rageur. Mais, dans l'ensemble, il faut bien reconnaître qu'une fois les vaguelettes passées, le fleuve reprend tranquillement son cours. En effet, loin de provoquer les changements escomptés, la dénonciation concourt au contraire au maintien, voire à l'exacerbation de la situation ; les sujets d'opprobre sortent ainsi de leur semi-clandestinité, entrent dans la banalité, acquièrent, par le biais du scandale même, une sorte de légitimité⁸. L'Afrique est, sous ce rapport,

8. Voir à titre d'exemple la réaction du chef de l'État gabonais à l'ouvrage de Pierre PEAN *Affaires africaines in Afrique*, « Les chefs parlent », Lausanne, Édit. Pierre-Marcel Favre, 1984, p. 243.

le lieu où la notion de dignité, inversement proportionnelle au rang social, confère au pouvoir sa marque distinctive. Faut-il vraiment citer des exemples ? La question ne serait-elle pas plutôt de savoir comment les Africains font pour supporter autant de manque de scrupules ? Par fatalisme traditionnel, a-t-on souvent conclu, bien hâtivement en vérité. Nous verrons plus loin que les choses sont loin d'être aussi simples.

Toujours est-il que, servie par une énorme machine médiatique, la volonté africaine de progrès est devenue un phénomène tangible : les comptes rendus de la presse écrite et parlée sur les négociations CEE-ACP, les programmes d'ajustement structurels « imposés par le FMI », les doléances adressées par les « pauvres » aux « riches » lorsque ces derniers se concertent sur les affaires de ce monde, sont, dans l'imaginaire africain, autant de batailles, de lices, d'arènes parsemées d'embûches où la volonté de développement des dirigeants politiques africains déploie toute sa puissance musculaire contre un ennemi séculaire. Quel Africain n'a attendu avec émoi le dénouement de la colère d'Houphouët-Boigny, refusant à la fois de vendre ses récoltes à des cours en baisse et de rembourser la dette ivoirienne⁹ ? Qui n'a en mémoire les déclarations outrées de Mobutu contre les « diktats du FMI »¹⁰ ? Les rounds du pugilat Nord-Sud mettant invariablement en scène une Afrique impuissante à faire valoir ses droits économiques sont désormais si familiers que la volonté africaine de développement se confond, dans la tête des Africains, avec la bonne volonté des bailleurs de fonds. Est-ce strictement la même chose ? Que l'on parle d'échange inégal, de dette, de financement de projets, voire de paiement de salaires, la puissance d'action de l'Afrique se situe invariablement à l'extérieur : hors de sa portée. Aussi le développement est-il perçu à tous les échelons comme une aspiration irréalisable par soi-même ou comme un dessein contrecarré par des forces d'une puissance considérablement supérieure à celle des Africains. Il n'y a rien d'étonnant à cela quand on se rappelle que la classe politique africaine ne doit sa

9. Voir « Le dernier combat du vieux », in *Jeune Afrique*, n° 1453, du 9 nov. 1988 et « Côte-d'Ivoire : fragile compromis avec le FMI », in *Jeune Afrique*, n° 1487, du 5 juillet 1989.

10. Voir MOBUTU, in « Nous ne céderons pas aux diktats du FMI », in *Jeune Afrique*, n° 1007, du 2 avril 1980.

légitimité et sa crédibilité qu'à la croyance répandue en l'existence d'un complot néo-colonialiste.

Trente années de désinformation, de matraquage anti-impérialiste, non assorties d'actions dissuasives, expliquent par conséquent que l'Africain soit totalement incapable de se percevoir comme un être apte à influencer sur le cours de sa propre existence. Mieux. La campagne a été si bien menée que l'Afrique est largement persuadée de n'être, en rien, responsable de son sort. Le mythe d'impuissance est si ancré dans les esprits qu'il faudrait au moins un demi-siècle de propagation de l'idée contraire pour que l'Africain s'habitue enfin à établir une relation directe entre ses actions et sa situation concrète. Le refus du développement, nous le verrons amplement, commence par l'occultation des responsabilités de l'Afrique face à son histoire, et finit par une inertie enrobée de propositions particularistes qui résistent difficilement à l'analyse.

« Les jeux et les maladies infantiles de la souveraineté formelle et l'obsession des signes extérieurs de prestige, en contraste total avec la réalité, deviennent des actes d'égoïsme et d'irresponsabilité lorsqu'on refuse de les oublier pour permettre à des centaines de millions d'êtres humains d'accéder à un minimum de bien-être. »

Mahdi Elmandjra

2. Pour une réhabilitation de la notion de sous-développement

Les Africains, nous l'avons dit, se représentent généralement leur sous-développement comme le produit des manigances et de la malveillance de puissances extérieures déterminées à les maintenir dans un état de sujétion depuis quatre siècles.

« Partout » écrit Mohamadou Kane à ce propos « la thèse est la même, s'appuie sur les travaux des historiens et s'inspire des nationalismes de l'heure, à savoir que l'Afrique traditionnelle était un monde cohérent, dynamique, dont l'intrusion de l'Europe a comme bloqué le fonctionnement, et ensuite a provoqué le déclin ¹¹ ».

Cette conviction restée vivace dans les esprits est actuellement combattue par cette poignée d'intellectuels africains qui rejettent précisément le nationalisme et travaillent à la réactivation du projet panafricain de N'Krumah ¹². Mais, pour l'essentiel, la grande masse des Africains alphabétisés continue de ressentir les questions actuelles de la dette, de la détérioration des termes de l'échange, comme les nouvelles manifestations d'une vieille tendance de l'Occident à troquer de la verroterie contre des pierres précieuses. Toutefois, si le bien-fondé des démarches effectuées par un Houphouët-Boigny, par exemple, pour obtenir une meilleure rémunération de ses matières premières, ne fait aucun doute, on peut se demander dans quelle mesure cette crispation sur les aspects financiers et économiques d'une stagnation aux causes infiniment plus complexes, ne sert pas à occulter des faits socio-culturels déterminants et difficilement perceptibles au niveau macro-économique où l'on s'obstine à figer la réflexion ¹³.

Le sous-développement de l'Afrique n'est pas dû à un manque de capitaux. Il serait naïf de le croire. Pour comprendre pourquoi ce continent n'a cessé de régresser

11. Ce commentaire qui date de 1971 reste valable aujourd'hui. Voir Mohamadou KANE, « L'actualité de la littérature africaine d'expression française », in « Réflexions sur la première décennie des indépendances en Afrique noire », *Cahiers de Présence africaine*, n° spécial, p. 224.

12. Ce projet est défendu avec la dernière énergie par son auteur au cours de la conférence constitutive de l'OUA. Voir *La conférence au sommet des pays indépendants africains* (Addis-Abeba, mai 1963), Paris, Présence africaine, 1964, pp. 93-110.

13. Songeons, par exemple, qu'au moment où la Côte-d'Ivoire se débattait dans d'énormes problèmes économiques, le chef de l'État de ce pays entreprenait la construction d'une basilique dont le coût aurait suffi, et pour longtemps, à couvrir les besoins primaires des Ivoiriens. Il y a, de toute évidence, un problème persistant de définition des priorités en Afrique. Dans le même ordre d'idée, on sait que les milliards dépensés par le Gabon pour abriter un bien inutile sommet de l'OUA ne sont pas sans effet sur les difficultés économiques actuelles de ce pays.

malgré ses richesses considérables, il faut d'abord se demander comment cela fonctionne au niveau micro-économique le plus élémentaire : dans la tête des Africains. Or, les experts étrangers et africains éludent cette question, se réfugient dans ce que Ki-Zerbo a appelé une « stricte neutralité statistique »¹⁴, de peur de parler des mentalités africaines : elles sont taboues depuis Lévy-Bruhl au moins¹⁵. Il faudrait pourtant se décider à poser sans détour la question de savoir si le développement est bien ce qui fait courir l'Afrique, en laissant de côté pour une fois les indicateurs classiques du genre PIB, PNB, etc.

« Le développement ne peut être appréhendé par la seule science économique » dit Albertini. « C'est un processus complexe qui a trait tant aux aspects économiques qu'aux aspects sociologiques, psychologiques et politiques de la vie en société ». Et de préciser :

« Le développement suppose l'apparition d'un monde nouveau et non le grossissement quantitatif de ce qui existe déjà »¹⁶.

C'est donc le lieu de dire que, quand bien même l'Afrique disposerait actuellement de milliards de dollars, le développement ne s'y amorcerait quand même pas, car rien n'y a été fait depuis les indépendances pour favoriser l'émergence d'une vision nouvelle de soi et du monde extérieur. Bien au contraire.

L'Afrique, comme le rappellent, après Robert Arnaut¹⁷, Alain et Edgard Hazoumé¹⁸, a au moins deux visages : un visage formel fait de chiffres, de statistiques, de déclarations

14. Joseph KI-ZERBO, « L'Afrique violentée ou partenaire ? », in *Présence africaine*, n° XLVIII.

15. LÉVY-BRUHL est un philosophe primitiviste qui expliquait le retard technologique des non-Occidentaux par leur « mentalité prélogique » et qui a renié cette thèse à la fin de sa vie. Ses travaux ont été critiqués notamment par SENGHOR dans *Nation et voie africaine du socialisme*, op. cit., et par Fodé DIAWARA, *Le manifeste de l'homme primitif*, Paris, Grasset, 1972.

16. Jean-Marie ALBERTINI, *Mécanismes du sous-développement et développement*, Paris, Éditions Ouvrières, 1981, p. 254.

17. Robert ARNAUT, *L'Afrique du jour et de la nuit*, Paris, Presses de la Cité, 1976.

18. Alain T. HAZOUMÉ et Edgard G. HAZOUMÉ, *Afrique, un avenir en sursis*, Paris, L'Harmattan, 1988.

officielles, et un versant quotidien régi par des lois sinueuses, des non-dits, des « codes secrets » dont l'observance prime sur les « impératifs » du développement. Or, ces comportements et attitudes suicidaires trop hâtivement assimilés à des persistance de cultures traditionnelles, constituent un nouveau système idéologique implicitement revendiqué par une élite africaine honteuse de son « occidentalité »¹⁹ et pesant de tout son poids sur le développement. Vue de l'extérieur, l'Afrique paraît toujours au bord du gouffre, toujours à l'article de la mort. Mais, appréhendée de l'intérieur, quel contraste ! On ne peut s'empêcher d'être frappé par l'acharnement avec lequel les Africains refusent la méthode, l'organisation. Ils gaspillent leurs maigres ressources, sabotent tout ce qui pourrait fonctionner durablement au profit du plus grand nombre. Ils détestent la cohérence, la transparence, la rigueur. A tous les échelons (et c'est ce qui imprime à la dérive de l'Afrique son côté inquiétant), la faveur va systématiquement au bricolage, à l'improvisation, à la navigation à vue. Et, en cas de coup dur, rien de prévu, hormis l'espoir d'une intervention étrangère, considérée du reste comme un dû historique²⁰. C'est cela l'Afrique quotidienne : celle des individus de chair et d'os ; celle dont les mentalités pourtant lourdes de conséquences sur le réel ne figurent jamais sur la longue liste des causes officielles du sous-développement ; celle qu'un cliché Nord-Sud, décidé à fixer le gaspillage au Nord (chez les « Repus ») et la parcimonie éclairée au Sud (chez les « Affamés »), occulte systématiquement. Si la nécessité de se forger une vision mondiale des problèmes de l'humanité tombe sous le sens, on peut se demander s'il faut, par souci de synthèse, gommer des réalités potentiellement riches d'enseignements. Sous prétexte de globalisation planétaire, ne passe-t-on pas sous silence les seuls éléments susceptibles d'expliquer sans tours de prestidigitation pourquoi l'Afrique régresse chaque jour davantage ? Certains « riches » des pays

19. Voir la table ronde organisée par *Présence africaine* sur les élites africaines, « Élite et Peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui », in *Cahiers de Présence africaine*, n° 73.

20. Quiconque a travaillé dans le domaine du développement en Afrique noire sait à quel point l'aide étrangère est considérée par les autorités et les populations bénéficiaires comme une chose naturelle, et à quel point il est difficile d'obtenir la participation des populations à la réalisation des projets, même lorsque les priorités sont définies par elles.

africains sont, après tout, « plus riches que certains riches des pays riches ». Que font-ils de leur argent ?

Trente années de télé-alimentation, de télé-financement, de détournements divers ont, semble-t-il, définitivement convaincu les bourgeois africains que leur argent ne saurait servir au développement de leur continent ; c'est là un rôle historiquement dévolu à l'ancien colonisateur. Pour saisir la logique africaine de perpétuation du sous-développement dans tous ses méandres, il faut, répétons-le, commencer par considérer les Africains, toutes classes sociales confondues, dans leurs actions. L'Afrique est une grande gaspilleuse de temps, d'argent, de talents, d'énergie. Momifiée à l'extrême, incapable de se mouvoir à la vitesse des exigences de sa situation catastrophique, sourde aux réalités du monde depuis quatre bons siècles, elle prétend quand même jouer un rôle remarqué au *xxi*^e siècle, grâce à des injections massives de capitaux qui permettront, dit-on, la reprise d'un développement prétendument compromis par l'endettement. C'est à voir. Trois éléments au moins montrent l'inanité d'un tel propos.

D'abord, aucun pays africain n'a, par ses capacités d'organisation, atteint, à ce jour, le stade de potentielle fertilité où les capitaux pourraient jouer un rôle fécond. La fonction « contrôle », par exemple, est inexistante, et celle de « motivation » totalement inconnue. Ensuite, l'argent n'est pas une mécanique autonome : le développement, même dans son acception minimale, est essentiellement le produit d'un tour d'esprit créatif opérant dans un contexte susceptible d'amplifier les résultats de l'inventivité, de l'ingéniosité, de l'emprunt à d'autres civilisations. Il suppose au moins que la curiosité soit une valeur prisee, et que l'on soit effrayé par la perspective de la précarité ou de la misère. Est-ce vraiment le cas en Afrique ? L'histoire de l'humanité atteste que l'exercice de génération du développement a invariablement consisté à *chercher* et à *trouver* des solutions durables à des problèmes récurrents, et à reformuler les trouvailles en fonction des nouveaux défis qui émergent. L'imagination créatrice, même lorsqu'elle s'exerce sous forme de pillage et de spoliation à grande échelle (esclavage, colonisation) reste, avec l'emprunt d'inventions à d'autres peuples, la seule source connue du développement. Or, c'est ici qu'intervient la troisième et dernière remarque sur le rôle de l'argent dans le développement : l'Afrique est loin d'avoir créé les conditions matérielles et psychologiques

permettant de tirer profit des innovations du monde extérieur et de l'inventivité de la masse de plus en plus importante des Africains, lettrés ou non, qui ont quelque chose de concret à proposer.

Ainsi, l'Afrique qui, à l'extérieur, réclame à cor et à cri l'instauration d'un nouvel ordre international de l'information ainsi qu'une meilleure répartition des bénéfices des progrès scientifiques réalisés dans le monde, se distingue chez elle par un mépris souverain pour la créativité, la diffusion du savoir technique, par une absence terrifiante d'imagination et un conformisme meurtrier. La créativité y est nécessairement embijoutée, échevelée et ne vise qu'à étonner le touriste. Quel effet d'entraînement peut-on attendre de telles attitudes ? Le *gap* technologique qui marque à l'évidence la frontière entre les dominants et les dominés à l'échelle de la planète, paraît si énorme, que certains esprits piégés par la « joie de vivre » tout extérieure des Africains, leur ont conseillé de ne surtout rien changer de leurs chères habitudes. De tels avis peuvent surprendre quand on sait que l'improvisation et l'endettement sont, avec la mendicité, les seules méthodes dégagées par l'Afrique depuis les indépendances pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Or, persuadée, par projections macro-économiques interposées, d'être en voie de développement, l'Afrique ne se doute même plus qu'il y a, sur son sol, des phénomènes d'arriération intrinsèquement inacceptables.

« L'Europe "entend-on dire souvent" a mis des siècles pour arriver là où elle en est. Pourquoi s'attendre à ce que les choses se règlent en moins de temps en Afrique ? »

Cette réflexion sera analysée plus loin car elle est profondément subversive. Pour l'instant, notons que l'Africain, convaincu d'être « en voie de développement » peut être extrêmement dangereux pour l'Afrique. Il a atteint un tel degré d'amnésie, de cécité à l'égard de ses besoins criants, qu'il ne faudrait rien moins que réhabiliter la notion de sous-développement pour lui remettre les pupilles en face des orbites. Il serait, en effet, salutaire de faire coïncider enfin les mots et les choses, de redonner à la situation africaine son exacte dimension, d'éliminer, une fois pour toutes, les possibilités de leurre. L'Afrique, on le sait, n'est pas en voie de développement, loin s'en faut. Mais le pouvoir des mots est tel

que la notion de « pays en voie de développement » encourage la répétition d'attitudes, de décisions, de comportements sans rapport aucun avec ce que l'indiscutable réalité commande de faire. L'Afrique en est, par exemple, à croire que l'endettement hypothèque ses chances de développement, quand, en fait, ses ambitions ne sauraient, et pour longtemps encore, dépasser le stade de l'alimentaire. Faut-il en rire ou en pleurer ?

3. Pourquoi le sous-développement ? Des réponses lacunaires

L'Afrique est sous-développée et stagnante parce qu'elle rejette le développement de toutes ses forces. Le développement, voire au sens restreint dégagé plus haut, suscite des réactions de répulsion, d'auto-défense culturelle qui expliquent que la ré-implantation du concept de progrès n'ait nulle part sur le continent atteint en 1990 un seuil d'irréversibilité. Au bout de trente années consacrées officiellement à l'amélioration des conditions de vie des populations, le plus surprenant n'est-il pas de ne voir nulle part s'appliquer une stratégie de développement impliquant activement ces populations avec des résultats durables et incontestables ?

Le refus du développement, qu'un dualisme plus réducteur de crânes que pourvoyeur de lumière, situe définitivement au détour d'un sentier de brousse, fleurit moins sur le terrain de la tradition villageoise où l'utile garde encore tout son sens, que sur le macadam des capitales où l'on glose à perte de vue depuis les indépendances sur la mort des vraies valeurs africaines de civilisation. C'est paradoxalement dans les villes, au ministère du Développement social, au ministère de l'Éducation nationale, au ministère de la Culture, que se font et refont depuis trente ans les remakes compensateurs de guerre de pénétration coloniale qui expliquent l'immobilisme frappant de l'Afrique noire moderne. La dégradation évidente de la situation africaine, quel que soit le domaine considéré, n'est pas le produit d'une génération spontanée, mais le résultat d'une politique délibérée d'imperméabilisation des sensibilités et des esprits à toute proposition susceptible de distraire l'attention des côtes où les négriers débarquèrent au

xvi^e siècle, des sentiers touffus d'où surgit l'explorateur au xx^e siècle. Ainsi, loin d'être un phénomène marginal comme semblent le croire certains analystes, le refus du développement est encore la chose la mieux gérée et la mieux partagée en Afrique noire. Idéologie non importée, donc non suspecte, omniprésente mais toujours camouflée, le rejet du progrès ne s'affiche nulle part ; il se débusque, se déterre sous le costard trois pièces ou sous le grand boubou du traditionaliste, se déniche sous une demi-douzaine de propositions simples et au-dessus de tout soupçon qui dérangent d'autant moins qu'elles sont, pour ainsi dire, avalisées par la morale internationale. L'Afrique ne se meurt pas : elle se suicide dans une sorte d'ivresse culturelle pourvoyeuse de seules gratifications morales. Les injections massives de capitaux n'y pourront rien. Il faudrait d'abord désintoxiquer les mentalités, remettre les pendules à l'heure, et surtout placer les individus face à leurs incontournables responsabilités. Les Africains sont largement persuadés que leur destin doit être pris en charge par des étrangers. Dès lors, les aider à se développer, c'est d'abord les encourager à créer les conditions psychologiques de réceptivité au changement ; c'est favoriser l'émergence d'un vaste débat résolument décomplexé sur leur volonté de développement. La moindre complaisance sur ce sujet ne peut que renforcer une tradition déjà bien enracinée d'invitation éhontée à la recolonisation. Il faut surtout avoir la décence d'appeler les choses par leur nom. Ainsi, le refus du développement que l'œil le moins exercé perçoit sans trouble au bout d'une semaine de séjour en Afrique noire, devient, une fois formulé, une idée saugrenue, malveillante et sans fondement. La simple énonciation de cette vérité suscite automatiquement une levée de boucliers, un flot de protestations qui en empêchent le progrès. Tout se passe, en effet, comme s'il existait une sorte de prescription tacite interdisant formellement de relier directement la situation de l'Afrique au comportement des Africains. C'est si vrai qu'on peut écrire sans crainte d'exagérer que la plupart des études internationales publiées jusqu'ici sur le malaise africain sont des variations sur le thème des « effets pernicioeux de la conjoncture mondiale » sur tous les secteurs de la vie africaine. Le refus du développement est par conséquent, à ce jour, une espèce de rumeur non confirmée qui, au rythme où va l'Afrique, n'émergera peut-être que le jour où ce continent

aura définitivement sombré à force de médiocrité. Il est donc temps de mettre en évidence la participation du prêt-à-penser du sous-développement à l'obscurcissement de l'entendement, à travers une analyse critique des raisons officielles de la stagnation de l'Afrique.

CHAPITRE II

« Les paravents du refus du progrès »

1. Un foisonnement de réponses

Le sous-développement de l'Afrique a fait couler des flots d'encre et inspiré tant de réflexions, qu'aujourd'hui, entre les analyses centrées sur les causes du retard proprement dit, et les recettes proposées pour y remédier, on pense n'avoir que l'embarras du choix. Tout paraît, en effet, avoir été évoqué, du cannibalisme au tribalisme en passant par l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, la corruption, la sécheresse, les criquets, le volume cérébral de l'homme noir, etc. La liste est longue, et ne présente, à vrai dire, d'intérêt qu'au niveau des postulats idéologiques sous-tendant les diagnostics. Là, une série de remarques s'impose très vite : on constate d'abord que les analyses systématiques africaines sur les causes internes du sous-développement de l'Afrique sont à peu près inexistantes. En d'autres termes, les Africains paraissent peu enclins à effectuer des analyses auto-centrées sur leur arriération. En lieu et place, on repère un ensemble de réactions favorables ou défavorables aux théories ou aux concepts élaborés par des non-Africains sur le sous-développement. Deuxièmement, le catalogue des causes du sous-développement s'avère à l'examen moins varié qu'il n'y paraît de prime abord. Les articles proposés paraissent plus souvent relever de la profession de foi que de la démarche scientifique et constituent un étrange assortiment de tics, de manies, derrière lesquels on reconnaît sans peine cinq familles idéologiques plus occupées à défendre leur lopin de terre qu'à observer l'Afrique des individus. Le développement (c'est une constante) permet de parler de tout, sauf des Africains. Est-ce un hasard ?

On a souvent reproché aux modèles de développement proposés à l'Afrique de sous-tendre des modes de consommation dangereux pour l'âme africaine et pour les ressources de la planète ; de véhiculer des idéologies politiques et culturelles douteuses. Or, c'est là leur moindre défaut. Le principal étant, nous allons le voir, une étrange tendance à délester systématiquement l'Africain de son épaisseur psychologique, à lui substituer un homme théorique ou phantasmé, donc parfaitement inopérant. Les causes officielles du retard de l'Afrique (même et surtout quand il s'agit de prendre la défense des Africains) sont si abstraites qu'il ne faudrait rien moins que détruire les grilles d'analyse en vigueur depuis trente ans pour que l'Africain soit enfin en mesure d'apprécier le poids de ses modes de pensée, de ses choix sociaux et économiques sur ses diverses contre-performances. Mais avant de décortiquer les discours dominants en matière de sous-développement africain, brosons d'abord les portraits-robots de ceux qui en parlent.

2. Petite galerie de portraits

Les causes du sous-développement varient en fonction des idées en vogue, de l'âge, de la couleur politique, voire dermique du locuteur. Aussi produit-on des diagnostics différents selon qu'on est vieux ou jeune, noir ou blanc, d'extrême droite, de droite, de gauche, ou de cette gauche repentie et éprise, depuis peu, de « soft-idéologie »¹. Aujourd'hui, avec la réduction des tensions idéologiques Est-Ouest, on assiste, en effet, à l'émergence d'une tendance à l'harmonisation de vues autrefois très tranchées sur les problèmes du sous-développement. Ce nivellement paraît par ailleurs s'effectuer autour d'un évolutionnisme assez proche de celui décrit par W. Rostow dans ses *Étapes de la croissance économique*. Mais les causes classiques du retard n'en continuent pas moins d'influencer la réflexion générale sur l'Afrique.

1. Ce nouveau centrisme idéologique se manifeste notamment par le désengagement des anciens marxistes occidentaux à l'égard des problèmes du Tiers monde.

Ainsi, on peut distinguer chronologiquement cinq « théories majeures » qui, en réalité, se chevauchent dans le temps :

— Un discours missionnaire-civilisateur auquel on doit pour ainsi dire la paternité de la question du sous-développement de l'Afrique. Il sévit, en gros, du ^{xvi}^e siècle à nos jours, avec un temps fort dans la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle ².

— Une chapelle tiers mondiste, marxiste, réunissant des hommes essentiellement opposés à la mission civilisatrice de l'Europe (panafricanistes, africanistes, socialistes, etc.). Ils monopolisent la parole sur la question de 1955 ³ environ au milieu des années 80.

— Un courant néo-libéral, vieux comme le monde, qu'incarnent assez bien le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

— Un courant réactionnel rassemblant des Africains de gauche ou de droite qui récusent les thèses des civilisateurs et prônent, à des degrés divers, le retour aux sources, ou au contraire l'ouverture au monde extérieur, mais toujours à partir de la reconquête de leurs valeurs culturelles originelles.

— Enfin, une tendance « soft » surgie notamment de la liquidation en cours des contentieux idéologiques de la guerre froide et reniant ou révisant l'essentiel de la théorie marxiste du sous-développement et du développement ⁴.

Tels sont les grands traits distinctifs des « maîtres à penser » du sous-développement. Voyons maintenant en détail ce qu'ils en disent, en insistant sur leur contribution spécifique à la clarification des causes du retard de l'Afrique.

2. La critique la plus célèbre de cette philosophie est sans doute celle de CÉSAIRE. Voir, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine, 1955.

3. On peut considérer que le tiers mondisme naît officiellement en avril 1955 avec la conférence afro-asiatique de Bandoeng, et qu'il disparaît sous sa forme militante au début de la décennie 1980-1990, avec l'apparition du « néo-tiers mondisme » ; l'écroulement du marxisme dans les pays de l'Est marque également une date importante dans l'histoire du tiers mondisme avec le désintérêt total de la « gauche occidentale » pour les problèmes des pays pauvres non occidentaux.

4. On trouvera des informations très intéressantes sur la critique des notions de Centre, de Périphérie et d'impérialisme, in Alain LIPIETZ, *Mirages et miracles, problèmes d'industrialisation dans le Tiers monde*, Paris, Éditions de la Découverte, 1985, chap. 3, pp. 45-63.

3. Mission civilisatrice et sensibilités éprouvées

Qu'elles s'inspirent du socialisme scientifique, du dogme libéral ou du communisme primitif, les théories du sous-développement appliquées à l'Afrique présentent l'inconvénient majeur de s'adresser à des sensibilités éprouvées⁵ et de sous-estimer ce fait décisif. En effet, le développement implique nécessairement un état d'arriération qui exhale, pour l'Africain, une odeur tenace de mission civilisatrice, d'infériorité raciale et culturelle : notions datées et situées dans la conscience collective du décolonisé sur le versant de l'humiliation, de la protestation, de la revalorisation de soi, de l'expulsion de l'autre. L'origine même de la question du sous-développement marque de son indélébile empreinte infériorisante toute proposition concernant le progrès de l'Afrique et en explique le rejet.

« *Moi ROBINSON, toi VENDREDI* » ou « *La chose du BLANC* »

La notion de développement en Afrique noire n'évoque pas la nécessité de mener un combat pour améliorer les conditions de vie, mais renvoie avant tout au besoin de lutter pour maintenir à l'écart des consciences toute démarche tendant à modifier une situation perçue comme ayant déjà été suffisamment malmenée et précarisée par l'Histoire. Le développement est ainsi ressenti comme une surcharge pondérale que supporteraient mal des cultures fragilisées par la traite négrière, la colonisation et le néo-colonialisme : il met mal à l'aise, profondément, durablement. Des expressions comme « pays sous-développés » ou « pays sous-équipés », ou même, moins péjorativement, de « pays en voie de développement » restent largement perçues comme des accusations à peine voilées d'infériorité culturelle et technique. Ce thème

5. Il est très difficile de citer des ouvrages représentatifs de cette sensibilité, dans la mesure où toute la littérature africaine continue de nos jours encore à témoigner d'une volonté de réhabilitation et de réponse aux accusations d'infériorité pesant sur la race noire. Le problème persistera sans doute tant que l'Afrique sera économiquement arriérée. Nous avons évité à dessein de confiner cette attitude répandue aux seuls auteurs de l'école de la négritude.

que l'on peut croire évacué des consciences africaines est, par exemple, à la base des discours des pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine ; il imprègne toute la démarche intellectuelle de « Présence africaine », sous-tend, de nos jours encore, la moindre réflexion africaine sur le devenir de l'Afrique.

Tout se passe comme si, malgré les dénégations d'illustres historiens et sociologues ⁶, l'Afrique reconnaissait implicitement qu'elle est née avec l'arrivée de l'homme blanc sur son sol. En effet, la notion de sous-développement pour les Africains n'apparaît pas pour la première fois entre 1945 et 1960, soit durant la période où émergent les premières théories économiques débarrassées de préjugés raciaux, mais tout simplement avec l'arrivée des Portugais sur les côtes de l'Afrique à la fin du xv^e siècle.

« Le sous-développement va naître du choc des civilisations. Il commence aux environs de 1500 ⁷ ».

Ce problème ne date donc pas des indépendances. Or, fait remarquable, aucune théorie connue du sous-développement ne relie cette inhibition massive aux difficultés que rencontre à l'évidence le ré-enracinement du concept de progrès en Afrique noire ⁸.

Aucun expert ne rattache les contre-performances de l'Afrique à ce malaise persistant : rien de grand ne se fait pourtant sans passion. Une sociologie suspecte d'inspiration

6. De nombreux chercheurs africains ont lutté contre la théorie de la table rase précoloniale. Citons à titre d'exemples :

— Cheikh Anta DIOP, *L'Afrique noire précoloniale*, Paris, Présence africaine, 1960.

— Joseph KI-ZERBO, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1972.

— Ibrahima BABA KAKE, *La dislocation des grands empires*, Paris, ACCT/Présence africaine, 1988.

7. Jean-Marie ALBERTINI, *op. cit.*

8. Louis-Vincent THOMAS est l'un des rares observateurs à avoir défini le sous-développement comme la manifestation d'une absence de motivation : « Lorsqu'on réfléchit bien, on parvient à la conclusion que la marque du sous-développement est surtout caractérisée par le fait que nombre d'êtres humains vivent une aventure qui n'est pas la leur. Ils sont manipulés, confrontés à des solutions qu'ils ne comprennent pas : ils en viennent à ne plus chercher à comprendre et à tout attendre des autres, en vertu d'un destin aveugle », in « L'idéologie dans les problèmes de développement », in *Présence africaine*, n° 63.

négriste et revancharde a même proposé, dans les années 70 surtout, d'adapter le développement aux réalités traditionnelles de l'Afrique, en diabolisant les usines-clé-en-main, les technologies importées, etc. Mais, de quoi parlait-on ? De développement ou de règlement de comptes avec les civilisations ? Doit-on vraiment considérer l'Afrique comme un monument historique en péril ?

Le venin du faux évolutionnisme⁹ continue, à ce jour, d'empoisonner les espaces mentaux de l'Afrique. Or, loin d'en tenir compte, les théoriciens du développement semblent persuadés qu'il suffit de débarrasser la critériologie onusienne du sous-développement¹⁰ des miasmes infériorisants que comporte généralement ce genre d'inventaire, pour produire des stratégies de développement satisfaisantes pour les Africains. Loin s'en faut. D'abord, redisons-le, toute théorie du développement est évolutionniste par essence. Cela, en soi, constitue déjà un énorme problème dans cette Afrique persuadée de n'avoir rien inventé¹¹. Le sentiment d'humiliation qui en découle explique que le sous-développement soit souvent assimilé par les Africains à un problème d'inintelligibilité de leurs cultures par les étrangers, que les exigences du développement soient systématiquement manipulées par l'intelligentsia africaine au profit d'un droit nébuleux à la différence qui marginalise l'Afrique de façon croissante. En outre, les Africains sont largement convaincus, à ce jour, à la suite de la racialisation coloniale des fonctions sociales, qu'ils

9. Voir Claude LEVI-STRAUSS, *Race et Histoire*, Paris, Denoël, 1961, pp. 23-24. Le faux évolutionnisme consiste à : « traiter les différents états où se trouvent les sociétés humaines, tant anciennes que lointaines, comme des stades ou des étapes d'un développement unique, partant du même point et convergeant vers le même but ». On sait que LEVI-STRAUSS, en bon structuraliste, s'est insurgé contre ce point de vue qui « feint de reconnaître la diversité des cultures ». Le problème ici est que l'Afrique reste économiquement sous-développée pour n'avoir pas vu le danger qu'il y avait à transposer le relativisme culturel au plan économique, dans un monde en voie d'intégration.

10. Cette critériologie insiste notamment sur la santé, l'alimentation, l'analphabétisation, la science et la technologie.

11. Il faut croire que les Africains ont lu Cheikh Anta DIOP et CÉSAIRE en diagonale : qu'ils n'ont retenu de leurs œuvres que les aspects brillants des civilisations passées mis en évidence « pour leur bénéfice moral » et oublié les exhortations qui leur recommandaient de combler leur retard technologique et d'éviter les pièges du particularisme.

sont dominés à cause de leur couleur dermique ¹² et ne font aucune différence entre la « race » et les moyens d'oppression proprement dits. La réaction de l'Organisation de l'Unité Africaine au problème de l'apartheid illustre parfaitement cet état d'esprit ¹³.

En second lieu, la critériologie onusienne du sous-développement pose problème aux consciences africaines, car elle comporte des indicateurs qui, hier encore, figuraient en bonne place dans l'anthropologie primitiviste, au nombre des traits distinctifs des « sociétés inférieures ». Ainsi, malgré les déclarations officielles, les campagnes d'alphabétisation menées en Afrique produisent peu de résultats pratiques, parce que l'analphabétisme évoque la notion dévalorisante de « peuple sans écriture ». La science et la technologie modernes restent largement tenues à l'écart, voire méprisées, parce qu'elles rappellent qu'avant les ravages de l'hitlérisme en Europe, les « peuples inférieurs » étaient uniquement ceux chez qui la technologie n'était pas suffisamment affirmée dans les faits. On peut multiplier les exemples de ces réminiscences inhibantes, l'important étant de retenir que, quel que soit le problème évoqué, l'Africain se trouve presque toujours confronté à une solution non seulement inventée par l'Occident, mais, en plus, largement adoptée par d'autres parties du monde ¹⁴.

Ainsi, en ayant la notion d'humiliation présente à l'esprit, on voit à quel point les fondements mêmes du développement moderne sont loin d'être motivants pour les Africains ; à quel point les efforts à fournir sont précisément concentrés dans les sphères conflictuelles dominées par des images dévalorisantes. En effet, que l'Africain prenne l'avion, le train, la voiture, qu'il utilise un journal, le téléphone, l'eau courante, la radio,

12. Voir : « Elite et Peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui », in *Présence africaine*, op. cit.

13. Les leaders politiques africains ont plus souvent insisté sur l'idéologie raciste des Blancs d'Afrique du Sud que sur la formidable avance technologique sur laquelle elle reposait.

14. Sur le rôle de la civilisation occidentale dans le monde actuel, voire dans l'histoire de l'humanité, lire notamment Claude LÉVI-STRAUSS, *Race et Histoire*, op. cit., pp. 51-56 : « La civilisation mondiale créée par l'Occident pose des problèmes et il semble que le sous-développement de l'Afrique soit le résultat de luttes maladroites destinées à lutter contre ce "processus d'appropriation de l'avoir humain" (qui) a failli dégénérer définitivement en une occidentalisation de l'être humain », *Présence africaine*, n° LIV, p. 5.

l'électricité, et bien d'autres choses encore, il se trouve presque toujours confronté à des objets dont l'existence n'a que de très lointains rapports avec sa participation au progrès scientifique de l'humanité. Aussi, il n'est pas superflu de le répéter, l'Afrique noire reste-t-elle profondément humiliée par l'idée même de développement. Les voies « africaines » de développement qui ont fleuri un peu partout sur le continent après les indépendances ont-elles d'autres significations idéologiques ? Tout ne se passe-t-il pas comme si l'Afrique préférerait encore perdre du temps à feindre de chercher des solutions endogènes à ses problèmes, plutôt que d'emprunter des idées à l'Occident ? N'est-ce pas là une question d'honneur ? Ainsi, lorsque N'Krumah, en bon chantre du panafricanisme, défend, en mai 1963, à Addis-Abeba, son projet unitaire devant un parterre de leaders politiques venus « jeter les bases de l'unité africaine », personne dans cet aréopage n'est prêt à le suivre : il ne propose rien moins qu'une révision sanglante de partages identitaires dangereux mais profondément acceptés où l'Africain, naturellement associé aux technologies primitives, s'oppose immuablement à l'Européen génétiquement lié au progrès. C'est la raison pour laquelle son projet « sonne faux » selon le mot d'Habib Boularès¹⁵. N'Krumah ne sait pas encore qu'il faudra au moins un siècle pour que l'Afrique rejette ce carcan identitaire confectionné à la fois par l'Europe des civilisateurs et par l'Afrique traditionaliste humiliée.

« Nous sommes, dit-il, entrés dans l'âge où la science a transcendé les limites du monde matériel, où la technologie a envahi les silences mêmes de la nature. Le temps et l'espace ont été réduits au rang d'abstractions sans importance. Des machines géantes tracent des routes, ouvrent les forêts à l'agriculture, creusent des barrages, construisent des aérodrômes ; des convois routiers et aériens gigantesques distribuent les biens ; d'énormes laboratoires fabriquent des produits pharmaceutiques ; des études géologiques extrêmement complexes sont entreprises ; de puissantes usines électriques sont construites ; des fabriques colossales sont implantées — le tout à un rythme incroyablement rapide ».

15. Habib BOULARÈS, « La naissance de l'OUA sonna le glas du... Panafricanisme », in *Jeune Afrique*, n° 914, juillet 1978, p. 61.

Pour finir, il conclut :

« Le monde n'avance plus au rythme des chameaux ou des ânes ! Nous ne pouvons plus nous permettre d'aborder nos problèmes de développement, de besoin de sécurité, au rythme lent des chameaux et des ânes. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser subsister la brousse envahissante des attitudes désuètes qui nous freinent dans notre marche vers la réalisation la plus complète et vers l'élévation constante du niveau de vie du peuple ! »¹⁶

Le projet continental de N'Krumah sera torpillé parce que de tels propos sont tout simplement irrecevables : ils heurtent de plein fouet ce que l'Afrique croit être sa « dignité historique ». N'Krumah est noir, mais il s'oublie ; il parle comme un civilisateur, comme un « aliéné culturel ». Il a surtout le culot de reconnaître avec l'envahisseur blanc que l'Afrique est arriérée, et de le dire sans ménagements. Pour qui connaît la sensibilité des humiliés de la colonisation, de tels propos sont tout simplement asphyxiants. Près de trente ans après l'échec de N'Krumah, on rencontre encore des Africains, diplômés jusqu'aux dents, qui ont le sentiment désagréable de faire une dangereuse concession aux descendants du colonisateur en reconnaissant que leur continent est sous-développé. De tels aveux se chuchotent, se murmurent en famille, occupent confusément l'espace mental, mais pas les places publiques ; les agents du néo-colonialisme n'y verraient-ils pas le triomphe de leurs allégations multi-séculaires ? Le véritable militant de la cause africaine « a la responsabilité de présenter au monde le visage authentique de l'Afrique, et de corriger les préjugés et les erreurs dont ses peuples ont été victimes ». Et non, pourrait-on ajouter, d'inciter les Africains à épouser les discours des Blancs¹⁷.

Au bout de trente années consacrées à détruire les préjugés du colonisateur, l'Afrique, pour n'avoir fait que cela, s'est

16. Kwameh N'KRUMAH, in *La conférence au sommet des pays africains indépendants*, op. cit., pp. 98-99.

17. Nous résumons ici la philosophie des congrès des écrivains et artistes noirs et l'idéologie des mouvements pour la réhabilitation de l'homme noir existant de nos jours. Voir notamment le *Deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs* (Rome, 26 mars-1^{er} avril 1959), *Présence africaine*, Paris. Voir également « La reconquête des espaces mentaux », in *Le Soleil*, du 20 déc. 1987, p. 7.

terriblement momifiée, et a attrapé des tics régressifs dont elle se débarrassera difficilement. Le culte de soi, l'absence totale d'esprit critique à l'égard de ses propres valeurs, ont donné des résultats si étranges que bon nombre d'observateurs doutent que l'Afrique puisse sortir de sa marginalité avant longtemps. C'est ce qui transparaît dans les déclarations suivantes de M. Amadou Mahtar Mbow, par exemple :

« Ce qui m'a frappé au Sénégal, comme dans beaucoup d'autres pays africains, c'est qu'il n'y a plus d'enthousiasme créateur. On a le sentiment que notre destin nous échappe de plus en plus, que nos gouvernements sont plus préoccupés par les problèmes du quotidien que par une action et une vision qui permettraient à nos peuples d'assurer la plénitude de leur destin et de leur dignité... Aujourd'hui, tout se passe comme si nos sociétés étaient bloquées, et que leurs sorts ne dépendaient que d'interventions extérieures à caractère économique ou financier. Or, un pays ne peut assurer son avenir dans de telles conditions »¹⁸.

L'Afrique, nous l'avons signalé plus haut, a une curieuse conception de sa dignité. Nous y reviendrons plus amplement à la fin de cet ouvrage. Pour l'instant, notons que les réactions des fondateurs de l'OUA aux propositions de N'Krumah suffisent à montrer qu'on aurait pu, dès 1963 déjà, lire le sous-développement politique de l'Afrique comme l'expression d'une non-adhésion fondamentale au concept de développement, et relier les contre-performances enregistrées ultérieurement dans les autres domaines à ce choix délibéré. Quelques voix se sont élevées assez tôt pour attirer l'attention sur l'attitude, à tout le moins paradoxale, de leaders politiques africains, qui, tout en dénonçant l'impérialisme et le néo-colonialisme, paraissaient « s'accommoder fort bien de situations préjudiciables à leurs pays »¹⁹. Nous verrons dans le dernier chapitre de cet ouvrage que dans 90 % des cas, l'insistance sur le néo-colonialisme et l'impérialisme sert

18. Interview, in *Sud-Hebdo*, n° 91, du 8 février 1990, p. 10.

19. Opinion exprimée notamment par Michel DUMAS in « Où en est la planification en Afrique noire ? », in *Réflexions sur la première décennie des indépendances*, Présence africaine, *op. cit.*, p. 110. Ailleurs, cette opinion se retrouve essentiellement dans les notions de « Valet de l'impérialisme » ou de « bourgeoisie compradore ».

notamment à masquer l'existence d'un racisme des Africains entre eux. N'Krumah aura également échoué pour avoir sous-estimé la puissance de ce qu'Alain et Edgard Hazoumé ont appelé « l'attrait séculaire du décalage » en Afrique.

Or, pour des raisons qui méritent d'être élucidées, les analystes du sous-développement économique de l'Afrique ont souvent préféré manier des chiffres et des statistiques, quantifier des performances, plutôt que d'observer les Africains et les écouter. Les Africains ne sont pourtant ni muets ni manchots. Il y a, il faut le dire, une longue tradition d'évitement quand il s'agit de traiter des problèmes concernant l'Afrique. C'est la raison pour laquelle les freins au développement résident officiellement dans la « forte imprégnation idéologique » des modèles de développement importés et le salut dans l'adoption de « voies de développement adaptées aux aspirations profondes des Africains ». Quand on sait que ces fameuses « aspirations » sont souvent synonymes d'immobilisme et de repli sur soi, on mesure l'ampleur de la nocivité de certains clichés apparemment dénués de danger. L'Afrique, aujourd'hui, ne peut viser que des stratégies de développement suffisamment musclées pour régler rapidement ses problèmes alimentaires et sanitaires. Les rêves d'originalité intégrale en matière de développement sont utopiques depuis 1945 au moins ²⁰. Ce qui ne signifie nullement que les Africains doivent renoncer à leurs valeurs de civilisation. Ils devraient au contraire dresser un inventaire de toutes celles qui pourraient fournir une base solide à tout projet de développement cohérent, et rejeter fermement les valeurs objectivement nuisibles au progrès. Mais il faut dire qu'aucune démarche de ce genre n'a de chances de réussir tant que subsistera l'obstacle psychologique majeur qui veut que le développement soit perçu au départ comme un phénomène anti-africain ou comme « la chose de l'homme blanc ».

« Parler de progrès dans une société essentiellement anhistorique est absurde » a dit un ingénieur africain en 1972 ²¹. N'y a-t-il pas là de quoi s'inquiéter ? La tare de

20. Alain LIPWITZ, *op. cit.*, montre que le fordisme s'étend précisément à l'Europe à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par le truchement du plan Marshall, et au Japon par le truchement de l'aide américaine avant d'essaimer en Asie.

21. Fodé DIAWARA, *Le manifeste de l'homme primitif*, Paris, Grasset, 1972.

l'importation que l'on met à toutes les sauces pour expliquer le retard de l'Afrique, frappe (on ne le dira jamais assez) la notion de développement dans son essence même et non dans ses modalités. Par conséquent, au lieu de s'agenouiller d'avance devant la moindre tradition africaine, les experts du développement devraient travailler à désamorcer la charge d'inertie liée à l'exogénéité idéologique du concept de développement en Afrique, et formuler des stratégies permettant d'évacuer ces blocages. Il faudrait, à la limite, s'y prendre comme en Inde où de vastes campagnes ont été menées pour convaincre les « intouchables » qu'ils étaient des êtres humains comme les autres. Dans le cas qui nous occupe, la tâche serait d'autant moins ardue que l'Afrique a prouvé à plusieurs reprises qu'elle ne répugnait pas à embrasser les objets, voire les idéologies made in ailleurs. Le problème n'est donc pas là. Les efforts de développement sont ressentis comme des aveux d'impuissance, de faiblesse, d'infériorité culturelle et raciale. Et l'on continue de parler de sous-développement en termes quantitatifs ! Qu'importerait que la part de l'Afrique dans la production industrielle mondiale soit dérisoirement faible, si les Africains avaient mis leurs trente années d'indépendance à profit pour assimiler, intégrer les schèmes conduisant à l'industrialisation ? Qu'importeraient les contre-performances de l'Afrique, si elle s'était attelée à la création d'une culture technologique de masse ? Le plus troublant n'est-il pas qu'aucun pays africain ne dispose, à ce jour, d'une stratégie de développement clairement comprise par ses citoyens ? Pourtant, telle est la mission proclamée des partis uniques qui sévissent en Afrique depuis trente ans. Rappelons enfin qu'aucun pays africain n'a élaboré, à ce jour, une politique linguistique permettant d'intégrer de façon décisive les concepts scientifiques modernes dans les langues africaines. Le sommet de l'activisme dans ce domaine consiste à écrire des articles incendiaires contre le néo-colonialisme culturel de la France à la veille de chaque sommet francophone. Mais, voit-on des groupes de pression à l'œuvre pour arracher aux gouvernements les moyens d'enrichir le lexique scientifique des langues africaines ? La tendance, à quelques exceptions près, serait plutôt de croire que les langues africaines, pour avoir été méconnues par le colonisateur, sont trop performantes pour être bousculées. A moins de croire qu'une période de trente ans est trop courte pour atteindre de tels

objectifs, force est d'admettre que l'Afrique est durablement engluée dans un borbier manichéiste où aucun discours sur le développement, fût-il africain, n'a de chances de fleurir. La mission civilisatrice aura, en fin de compte, été bien accomplie : l'Africain en 1990 reste persuadé que le développement c'est « la chose des Blancs ».

4. Infériorité, supériorité : un débat très actuel

La pertinence d'une démarche tendant, d'une part à expliquer la stagnation de l'Afrique par le refus du développement et, d'autre part, à relier ce refus à l'influence des thèses primitivistes sur les mentalités des élites africaines, peut être mise en doute : le monde entier semble avoir reconnu l'inanité de ces théories depuis les années 30 au moins. On peut donc se demander s'il est vrai que l'Africain alphabétisé en 1990 continue de fonder ses réactions au développement sur des propositions racistes datant de la seconde moitié du XIX^e siècle, tant la chose paraît invraisemblable. Or, loin d'être un débat moyenâgeux, le faux problème de la supériorité ontologique du Blanc sur le Noir est resté d'une incomparable actualité en Afrique noire²². A ceux que cela étonnerait, il suffira de rappeler que, pour les Africains, les prétentions civilisatrices de l'Occident ne s'évanouissent pas avec les indépendances, mais se ravivent singulièrement dans un contexte de guerre froide où les deux idéologies dominantes du moment cherchent à se tailler des zones d'influence dans le Tiers monde en général, et en Afrique en particulier. Trente ans après les indépendances, les déclarations d'un Le Pen²³, les « 101 Maliens », les ravages de l'apartheid en Afrique du Sud avant l'arrivée de De Klerk au pouvoir, les luttes africaines de libération des années 70, sont autant d'éléments qui attestent

22. A titre d'exemple, le leader de l'opposition sénégalaise a participé le 25 janvier 1990 à un débat organisé à Paris autour de l'ouvrage d'un certain Bernard LUGAN intitulé *Afrique, Histoire à l'endroit*, qui prenait à partie la race noire, d'après le journal *Sopi*, n° 115, du 5 janvier 1990.

23. M. LE PEN exprime sa « foi dans la mission civilisatrice des peuples européens », in *Le Monde*, du 12 janvier 1988.

de la continuité d'une volonté d'hégémonie séculaire fondée, croit-on, sur les différences de couleur dermique. On verra tout à l'heure pourquoi cette continuité dénoncée par l'Afrique entière, et singulièrement par l'OUA, est paradoxalement préférée à une réelle solidarité africaine²⁴.

5. A part la traite et la colonisation, quoi de neuf ?

On s'étonne que la traite négrière et la colonisation, les thèses primitivistes sur les mentalités inférieures, même reniées en fin de parcours par un Lévy-Bruhl, touchent les Africains au plus profond d'eux-mêmes. S'agit-il d'une souffrance au deuxième degré ? D'un goût marqué pour le « dolorisme » ou du syndrome « d'Afro-pessimisme » ? Peut-être. Mais il pourrait y avoir une explication plus simple : il n'y a pas trente ans qu'une masse appréciable d'Africains sait lire. Pas une vingtaine d'années que l'écolier africain dispose de manuels d'histoire écrits par et du point de vue des Africains. C'est dire qu'une majorité d'entre eux ne découvrent que maintenant, et, qui plus est, dans un contexte idéologique dominé par un souci persistant de revalorisation de soi, l'image que l'Occident se fait d'eux depuis le xvi^e siècle. Image que semble confirmer, nous l'avons dit, une série de facteurs ou de séquelles du colonialisme. En effet, la réalité des rapports économiques et sociaux des Blancs et des Noirs, même dans les pays africains où l'apartheid n'est pas officiellement pratiqué²⁵, paraît devoir laisser penser qu'il existe une sorte d'identité historico-génétique entre les Noirs et les Blancs d'aujourd'hui et ceux d'hier. Notons, par ailleurs, qu'à l'inverse des sociétés industrielles avancées où la longévité d'un événement, fût-il catastrophique, dépasse — nazisme excepté — rarement les vingt-quatre heures, l'Afrique n'est pas encore noyée sous un flot

24. Cette question est traitée au chapitre XVI de cet ouvrage.

25. On sait que Monsieur Emmanuel DROULO, alors maire d'Abidjan, avait été sommé de présenter ses excuses aux Africains pour avoir déclaré en substance que le sort des Noirs sud-africains n'était pas si différent de celui que connaissaient les Noirs dans les pays africains où l'apartheid n'est pas pratiqué. On ne peut que constater que ce point de vue est aujourd'hui partagé par de nombreux journalistes africains.

d'informations. D'où une certaine tendance à ressasser les vieux griefs. L'Afrique est, après tout, plus près de sa décolonisation que l'Europe ne l'est de la fin de la guerre. Tous ces facteurs tendent à différer l'apparition de cette phase de distanciation où l'on procède aux relectures contradictoires et constructives. L'Afrique — et c'est probablement l'aspect le plus important de cette question — est d'autant plus portée à remâcher ses rancœurs contre l'Occident qu'elle nourrit de solides complexes d'infériorité scientifiques à l'égard de ce dernier, tout en étant peu désireuse de s'organiser pour réduire sa dépendance vis-à-vis de lui. Nous y reviendrons. Quoi qu'il en soit, les connotations primitivistes rattachées au Noir et au Blanc sont si vivaces dans la conscience collective africaine qu'elles conditionnent jusqu'au regard de l'Africain sur lui-même. Ce phénomène bien connu des analystes africains a été notamment décrit par Memmi, Fanon, et plus récemment, par Edem Kodjo dans son *Et demain l'Afrique*. Alain et Edgar Hazoumé, quant à eux, dénoncent la volonté forcenée de démonstration/signification qui en découle comme une imposture, et l'assimilent à de la « mauvaise foi » :

« Les Africains, disent-ils, aiment à donner des explications byzantines à leur sous-développement afin de rejeter toute responsabilité sur autrui. C'est un procédé commode pour éviter les vrais débats et occulter les vérités premières qui dérangent. »

On peut, en effet, se demander ce que peut devenir l'Afrique tant que le développement y sera considéré comme la négation même de l'africanité, tant qu'il ne renverra qu'au besoin de combattre les thèses supérioristes de l'Occident colonial. Les mentalités en Afrique sont si pétrifiées que l'Africain ne se rend même pas compte que l'Occident c'est, aujourd'hui, les nations colonisatrices d'hier, mais aussi le Brésil, le Japon, Hong-Kong, l'Inde, la Chine, le Pakistan, etc. Et si l'on se doute qu'on ne peut pas se développer grâce au seul génie africain, on refuse de l'admettre par pure fierté. Aussi, l'Afrique est-elle la seule partie du Tiers monde que l'on puisse encore définir comme « faiblement industrialisée et produisant uniquement des matières premières ». Les inepties des civilisateurs auront donc eu pour effet de renforcer une tendance déjà bien africaine à surévaluer le particularisme.

L'Afrique d'aujourd'hui a une conscience insulaire voire concentrationnaire d'elle-même ; elle se croit, en outre, obligée d'endosser comme un manteau réversible le costume qui lui a été taillé par Tempels²⁶, Mannoni²⁷ et consorts. A force de lutter contre leur prétendu complexe de dépendance à l'égard de l'homme blanc, les Africains se sont tout simplement perdus de vue. VENDREDI, nous le verrons, n'est plus un phantasme, mais une réalité vivante en Afrique. Il définit parfaitement le discours africain post-indépendantiste en matière de développement.

Concluons, pour l'instant, ce chapitre sur les effets des thèses primitivistes en Afrique, en notant qu'en expliquant le sous-développement et la couleur dermique des Noirs par une pseudo-déficiência génétique, mentale et spirituelle, les missionnaires européens ont durablement compromis les chances de voir s'instaurer un jour en Afrique un débat sain, auto-centré, mais surtout décomplexé, sur les causes du retard de ce continent. Les Africains paraissent, en effet, si inhibés par ce qu'Edem Kodjo a appelé le « regard d'autrui » qu'aucune discussion sur la nécessité de changer de mode de pensée, de mentalité, ne paraît pouvoir s'instaurer en dehors du cadre suffocant et stérile du pseudo-complexe de dépendance de « l'homme de couleur » à l'égard de l'homme blanc. Il est pourtant urgent d'ouvrir les fenêtres, de poser les problèmes du développement en termes déchromatisés et contradictoires. Il est plus que temps de dire « Bonjour et adieu à la négritude » et à ses avatars²⁸. Mais de nombreux éléments indiquent qu'il faudra au moins autant de temps pour tuer les complexes anti-coloniaux en Afrique, qu'il en a fallu pour les intérioriser.

L'Afrique est vraisemblablement condamnée à perdre du temps. A moins que la génération qui n'a connu ni la colonisation ni l'indépendance ne prenne rigoureusement les choses en main, les mentalités africaines resteront inchangées

26. TEMPELS pensait que le civilisateur avait tort, sous prétexte d'éducation, de priver le primitif des traits culturels qui, selon lui, empêchaient les Occidentaux de le considérer comme un animal.

27. Pour la critique des thèses de MANNONI, voir CÉSAIRE : « Discours sur le colonialisme », *op. cit.*, et FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1968.

28. René DEPESTRES, *Bonjour et adieu à la négritude*, Paris, Seghers, 1980.

pendant longtemps. La crise économique, culturelle et sociale, qui sévit sur le continent en ce moment, servira-t-elle d'accélérateur en acculant les Africains à prendre l'exacte mesure de leur sous-développement ?

CHAPITRE III

Les tiers mondistes

« L'ensemble des pays en voie de développement subit les effets de domination et de déstructuration qui empêchent leurs économies de profiter pleinement de la croissance mondiale. Bien plus, lorsqu'ils ne parviennent pas à renverser les rapports de force économique par de nouveaux rapports de force politique, ils doivent céder aux pays développés une partie des résultats de leur croissance. »

*Jean-Marie Albertini*¹

« Nous avons les ressources. Oui, mais si c'est d'abord le colonialisme qui nous a empêchés d'accumuler les capitaux nécessaires au développement, c'est nous-mêmes qui n'avons pas réussi à utiliser à fond notre pouvoir depuis que nous sommes indépendants pour mobiliser nos ressources afin de faire effectivement démarrer notre développement économique et social. »

*Kwamé N'Krumah*².

1. Jean-Marie ALBERTINI, *op. cit.*

2. Kwamé N'KRUMAH, *op. cit.*

1. Un mauvais procès

Traditionnellement dénoncé par la droite comme un mouvement visant à détruire les valeurs de civilisation de l'Occident chrétien, le tiers mondisme a été à peu près renié vers le milieu des années 1980, pour les mêmes raisons, par une gauche déçue, non plus par l'Occident bourgeois, mais par le marxisme-léninisme, l'ingratitude des ressortissants du Tiers monde, les Hutu et les Tutsi, etc.¹.

Au moment où se produisait ce revirement, on a eu l'impression d'assister non seulement à un mouvement de « réhabilitation de la Corrèze au détriment du Zambèze », selon la formule célèbre de Raymond Cartier, mais surtout à un procès riche de faux contentieux, où l'histoire des relations économiques de l'Afrique et de l'Europe, du xv^e siècle à nos jours, n'était tout au plus qu'une rumeur non confirmée, et les monopoles internationaux des phénomènes relevant de l'illusion d'optique.

Ainsi vidé de son essence, le tiers mondisme n'aurait été qu'une vaste entreprise de promotion de la haine de l'homme blanc en Occident et outre-mer, une sorte de mouvement d'infantilisation des peuples décolonisés. L'Afrique a-t-elle retenu que cette description caricaturale du dogme d'une école de pensée, à laquelle elle doit notamment une formidable théorie économique de libération, répond essentiellement à un besoin de liquider les contentieux issus de la décolonisation et de la guerre froide, pour permettre à une Europe (enfin réconciliée avec sa civilisation technicienne) d'aborder le xx^e siècle dans des habits neufs ? Tout porte à croire que non. En retard de trois longueurs, comme d'habitude, l'Afrique ne semble pas comprendre les implications profondes de la bourrasque qui secoue l'Occident en ce moment, et s'obstine à lancer des appels à l'aide en direction de l'Europe occidentale, non seulement déterminée à tiers mondiser une Europe centrale dégoûtée du socialisme soviétique, mais aussi décidée à considérer désormais l'aide au développement comme un simple geste de charité humaine. Bruckner⁴ et Glucksmann

3. André GLUCKSMANN, *La bêtise*, Grasset, 1985, p. 27 : « Notre tiers mondisme n'est pas un anti-colonialisme mais un anti-occidentalisme ; tout ce qui est anti-européen est pain béni. »

4. Pascal BRUCKNER, *Le sanglot de l'homme blanc*, Paris, Seuil, 1983.

auront donc eu le mérite de témoigner suffisamment tôt de ce changement de sensibilité des Occidentaux à l'égard du Tiers monde. Et, de fait, on ne peut nier que le tiers mondisme ait été souvent utilisé par l'Afrique pour cacher un tas d'immondices nauséabonds. La rhétorique marxiste de bien des dirigeants africains de gauche a servi à dissimuler bien des cadavres et à décimer tout ce qui était capable de penser. Cette remarque s'étendant naturellement aux « modérés ». Reste qu'on peut se demander en quoi le « néo-tiers mondisme » magnanime et condescendant qui a prétendu remplacer l'ancien avant la popularisation du slogan « la Roumanie avant la Tanzanie » est préférable à la bêtise d'un Tempels. Car, parti pour laver l'Occident des insultes des hommes dits de couleur, l'auteur de *La Haine de soi* finit par rendre un furieux hommage à l'étroitesse de vues d'un tiers mondisme qu'il entendait pourtant dénoncer : « On ne peut s'empêcher d'aider le Tiers monde », nous dit-on. Pourquoi ? « Parce que nous sommes historiquement généreux »⁵. Comme dirait mon ami Mamadou, « Le bout de bois a beau tremper dans la rivière, jamais il ne deviendra crocodile. » De tels revirements auraient dû inciter l'Afrique à mettre rapidement en œuvre un projet panafricain qui, pour être inspiré des théories luxemburgienne et léniniste de l'accumulation du capital et de l'impérialisme, n'en reste pas moins le seul à pouvoir l'amener à réduire son extrême dépendance à l'égard de l'aide étrangère. En effet, même vidés de la présomption de malveillance de l'Occident à l'égard des industrialisations du Tiers monde, la théorie d'un N'Krumah, les propos d'un Samir Amin, gardent toute leur pertinence : la survie de l'Afrique dépendra de son aptitude à s'organiser rationnellement et à regrouper ses forces.

5. L'opération « Nous sommes les plus beaux et les plus gentils » qui, d'*Actuel* à *Cosmopolitan*, en passant par *Paris-Match*, a envahi les magazines français à la fin des années 1980, participait de cette conviction. Il s'agissait alors de redonner aux Européens leurs bases narcissiques flétries par le tiers mondisme.

2. Une théorie économique de libération

Les économistes tiers mondistes ont mis (il n'est pas superflu de le rappeler en cette période de révisionnisme éhonté) à la disposition des gouvernements qui, au lendemain des indépendances se proclamaient engagés dans un processus pratique de développement, un formidable arsenal conceptuel qui n'a jamais été utilisé en Afrique noire qu'à des fins d'oppression (parti unique) ou de chantage politique (« Retiens-moi ou je deviens communiste »). Depuis 1945, les économistes tiers mondistes, marxistes pour la plupart, ont fort heureusement affiné leur perception du sous-développement et savent maintenant que le néo-colonialisme n'explique pas tout. Mais, jusqu'aux environs de 1970, trois critères suffisaient à leurs yeux à rendre compte des mécanismes de sous-développement, et à définir corrélativement les directions dans lesquelles devait se développer une stratégie de développement efficace : désarticulation, extraversion, dépendance à l'égard de l'extérieur. Mais affirmer, comme le fait Samir Amin, « qu'une véritable théorie du sous-développement ne peut être qu'une théorie de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale »⁶, n'équivaut nullement à inciter les pays décolonisés à entretenir à l'égard de l'Occident une haine compréhensible après tout, au lendemain de la décolonisation, ou à s'enliser dans la mendicité et le dolorisme. Car à cette théorie du sous-développement répond une stratégie économique de rupture préconisant essentiellement trois mesures :

— liquidation des monopoles capitalistes rapatrieurs de gros bénéfices réalisés en peu de temps, à partir d'investissements, non seulement modiques, mais surtout concentrés parfois dans un unique secteur de production ;

— création, dans le cadre de grands ensembles régionaux, de structures économiques intégrées, seules capables de remédier au problème de l'étroitesse des marchés d'une Afrique balkanisée ;

6. La théorie du centre et de la périphérie a été popularisée par Samir AMIN. Voir *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970.

Elle a été critiquée par bon nombre d'économistes marxistes qui, surpris par les industrialisations du Tiers monde, se sont ralliés aux thèses « étapistes » de Rostow. Voir Alain LÉVY, *op. cit.*

— mise en œuvre d'une politique industrielle capable de produire des biens d'équipement nécessaires au développement et permettant de réduire la dépendance à l'égard de l'extérieur.

Est-ce là la plate-forme d'un mouvement d'infantilisation ou de haine raciale ? On peut reprocher aux économistes tiers mondistes de n'avoir pas prévu que leurs théories connaîtraient un triste sort en Afrique. Mais à l'époque où celles-ci ont été élaborées (1945-1960), l'histoire économique et surtout culturelle de l'Afrique était presque inconnue. L'Organisation dite de l'Unité Africaine n'existait pas encore ; la balkanisation de l'Afrique était, croyait-on alors, réversible.

On sait, depuis 1963 au moins, que l'homme « spolié », « bâillonné », « pillé » des tiers mondistes est loin de rendre compte de la complexité des réalités culturelles africaines qui ont autorisé la traite négrière et la colonisation. Sous ce rapport, la théorie tiers mondiste du sous-développement est largement lacunaire. Par conséquent, l'intérêt du procès qui a été intenté à cette école est d'inciter à la recherche des processus culturels et politiques par lesquels l'Afrique en est arrivée à se servir des concepts marxistes d'impérialisme et de néo-colonialisme, du centre et de la périphérie, pour cacher des choix peu courageux qui la déshonorent, et dont elle refuse d'assumer les conséquences. En effet, plus l'Afrique noire s'est éloignée des voies permettant de la hisser à un rang respectable au plan mondial, plus elle s'est attachée, chez les marxistes comme chez les modérés, à orienter les esprits vers un interminable complot extérieur. De sorte qu'aujourd'hui on sait à peu près tout sur les mécanismes de la logique occidentale de domination, et fort peu de chose en revanche sur la logique africaine de sujétion, sans laquelle la première n'existerait pas ou n'aurait que des effets limités. L'Afrique n'est ni pauvre ni impuissante⁷. Il faut donc tenter de comprendre par une autre voie que celle du néo-colonialisme pourquoi elle n'a cessé depuis 1960 de reconduire des pactes coloniaux préjudiciables à son développement, et qu'elle dénonce sans vergogne dans les tribunes internationales

7. On trouvera une masse d'informations sur les richesses de l'Afrique dans *...et demain l'Afrique*, *op. cit.*, et dans *L'antidérive de l'Afrique en désarroi*, (le Plan d'action de Lagos), *op. cit.*

comme des atteintes à sa liberté. L'Afrique aurait pu faire autrement. Elle a eu, et a encore le choix. Il serait naïf de croire le contraire.

Le panafricanisme qui se promettait de mettre en œuvre l'essentiel de la théorie économique tiers mondiste du développement se meurt officiellement le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, lorsque les innombrables « chartes ancestrales » de l'Afrique humiliée se liguent pour couler le projet de N'Krumah. Dès lors, on sait que l'Afrique vient de rater, et pour longtemps, le coche du développement, de se condamner à la mendicité et à la recolonisation. L'aide au développement qui, de l'avis de Fanon, aurait pu être autre chose qu'un programme de « sœurs de charité »⁸ si elle avait été négociée par une Afrique forte, au titre de remboursement des ressources exploitées par l'Occident depuis quatre siècles, dépendrait désormais de la bonne volonté de l'ancien colonisateur. Les fondateurs de l'OUA le savent mais préfèrent ouvertement cette solution à une véritable unité africaine. Ce choix aurait dû logiquement tempérer l'enthousiasme des tiers mondistes à l'égard de l'Afrique. Or, non seulement le mouvement de défense de « l'opprimé africain » ne disparaît pas, mais il survit une bonne vingtaine d'années à la catastrophe d'Addis-Abeba. A moins de croire, à l'instar des primitivistes et des négristes, que l'Afrique est le lieu où le bon sens le plus élémentaire se noie inéluctablement dans d'absconses théories cosmogoniques, force est de reconnaître que le soutien apporté par les tiers mondistes à l'Afrique pendant un bon quart de siècle, repose sur un vaste malentendu. La prétendue culpabilité des africanistes à l'égard des « primitifs » ne suffit pas plus que la thèse lacunaire de l'Africain pillé à rendre compte de l'extrême confusion idéologique qui a présidé à la naissance du mouvement tiers mondiste. Aussi ne sera-t-il pas superflu de faire un bref historique des motivations entrecroisées et non nécessairement complémentaires qui, aux yeux des Africains et des Occidentaux marxistes de l'après-guerre, justifiaient la réhabilitation des valeurs des peuples colonisés et la condamnation de celles de l'Occident judéo-chrétien.

8. Voir *Les damnés de la terre*, op. cit.

3. Tiers mondisme et esprit critique en Afrique

L'absence de tradition critique moderne est, sans conteste, l'un des signes majeurs du sous-développement de l'Afrique noire. En effet, recroquevillée sur elle-même pour cause de « décolonisation culturelle », de « reconquête d'espaces mentaux », qui n'ont nullement besoin d'être reconquis mais bien de s'ouvrir au monde extérieur, l'Afrique s'avère singulièrement inapte à interpréter les changements intervenus dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et à élaborer des stratégies pour y faire face. Ainsi, la migration récente du tiers mondisme vers l'Est paraît l'avoir entièrement prise au dépourvu : elle continue imperturbablement d'envoyer des signaux de détresse à l'Occident, et de s'accrocher à ses « États théoriques » comme si cette bourrasque lourde de conséquences pour son avenir n'était qu'une brise sans importance. Sourds aux bouleversements du monde actuel, la plupart des intellectuels africains continuent de gloser sur les fluctuations comparées de la dette africaine et de l'aide extérieure, reproduisant en somme un discours tiers mondiste dont les fondements se sont écroulés. Personne ne se demande pourquoi l'Afrique devrait être aidée, et surtout, jusqu'à quand ce manège dévalorisant devrait durer. Tout se passe comme si l'aide inter-africaine était exclue ou difficilement envisageable ; comme si tous les pays africains étaient pauvres, démunis ou dépourvus de moyens d'action. Ainsi, le seul intérêt du problème de la dette paraît être de prouver, une fois de plus, que l'Occident est responsable de la misère de l'Afrique, ou d'admettre que celle-ci, à travers ses chefs d'État et de gouvernement corrompus, est en partie responsable de son sort. D'une façon générale, donc, la réflexion africaine sur les causes du sous-développement de l'Afrique n'a pas bougé d'un iota depuis les indépendances. Elle oscille invariablement entre deux pôles, même si on assiste aujourd'hui à la montée d'un intellectualisme virulent qui prétend innover en perpétuant à travers une distribution de rôles mythiques une tradition de « bouc-émissairation » issue d'une doctrine léniniste bien mal assimilée. C'est l'Afrique-malade-d'elle-même, après avoir été malade-de-l'Occident ?.

9. Tidiane DIAKATE, *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris, Karthala, 1986.

Si cette littérature a le mérite d'inviter les Africains à se poser des questions sur eux-mêmes, on peut se demander ce que peut apporter un procédé critique qui prétend, semble-t-il, dégager de nouveaux instruments d'appréhension de la situation en recourant à la technique éculée de la diabolisation alternative de soi et de l'autre. Ne faudrait-il pas, au contraire, aider une Afrique noire déjà abruti par les manichéismes des civilisateurs et des néo-traditionalistes africains, à sortir de l'impasse où l'a enfoncée la logique babéiste de l'étrangleur-pilleur et de l'étranglé-pillé ? Les effets boomerangs des logiques binaires sont bien connus.

Ainsi, au jeu de l'étrangleur et de l'étranglé, les anciens innocents deviennent les nouveaux coupables. Les anciens malfrats ne sortent pas tout à fait blanchis de l'accusation de pillage, mais bénéficient de grosses circonstances atténuantes. Jusqu'au jour où, les faits s'entêtant à demeurer les mêmes, on revient à la case départ. Avec, en prime, le sentiment inconfortable d'avoir traîné « l'Afrique étranglée » dans la boue, à tort, et la ferme conviction d'être condamné à la défendre jusqu'au dernier massacre des droits de l'Homme.

La sympathie dont bénéficient, en Afrique noire, des chefs d'États africains dénonçant l'apartheid¹⁰ et les « diktats du FMI » dans les tribunes internationales procède du jeu périlleux de l'étrangleur et de l'étranglé ; elle est caractéristique des ravins escarpés par lesquels on passe alternativement de la dénonciation de l'Occident à celle de l'Afrique, avant de sombrer dans un silence circonspect. Certains intellectuels africains sont d'une redoutable imprudence. Dès lors, comment sortir des manichéismes et des simplismes divers qui emprisonnent la pensée africaine post-indépendantiste, si ce n'est par la porte d'un esprit critique plus attaché à décrire des processus qu'à tenter des procès ? L'émergence d'un esprit analytique fécond, en Afrique noire, paraît se heurter essentiellement à deux obstacles connus (tabous traditionnels - absence de démocratie) et à une pierre d'achoppement insoupçonnée mais de taille : le vendredisme intellectuel. Pour l'heure, seul le dernier de ces freins retiendra notre attention. Le vendredisme est le propre d'une conscience humiliée inapte

10. Certains intellectuels africains ne supportent plus ce genre d'escroquerie. Voir, à titre d'exemple, « L'indécence des tyrans africains », in *Sud-Hebdo*, n° 92, p. 12.

à s'affirmer avec dignité et dans les faits, et usant de subterfuges divers pour transformer la honte, la lâcheté, la médiocrité et la paresse en objets d'admiration.

CHAPITRE IV

La revanche de Vendredi

1. Les ravages du vendredisme

En inventant le personnage de Vendredi ¹, Daniel Defoe ne se doutait probablement pas que celui-ci sortirait de l'état de phantasme pour prendre corps en Afrique et y proliférer. Aujourd'hui, la créature de Defoe existe et vit du complexe d'anti-dépendance des experts africains du développement endogène, authentique, etc.

Depuis qu'un certain Mannoni, résumant une conviction bien missionnaire, a déclaré que l'esclavage et la colonisation s'expliquaient par une prédisposition séculaire des « primitifs » à attendre le salut de l'homme blanc ², les mentalités africaines sont devenues un sujet tabou ; et l'esprit critique, en Afrique noire, une peau de chagrin réduite à un exercice unique à deux variantes centrées sur une question de complexe et de dépendance. Il s'agit de prouver, soit que Mannoni avait tort, en démontrant que les Africains n'ont rien à envier aux Occidentaux, soit de lui donner raison, en établissant que les Africains passent leur temps à singer les Occidentaux, ou qu'ils sont décidément de grands enfants. Que de pages noircies en

1. Daniel DEFOE. *Robinson Crusoë*, Genève, Éditions de l'Éventail, 1983.

Vendredi symbolise à la fois le bon sauvage et le complexe de dépendance du primitif à l'égard de l'homme blanc.

2. Pour des critiques de ce point de vue, voir FANON, *Les damnés de la terre*, op. cit. Voir également CÉSAIRE, *Discours sur le colonialisme*, op. cit.

trente ans, sur le thème d'une tradition résistant de toute son âme à la pénétration de la modernité ! Ou s'y abandonnant, au contraire, dangereusement ! Que de mises en garde fallacieuses contre les dangers du mimétisme culturel ! Quiconque a séjourné, ne serait-ce que brièvement, en Afrique noire, fût-ce dans une capitale, sait à quel point l'Africain est loin d'être en danger d'occidentalisation, quoi que ce mot veuille dire. Or, grassement nourri par l'Afrique humiliée, Vendredi multiplie les faux débats, et en vivra encore longtemps si l'on n'y prend garde : enracinement, aliénation, retour aux valeurs du terroir, africanisation, héros résistants, etc. Les intellectuels africains réclament fièvreusement l'avènement d'un multipartisme libérateur de paroles nouvelles et fécondes. Mais on peut, face à leur attitude mentale régressive, se demander si le parti unique est bien le premier obstacle à la liberté d'expression en Afrique. En effet, la démarche intellectuelle globale des élites africaines tendrait plutôt à indiquer que l'absence de démocratie reflète un monopartisme idéologique de fait, auquel les Africains adhèrent, toutes classes sociales confondues : celui du culturalisme³. Ainsi, le premier frein à la liberté d'expression en Afrique réside, à bien y réfléchir, dans l'incapacité de l'esprit à se projeter hors de la sphère étroite de la revalorisation forcenée de soi. L'Afrique actuelle présente sous ce rapport une uniformité de pensée qui explique qu'elle soit inapte à se concevoir, et à percevoir le monde extérieur, en dehors de la lorgnette du mannonisme.

Or, sans la faculté de se concevoir sur des modes multiples, sans l'aptitude à se définir de manière auto-centrée, que pourrait bien donner l'instauration du multipartisme ? De nouveaux procès contre l'Occident et contre l'élite aliénée ? L'inversion systématique des propositions missionnaires ? En d'autres termes, avant de parler de démocratie, il faut d'abord se demander ce qu'on peut attendre de ces consciences africaines ossifiées et barricadées derrière un complexe de persécution tenace. Le désert de la pensée africaine commence

3. Le sociologue Youssou Mbargane Guisse définit le culturalisme comme « la survalorisation de la culture considérée comme autonome ». Voir *Tradition culturelle et développement : le cas du Japon*, Institut fondamental d'Afrique noire, Dakar, avril 1987.

très exactement là où finissent les frontières étroites définies par Mannoni et ses confrères. Et l'on prétend, chez les intellectuels africains, qu'il est urgent de décoloniser les esprits des masses en Afrique noire ! Où sont passées les mentalités africaines ? Voudrait-on aborder le sujet de front qu'on se heurterait à l'agressivité de l'anti-mannonisme. La vie intellectuelle en Afrique se circonscrit ainsi à un champ de bataille clos où le néo-primitif fier de soi et le civilisateur à la supériorité indélébile campent, de part et d'autre d'une ligne de barbelés rouillés ; l'honneur consiste à défendre à la sagaie la tradition africaine en péril, et le plus grand des courages à se saborder en donnant raison à l'ennemi occidental. Le simple fait, et cela est frappant, que l'intellectuel africain ne conçoive de discours sur l'état actuel de civilisation de l'Afrique que sur le mode de la dénonciation-traison est moins révélateur du poids du parti unique sur la libre parole que de celui de l'immense pierre tombale qui obstrue encore les voies d'accès aux mentalités africaines. « Silence », pourrait-on dire, « Ne critiquons rien ; les autres s'en chargent déjà bien assez ». Et si d'aventure on critiquait quand même, « Prière de ne pas dépasser la limite au-delà de laquelle la responsabilité historique de l'Occident risquerait de disparaître ». C'est une question de pension alimentaire.

Ainsi, bon nombre d'Africains se doutent que les fameux « diktats du FMI », qui symbolisent l'impérialisme aujourd'hui, mettent nécessairement en présence une logique de domination et une logique de sujétion. Mais comment en parler sans courir le risque de donner raison à Mannoni ?

Là est la question.

Faute de trouver la parade, on continue de s'investir dans un prétendu conflit entre la tradition et la modernité, mais en transposant le débat, cette fois, sur le terrain de l'aide qui « ne cesse de s'amenuiser », face à une dette grandissante. L'Afrique gagnerait réellement à revoir ses modes de pensée de fond en comble, afin de comprendre comment elle effectue des choix qui expliquent amplement sa situation actuelle. La contradiction reste trop souvent perçue comme un devoir d'anti-occidentalisme immunisant le nègre contre les bactéries d'une civilisation technicienne en déclin, croit-on. Les experts africains du développement et de l'éducation croient en Mannoni et sont persuadés qu'il existe une correspondance naturelle, en somme, entre l'Afrique et les technologies

rudimentaires. C'est probablement dans les années 70 que le tam-tam de Vendredi a atteint le sommet du délire en matière de développement, en réactivant, de la manière la plus irresponsable qui soit, le mythe encore vivace de la mission du nègre pourvoyeur de supplément d'âme.

Ainsi, lorsque le gauchisme vert était à la mode en Occident, quand les cheveux longs criaient « Faites l'amour, pas la guerre ! », les intellectuels africains ont cru trouver dans le retour à la nature la voie idéale de développement adaptée à l'Afrique. Multipliant les appels au rejet de l'industrialisation, ils ont exhorté une Afrique qui n'arrivait même pas à manger à sa faim à s'éloigner de la société de consommation ! L'Occident venait de déclarer — quelle aubaine ! — que ce type de société était absolument dangereux pour l'humanité entière, et surtout pour les Africains qui, eux, avaient la chance insigne d'être encore sous-développés. La société de consommation mettait en péril les maigres ressources de la planète. L'Occident proposait d'en sortir par un volontarisme frugal orné de fleurs. L'Afrique, connue pour son taux d'industrialisation dérisoire, incarnait la non-pollution de l'environnement, la pureté de l'âme humaine, et ne pouvait, dès lors, que se féliciter d'avoir résisté au démon de la machine. La voie du salut était donc toute trouvée. Elle présentait, en outre, l'immense avantage de ne rien coûter, puisqu'il suffisait, pour être en avance, de laisser les choses en l'état. Tout au plus pouvait-on envisager d'améliorer un peu les technologies traditionnelles, mais en leur laissant un cachet désuet de rigueur, en ces temps de verdoyantes candeurs. Et puisqu'il fallait se protéger de toutes les pollutions, l'élite africaine occidentalisée se voyait retournant joyeusement aux sources, près du peuple, sans être confrontée aux dures réalités du village ⁴. L'Afrique des années 70 était promise à un bonheur monastique contenu dans le partage d'une pauvreté bien comprise (Tévoèdjré) ⁵. L'équilibre mental des paysans devait être sauvegardé par le rejet des usines-qui-conduisent-tout-droit-à-l'hôpital psychiatrique (Kouassigan) ⁶. La véritable

4. Voir *Élite et peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui*, op. cit.

5. Albert TEVOËDJRÉ, *La pauvreté, richesse des peuples*, Paris, les Éditions Ouvrières, 1978.

6. Guy Adjété KOUASSIGAN, *Afrique : révolution ou diversité des possibles*, Paris, L'Harmattan, 1985 (cet ouvrage a été terminé en 1979).

puissance de l'Africain résidait, comme Tempels l'avait dit, dans une force vitale conférée par les chartes ancestrales d'une époustouflante efficacité cosmogonique (Elungu) ⁷. Une critique littéraire africaine digne de ce nom ne pouvait procéder que de l'aptitude de l'analyste négro-africain à restituer l'hermétisme perdu des littératures orales traditionnelles (Méloné) ⁸. Le paradis terrestre anhistorique, enfin, avait de tout temps existé en Afrique : seules pouvaient y accéder les âmes disposées à reconnaître la supériorité du bonheur primitif des sociétés africaines sur celui du monde frelaté de la technique (Diawara), ⁹, (Austin Shelton) ¹⁰, etc.

Ces quelques échantillons de vendredisme délirant suffiront à montrer que, loin de s'ouvrir au monde extérieur, l'Afrique des années 70 régresse au contraire, en se réappropriant, dix ans après les indépendances, des mythes datant des années 30. Ils servent également à montrer à quel point il y a lieu de se méfier des errements de l'esprit critique en Afrique. En 1990, l'Africain reste à peu près persuadé qu'il existe une correspondance obscure entre son aspect biologique et son aspect culturel. L'avènement d'un véritable esprit critique en Afrique noire passe donc d'abord par le meurtre de Vendredi. En effet, en guise de réflexion approfondie, l'intellectuel ne propose trop souvent aux Africains qu'un anti-conformisme repu, procédant à la fois d'une profonde méconnaissance des aspirations des Africains et de la conviction que l'Occident n'a de traditions que chez les séparatistes basques, bretons, corses et serbo-croates qui rejetteraient bien le développement par l'industrialisation si un impérialisme méchant ne les y contraignait. En fait, les choses sont plus complexes que cela. Les intellectuels et les politiciens africains éprouvent, depuis toujours, de grandes difficultés à projeter les sociétés africaines en sociétés techniciennes ; ils récupèrent, chaque fois que l'occasion leur en est offerte, les poussées de fièvre babélistes

7. P.E.A. ELUNGU, *Tradition africaine et rationalité moderne*, Paris, L'Harmattan, 1987. (L'auteur se prononce pour l'ouverture sur le monde de la rationalité moderne, mais cet aspect de la question n'est pas traité dans son ouvrage).

8. Thomas MELONE, « La critique littéraire et les problèmes du langage », in *Présence africaine*, n° 73, pp. 3-19.

9. Fodé DIAWARA, *Le manifeste de l'homme primitif*, op. cit.

10. Austin SHELTON, « Le principe cyclique de la personnalité africaine », in *Présence africaine*, n° XLV, 1963.

occidentales pour s'enfoncer davantage dans la léthargie technologique et scientifique. C'est ce qu'indique clairement l'analyse des processus idéologiques par lesquels l'Africain a « accédé au rang d'homme », à la suite d'une bataille historique épique. Au moment où l'aide extérieure menace de désertir l'Afrique, au profit d'un nouveau Tiers monde, il est capital de tenter de comprendre, par une autre pensée que celle d'un pseudo-complexe de dépendance, pourquoi un continent qui se présente comme la victime d'un complot extérieur séculaire s'embourbe dans l'invective et la mendicité, alors qu'il pourrait faire autrement ; pourquoi l'Afrique qui dispose d'énormes richesses, et a bénéficié, dès les indépendances, d'un extraordinaire soutien conceptuel, reste aisément recolonisable, après trente années de liberté. L'Afrique aurait pu, en effet, se servir des formidables énergies dégagées par l'humiliation de la traite négrière et la colonisation pour se forger ne serait-ce qu'une dignité et une respectabilité incontestables au niveau international. Par quelle étrange perversion une doctrine tiers mondiste de réhabilitation de l'humain s'est-elle transformée en mur des lamentations anti-impérialistes et en goulag ? Telle est, en fait, la part africaine de la question tiers mondiste. Vendredi et Babel fournissent un bon début de réponse.

2. Babel et Vendredi cherchent un homme nouveau

Lorsque, dans les années 60, l'Occident (re)fait le procès de la machine, par société de consommation interposée, l'Afrique intellectuelle prétend, nous l'avons vu, faire de même, pour d'obscurcs raisons qui méritent d'être élucidées. Peut-être se croit-elle confrontée au premier procès du genre. Le déclin de l'Occident... le progrès scientifique « robotiseur », « unidimensionnaliseur », « destructeur de couche d'ozone et de vie familiale », de « véritables relations humaines » ...Vendredi croit que cette question remonte tout au plus à l'après-guerre et dénonce, lui aussi, avec virulence, les dangers de ces progrès scientifiques auxquels il reprochait déjà la traite négrière et la colonisation¹¹. Persuadé par la

11. Dans un article consacré aux problèmes écologiques actuels, Jean-Marie ALBERTINI montre que la peur du progrès technique est toujours

propagande du moment que la machine détruit irrémédiablement l'homme et les ressources de la planète, Vendredi, hurlant avec la meute, se garde même de procéder à l'exploitation de ces ressources naturelles¹² qui lui appartiendraient pourtant congénitalement. La civilisation technicienne est dangereuse : la preuve, l'Occident s'est attelé, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, à la construction d'une société sans machines¹³. Aussi, Vendredi qui a de bons yeux, peut-il se féliciter d'avoir résisté à la tentation de l'industrialisation.

« Énergie solaire, énergie éolienne, tout cela n'est que du vent, pense-t-il. Formons des chercheurs, mais surtout qu'ils ne trouvent rien qui ne corresponde à la vraie culture africaine : l'Occident est en chute libre. C'est au tour de l'Afrique de briller. »

La presse mondiale est remplie des exploits scientifiques de l'homme blanc. Vendredi ricane, croit que ceux-ci n'en précipiteront que plus vite le déclin¹⁴. L'Occident, la chose est sûre depuis 1945 au moins, est en voie de sous-développement. Cela ayant été reconnu à la conférence afro-asiatique de Bandoeng, il n'y a donc qu'à attendre. Avec un peu de patience, l'Afrique sera bientôt réhabilitée ; les écarts d'ambitions scientifiques qui la ridiculisent un peu partout dans le monde seront bientôt comblés. Ainsi raisonne Vendredi au fond de son village ancestral. Mais il attend un déclin occidental qui ne viendra pas de sitôt : un conte biblique veut, en effet, que l'homme blanc ait autrefois essuyé les foudres divines pour avoir construit une haute tour... si

liée au phantasme du bon sauvage. Voir « Grandes peurs et vrais problèmes », in *Science et Vie Économique*, n° 52, juillet-août 1989, p. 10.

12. Le Sénégal par exemple ne dispose pas de pétrole en quantité suffisante mais jouit d'un ensoleillement de dix heures par jour et par an qui pourrait compenser ce manque si ce pays voulait se doter d'un programme de recherche digne de ce nom.

13. Alain LIPIETZ, *op. cit.*, montre au contraire que le modèle américain d'industrialisation (fordisme) se répand en Europe à partir de 1945 avant d'essaimer en Asie.

14. La conviction que l'Occident est en déclin doit être suffisamment répandue dans les milieux intellectuels africains, puisque Edem KODJO a éprouvé le besoin de consacrer un ouvrage à ce mythe. Voir *L'Occident : du déclin au défi*, Paris, Stock, 1988. Voir également la critique consacrée à cet ouvrage par Atsutsé Kokouvi AGBOLLI : « Le monde selon Edem Kodjo », in *Jeune Afrique*, n° 1452, du 2 novembre 1988, pp. 56-57.

haute qu'il en a eu le vertige au point de se prendre pour Dieu ! Depuis lors, l'homme blanc bat sa coulpe chaque fois qu'il a le sentiment inconfortable d'avoir dépassé la borne technologique au-delà de laquelle la colère de Dieu risque de se manifester par l'anéantissement de l'humanité ¹⁵. Et si, dans ces moments-là, on clame bien haut que la machine corrompt l'homme, c'est pour faire pénitence et non pour rompre les amarres : l'arche de Noé n'est jamais bien loin pour sortir les babélistes repentis du déluge de l'orgueil, et les conduire vers des cieux technologiques plus sereins. Mais Vendredi en doute. Il est persuadé que l'homme blanc ne croit plus en son Dieu ; il déserte les églises, qu'il a pourtant implantées en Afrique, et va chercher la sagesse en Inde. Dès lors, comment Babel pourrait-il exister ? L'Occident judéo-chrétien vit sous une autre injonction biblique qui lui prescrit de découvrir l'essence cachée des choses ¹⁶, à condition de ne pas se griser en chemin. Seule l'ivresse est interdite à ces pionniers séculaires auxquels on a, par ailleurs, fait la recommandation suivante : « Si tu veux connaître Dieu, connais les sciences exactes. » ^{16bis} Cela donne très exactement un Einstein découvrant la théorie de la relativité à la suite d'un rêve où il se serait vu chevauchant un rayon de lumière.

L'Afrique humiliée devrait par conséquent apprendre à se méfier des procès intentés périodiquement à la science et à la machine par l'Occident. Elle devrait s'efforcer, au cas où elle confirmerait sa préférence pour une voie de développement sans industrialisation, de justifier cette option à partir d'une réflexion auto-centrée, et non par un vendredisme snobinard inculte et persuadé que l'Afrique n'a rien inventé au cours de sa très longue histoire. Il n'est d'ailleurs pas certain que la haine, toute théorique, de l'Afrique humiliée pour la machine et la science moderne, reflète ces fameuses aspirations des masses africaines au progrès que l'on agite à tout propos, sans même se donner la peine de débroussailler les lieux d'où l'on en parle. C'est ce que tendrait à prouver la rencontre historique de Babel et de Vendredi à Bandoeng ¹⁷.

15. Il s'agit du mythe de la Tour de Babel. Voir la Bible (*Genèse*).

16. C'est notamment ce que signifie le fait de donner un nom aux choses. Voir la Bible (*Genèse*).

16 bis. Nous citons ici de mémoire, les propos du Rabbín de Paris rapportés dans un numéro de *l'Événement du Jeudi* consacré à Dieu, 1989.

17. Peu d'Africains ont assisté à la conférence afro-asiatique tenue du 18

Ainsi, lorsque Babel et Vendredi se retrouvent en Indonésie pour jeter les bases de la grande fratrie tiers mondiste, le temps en Occident est à la guerre froide, aux grandes peurs millénaristes, à l'apparente remise en cause d'un progrès technique qui a abouti à l'incroyable boucherie de la Seconde Guerre mondiale. Une partie de l'Occident libéral se croit en panne d'essence spirituelle et pointe un doigt accusateur, moins sur la machine que sur l'utilisation qui en est faite : on croit alors que le progrès scientifique engendre deux types de société : une bonne, celle du socialisme soviétique qui envahit la Hongrie en 1956, mais lance son premier Spoutnik un an après ; et une mauvaise, celle du capitalisme impérialiste (c'est à l'époque un pléonasme) dont viennent de s'affranchir des milliers d'ex-colonisés qui peuvent enfin dire combien ils ont souffert de la férule du bourgeois occidental.

« Depuis la Renaissance », dit un célèbre commentateur de la conférence de Bandoeng, « depuis les grandes découvertes qui marquèrent les débuts de l'entreprise de l'Européen sur le monde, et singulièrement sur les peuples de couleur, aucun événement ne revêtit une telle importance historique... La conférence de Bandoeng, plus forte qu'un triomphe militaire... plus forte qu'une découverte scientifique... fut la victoire morale des peuples de couleur. Pour la première fois, ces peuples, hier méprisés et dominés parce que "hommes de civilisations sans machines", relèvent la tête, et, par la voix de leurs délégués, disent en commun leur dignité d'hommes. Conscients de représenter la majorité de l'humanité, ils assument la responsabilité de leur situation. Ils proclament la morale qui doit régir les rapports entre les nations, ils dénoncent la violence, proscrivent les inventions de mort, édictent la liberté et l'égalité pour tous les peuples comme condition *sine qua non* de la coexistence pacifique. Bandoeng, ...c'est la condamnation devant l'histoire du fait colonial, et par-delà, des peuples blancs d'origine européenne, y compris les Russes »¹⁸.

au 24 avril 1955 à Bandoeng (Indonésie), mais la classe politique africaine des indépendances a été très influencée par l'anti-occidentalisme de ce mouvement comme en témoignent certains écrits de Senghor par exemple. Voir Ekondy AKALA : « Les élites africaines et les relations raciales », in *Présence africaine*, n° LVI, pp. 50-60.

18. Léopold S. SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, op. cit., pp. 271-272.

Le temps, on l'aura compris, est à la diabolisation de la machine. Par ailleurs, on abhorre le bourgeois. D'abord en tant qu'exploiteur d'ouvriers, au centre ; ensuite, en tant que consommateur de chair jaune et noire, à la périphérie. Il s'agit, en somme, de deux crimes relevant d'un même chef d'accusation contre le capitalisme « amateur comme pas un de la viande d'autrui »¹⁹.

L'apparente virginité du casier judiciaire du socialisme soviétique en matière de forfaits coloniaux lui donne un certain charme. Charme qui se mue en irrésistible attrait lorsque Vendredi apprend qu'une éminence soviétique, dont les travaux relatent la lutte de son pays contre l'occupation financière des bourgeois-capitalistes, a réglé en même temps, théoriquement du moins, la question du sous-développement en se gardant du vice de l'exploitation de l'homme par l'homme²⁰. Dans la grande camaraderie anti-capitaliste-anti-colonialiste du moment, de tels apports relèvent du miracle. Vendredi exulte. Il ne va pas tarder à accéder à l'indépendance. Le socialisme l'attire. Le parti unique²¹, surtout, le fascine, lui rappelle l'esprit de groupe traditionnel de son village, avec les machines en moins. Qu'à cela ne tienne ! Vendredi s'échauffe, multiplie les déclarations d'intention sur la mise en œuvre, une fois la liberté recouvrée, d'une politique socialiste de développement à l'échelle du continent africain. La méfiance à l'égard de la machine paraît s'estomper un moment. Mais elle se réinstalle assez vite, lorsque les essais nucléaires de l'homme blanc menacent de rééditer Hiroshima et Nagasaki au Sahara²². Soviétiques et Américains, au nom de

19. CÉSaire, *Discours sur le colonialisme*, op. cit.

20. Il s'agit de Lénine. Pour ce qui concerne l'influence de la pensée marxiste sur les élites africaines, voir :

— Louis-Vincent THOMAS : « Essai sur le rôle de l'idéologie dans les problèmes du développement », in *Présence africaine*, n° 63 ;

— Pierre FOUCEYROLLES : « La pensée de Marx et le devenir de l'Afrique », in *Présence africaine*, n° 63.

21. Pour une critique de la récupération des modèles d'organisation des masses des pays de l'Est par la classe politique africaine, voir Babacar KANTE (Pr.) : « La démocratie dans les régimes politiques ouest-africains : essai de réflexion théorique », in *Annales africaines, Revue de droit, d'économie et de gestion de la Faculté des Sciences juridiques et économiques de l'Université de Dakar*, 1983-1984-1985, pp. 101-102.

22. Il s'agit des essais nucléaires effectués par la France au Sahara.

deux vérités planétaires différentes, se livrent à une course effrénée à l'armement, mais se gardent de s'affronter directement, exportant toujours plus loin leur sale guerre : le monde est devenu fou. Vendredi et Babel s'inquiètent, lancent en vain des sos à la raison ; mais celle-ci paraît avoir déserté l'esprit de l'homme blanc. Le temps est à la démente. Vendredi, menacé sur son propre sol par cette fameuse civilisation de la machine, voit peut-être dans cette escalade une bonne raison de renoncer à un modèle de développement industriel très éloigné, croit-il, des prescriptions de ses ancêtres sur le respect de la nature. Il se doutait, depuis l'arrivée de l'homme blanc chez lui, qu'il n'avait rien inventé, et on vient de le lui rappeler. Malgré les dénégations de Cheikh Anta Diop, Vendredi est persuadé, par un décret missionnaire, qu'il est maître du surnaturel, comme l'homme blanc est maître de la science et des technologies avancées. En 1990, cette croyance tient toujours.

Mais revenons aux années 50. A l'époque, les sociétés sans machines ont quelque chose d'édénique. Elles évoquent un âge d'or à peu près perdu en Occident, dit-on. Aussi, Vendredi croit-il trouver là le fondement de sa supériorité ontologique et culturelle sur l'homme blanc. Le temps est à l'utopie : on attend des peuples « libérés du joug de la colonisation » des paroles inédites. L'Occident, capitaliste ou non, n'est pas en état de donner des leçons : il est disqualifié, à l'Ouest surtout. Les Afro-Asiatiques viennent précisément de se libérer de ses prétentions multiples à la supériorité. L'hitlérisme a assassiné des millions de Juifs au nom de leur judaïté. Pire ! Hitler, homme blanc, a tenté de réduire cette supériorité, autrefois étendue à toute l'Europe, à un trait exclusivement aryen, et a failli réussir²³. L'absurdité de ce genre de propos éclate dans toute son horreur. Il est temps de mettre fin à ce jeu dangereux, de proclamer l'égalité de toutes les diversités humaines ; de veiller à ce que la stricte équivalence des civilisations à sagaie et des sociétés à bombe thermonucléaire soit désormais indiscutable.

« Jamais l'Occident, dans le temps même où il se gargarise le plus de mots, n'a été plus éloigné de pouvoir assumer les exigences d'un humanisme vrai, de pouvoir

23. Jean Ziegler rapporte qu'Albert Tévoédjrè aurait souhaité, en

vivre l'humanisme vrai, l'humanisme à la mesure du monde »²⁴.

Face à cet échec retentissant, la différence devient plus qu'un droit : un devoir universel. Chacun est désormais prié d'arborer son visage traditionnel et insipide : le relativisme culturel²⁵ est de rigueur.

Hors d'Afrique, les succès du Lider Maximo²⁶ contre l'impérialisme yankee, les grands bonds en avant des paysans chinois sous la conduite de leur grand timonier, le prestige scientifique et idéologique du socialisme soviétique, laissent penser qu'il existe des alternatives possibles à l'ordre industriel et à l'ordre capitaliste. Babel se doute qu'il s'agit, en fait, des deux termes d'une unique alternative. Vendredi feint de l'ignorer, rêve de cultiver enfin son lopin de terre ancestrale à sa guise, et compte sur la force vitale bantu pour se développer en toute spiritualité : « La raison européenne promue reine est le pire des Attila », entend-il dire. Transporté par l'imminence des indépendances, Vendredi entrevoit deux possibilités : adopter la voie socialiste du développement en l'accommodant aux exigences de ses ancêtres, ou s'atteler franchement à la création d'une société fondée sur ses seules valeurs traditionnelles²⁷. Son village ne manque ni de bras, ni de matières premières « convoitées ». Il suffira, pour financer le développement, de vendre les deux, en l'état. Peu importe, en effet, en ces temps troublés, que Vendredi déteste la machine : la guerre de Corée, la guerre du Viêt-Nam, Suez, Cuba, laissent progressivement s'installer un doute à propos de toutes ces sociétés à machines ; sont-elles intrinsèquement folles ? Le babélisme revient au galop, plus alarmé que jamais.

ironisant, qu'un monument soit érigé à la mémoire d'Hitler pour avoir démontré l'absurdité des notions de races inférieure et supérieure. Voir *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Seuil, 1978, p. 72.

Cette idée a été reprise par... Idi Amin DADA.

24. CÉSAIRE, *op. cit.*

25. Voir Jean MAQUET : « Le relativisme culturel », in *Présence africaine*, n° XXIII, de décembre 1958-janvier 1959, p. 67. L'auteur a le mérite de montrer que ce relativisme n'est pas transposable au plan technologique. Voir également Claude LEVI-STRAUS, *Race et Histoire*, *op. cit.*, chapitre 9, sur la collaboration des cultures, pp. 69-77.

26. L'engouement de certaines élites africaines pour l'expérience cubaine s'est surtout exprimé à travers les articles de René DEPESTRES. Voir « Lettres de Cuba », in *Présence africaine*, LVI, 1965.

27. Cette idée, était, à la veille de l'indépendance, le fait de la fraction

Le messie soviétique s'avère de plus en plus inquiétant : on le soupçonne d'avoir des dents au moins aussi longues que le loup yankee dont il ne cesse de reproduire les exploits scientifiques et militaires. Face à la démente nucléaire ambiante, plus de demi-mesure : il faut créer, au besoin de toutes pièces, un homme absolument neuf et résolu à le rester. Le candidat à cette auguste dignité sera, si possible, « religieux comme le *xxi*^e siècle », mais surtout traditionnellement peu porté à faire des recherches sur le moteur à explosion. Et si tel était le cas, à tenir secrets les résultats de ses découvertes. Cela disqualifie, on en convient, beaucoup de monde : les Chinois ont inventé la poudre noire, les Arabes l'arithmétique, les Européens le moteur à vapeur... Donc, presque seul en lice, Vendredi se propose. « Enfin », soupire-t-il, « malgré la faiblesse militaire de la plupart d'entre eux, les peuples de couleur ont pris un avantage moral certain sur l'Occident européen »²⁸. Le poste lui convient, comme un gant blanc à un domestique quatre étoiles. De plus, il vient d'accéder à la dignité d'homme dans cet habit distingué. Aussi, est-il élu à l'unanimité. C'est qu'il a des atouts considérables : il n'a inventé ni la roue, ni l'écriture. Il a une longue tradition de savoir de cénacle ; ses arts primitifs constituent, précise-t-on, des points d'arrivée et non de départ²⁹, le caractère délibérément rudimentaire de ses technologies atteste bien d'une profonde prescience originelle, étouffée en Occident par la machine. Lui, Vendredi, plus malin que les autres, se serait attaché, au cours de sa longue histoire, à écarter de son patrimoine culturel tout ce qui aurait pu le séparer de son inconscient : c'est un précurseur de Jung et de Freud³⁰. L'Occident a-t-il besoin d'un supplément d'âme ? Vendredi en

africaine opposée à la constitution d'une communauté avec la France ou à l'idée d'Eurafrique. Elle a trouvé son expression la plus achevée dans l'expérience guinéenne de Sékou TOURÉ. Voir le *Deuxième Congrès des Écrivains et Artistes noirs*, op. cit.

28. L. S. SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, op. cit.

29. Basil DAVIDSON rapporte qu'un certain GROTANELLI fit remarquer en 1961, en parlant des sculptures africaines jugées primitives par les Européens, qu'il s'agissait de « points d'arrivée » et non de « points de départ ». On retrouve ici l'idée du rudimentalisme délibéré des sociétés africaines et, par extension, celle du sauvage doué de prescience sur lequel les intellectuels africains bâtiront des modèles de développement dans les années soixante-dix/quatre-vingt.

30. Idée développée par L.S. SENGHOR dans *Nation et voie africaine du socialisme*, op. cit., p. 276.

a justement à revendre. Un structuralisme soucieux de liquider les résidus d'un évolutionnisme embarrassant depuis la fin de la guerre, vient de prouver que Vendredi connaît absolument toutes les catégories conceptuelles de la pensée occidentale (causalité y compris), mais il a choisi de les utiliser sans contrainte. C'est la pensée non plus primitive mais sauvage. « Lévy-Strauss et Mircea Eliade sont attaqués pour avoir osé détruire les anciennes hiérarchies ». Vendredi prend leur défense, et affirme avec Tempels et Griaule que dans son village « L'instinct est roi » " depuis des temps immémoriaux. Il voit l'humanité promise à une grande accolade universelle sur fond de dialogue des civilisations et de métissage culturel. Et sur ce plan, il aurait des trésors à apporter au monde, pourvu qu'on veuille bien l'écouter. Le primitivisme joyeux est né ! On croit assister à une réhabilitation de l'humain quand, en fait, le bon sauvage, promu pourvoyeur de supplément de spiritualité, reprend du service dans de nouveaux atours.

C'est désormais — relativisme culturel oblige — *TOI GRAND VENDREDI, moi petit Robinson minuscule*. Le complexe de dépendance inversé, en somme. Prométhée ricane, continue tranquillement de perfectionner ses machines, de s'en servir pour dominer le monde, mais passe ses vacances au soleil de Vendredi pour se remettre de la fatigue et de la morosité de sa société technicienne. Vendredi, resté égal à lui-même, n'a pas décollé de ses matières premières. Il attend toujours le déclin de l'Occident. Aussi, le verra-t-on demain en grand boubou traditionnel malmener Rosa Luxemburg et Lénine, pour la bonne et compréhensible raison que la mode en a été lancée par Gorbatchev en personne ; jeter aux orties une théorie de libération économique qui l'exhorte à créer de grands ensembles économiques intégrés, sous prétexte que N'Krumah et Samir Amin ne sont plus de saison ; renforcer son « État-nain » parce que les nationalités reviennent en force à l'Est ; conserver un parti unique d'origine soviétique pour cause de fragilité nationale ; continuer de dénoncer le néo-colonialisme par pure commodité ; mais réclamer, par pure accoutumance, une aide au développement issue en droite ligne d'un humanisme tiers mondiste en voie de disparition. Il existe, la chose est sûre, un long complot

31. L.S. SENGHOR, *ibid.*

historique de l'homme blanc contre l'homme noir. La preuve : l'aide s'amenuise alors que la dette augmente.

3. Le tiers mondisme immonde

Babel est resté tel qu'en lui-même : inquiet de la marche d'un monde dont il ne cesse de prédire la mort ; angoissé par une civilisation industrielle qu'il ne se résout pourtant pas à quitter ; grand protecteur de ressources naturelles en voie d'extinction parmi lesquelles Vendredi, son petit frère adamique.

« Il serait vraiment inouï » disait Tempels « que l'éducateur blanc s'obstine à tuer dans l'homme noir son esprit humain propre, cette seule réalité qui nous empêche de le considérer comme un être inférieur ! Ce serait un crime de lèse-humanité de la part du colonisateur d'émanciper des races primitives de ce qui est valeureux, de ce qui constitue un noyau de vérité de leur pensée traditionnelle... »³².

Vendredi acquiesce. Il connaît une théorie africaine érudite qui dit exactement la même chose :

« Une troisième révolution négro-africaine est en train de se faire, en réaction contre les matérialismes capitaliste et communiste, qui intégrera les valeurs morales, sinon religieuses, dans les apports politiques et économiques de deux grandes révolutions : dans cette dernière révolution, les Négro-Africains doivent apporter leur contribution à l'édification de la nouvelle civilisation planétaire... »³³.

Or, cette révolution ne peut avoir lieu. En effet, « pillé », « convoité », « mal parti » dès les indépendances, Vendredi, toujours « étranglé » par une société de consommation molle et repue qui l'affame, a du mal à respirer. Cette société, Babel l'exècre au point de ne manger de yaourt que maigre, d'huile que légère, de troquer le week-end sa voiture contre une bonne bicyclette, qui ne doit rien évidemment aux matières premières et aux sociétés à machines. La marche l'épuise. En revanche,

32. Cité par CÉSAIRE, in *Discours sur le colonialisme*, op. cit.

33. L.S. SENGHOR, op. cit., pp. 254-255. C'est le mythe du nègre pourvoyeur de supplément d'âme aux damnés des civilisations à machines.

Vendredi, qui à ce jour rafle toutes les médailles olympiques en athlétisme, y excelle. Capable de travailler des heures au soleil sans se fatiguer (pourvu qu'il y ait du tam-tam), il mourrait si on le mettait en usine. Ses traditions le lui interdisent ³⁴. Cela Vendredi en est convaincu ; il ne montre, du reste, aucun empressement à implanter des usines chez lui. A moins que les bailleurs de fonds étrangers ne s'en chargent, rien ne viendra troubler la paix pré-coloniale retrouvée de son vaillant peuple danseur. Cela, Vendredi s'en porte garant. Et d'ailleurs, avec quoi construirait-il des usines ? Quand bien même il le voudrait, il ne le pourrait pas : il a de gros problèmes d'argent, des dettes qu'il ne s'explique pas. Il a beau faire et refaire ses comptes, le mystère demeure. Épais, insondable, obscur comme un complot bancaire étranger. En effet, comment cinquante palais de marbre importés de Yougoslavie, prestigieusement plantés au beau milieu de son village ancestral, une centaine de salles de bain étincelantes d'or, cinquante petites Ferrari, autant de Porsche, de Mercédès et de Jaguar, une cinquantaine de maîtresses en tailleur Chanel, etc., pourraient-ils avoir épuisé si vite le budget annuel de son État personnel ? Il y a là-dessous une tentative téléguidée d'étranglement, c'est indiscutable. La colonisation, l'esclavage, et maintenant la dette ³⁵. Mais comment s'y prennent-ils donc ? Vendredi n'est théoricien que de la culture africaine authentique. Les recherches comptables poussées dans certaines directions le rebutent. Aussi décide-t-il d'en appeler à Babel, son ami consultant en développement. Celui-ci réfléchit, pond un rapport volumineux disant à peu près ceci :

« Vendredi, fidèle à l'esprit de Bandoeng, a conservé l'emploi qui lui est naturellement dévolu, et a livré sans faille ses ananas à l'Occident depuis trente ans ; c'est donc un bon gestionnaire. Or, ces ananas lui sont achetés à des prix sans cesse décroissants ou échangés contre des machines de plus en plus onéreuses (détérioration des termes de l'échange). Ces machines sont, en outre, si sophistiquées que Vendredi

34. Voir le chapitre XII du présent ouvrage sur le management « négro-africain ».

35. Tibor MENDE est plus célèbre pour avoir démonté « l'artichaut » de l'aide dans son ouvrage intitulé *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Seuil, 1972, que pour avoir dénoncé, longtemps avant la parution du Rapport Berg, le fait que 15 % environ de l'aide octroyée aux pays en développement étaient détournés par leur classe politique.

n'y comprend rien et les laisse invariablement rouiller sous la pluie (terrorisme technologique). Ce qui ne l'empêche ni de continuer d'en recevoir, ni d'en régler les factures (rapacité impérialiste) ; et dans toutes les tribus c'est la même chose ».

Babel, ulcéré par les conclusions de sa propre analyse, sort de véritables tracts hurlant au scandale, au pillage des ressources de l'Afrique, à l'étranglement de l'indigène paysan, à la complicité des élites africaines aliénées par la colonisation. Et se propose d'aider Vendredi à sortir, une fois pour toutes, de l'ère viciée de l'endettement, des usines, des engrais chimiques, des pesticides, des tracteurs, des barrages destructeurs d'éco-systèmes, etc. Mais comment s'y prendre ? Vendredi, le pillé, a manifestement des goûts de parvenu : il préfère la Rolls à la bicyclette ; il joue au golf en Angleterre, reçoit au champagne millésimé dès l'aube ; se comporte, en somme comme un émir du pétrole, alors que sa tribu, en proie elle aussi à un sinistre complot international, manque cruellement de protéines : la colonisation l'a décidément aliéné. Bandoeng et la guerre froide ne lui ont rien appris : il s'oublie. Vendredi acquiesce pour ce qui concerne l'aliénation coloniale. Il décide d'y remédier en dépensant des milliards pour le simple plaisir de s'appeler Bapwumpwum Wa Bapwumpwum, au lieu de Casimir-Gontran Duglandar ³⁶.

Il affirme que ses prétendus goûts de parvenu ne sont en fait, que des efforts de réhabilitation culturelle ; car il s'agit, à bien y regarder, de travailler activement à la résurgence de cette époque opulente où ses ancêtres régnaient sur de vastes empires gorgés d'or, de diamants et d'esclaves provenant du village voisin. Pour finir, Vendredi ajoute qu'il se convertirait même au capitalisme façon toubab s'il n'y avait tous ces problèmes de rigueur budgétaire anti-africains ; car le peuple, du temps de l'authenticité pré-coloniale, n'admirait que les chefs sachant dépenser sans compter. Babel, consterné, manque de défaillir. Vendredi s'égare ! Il n'a jamais été capitaliste. En bon ethnologue « dogonneux » Babel le sait communautariste matrilineaire. Les ancêtres de Vendredi, cela a été prouvé, ont constitué l'avant-garde du socialisme primitif. Babel cite pêle-mêle les grandes réalisations écologiques dues à

36. Voir Sennen ANDRIAMIRAIKO, « Au-then-ti-ci-té », in *Jeune Afrique*, n° 1431 du 8 juin 1988, p. 75.

cette vénérable civilisation, pour ramener Vendredi à la raison : belles cases en banco recouvertes de verts branchages, chaudes veillées en groupe autour d'un bon feu de bouse de vache, maîtrise du bois de chauffe et du feu à trois pierres. Dire que tout ceci a été remplacé par le pétrole, l'individualisme, le béton, les chiffres et les lettres ! Est-ce bien cela le progrès ? Babel en frémit rien que d'y penser. Il conseille à son ami de bien réfléchir avant de se lancer lui aussi dans le « progrès ». Il propose dans un grand élan de générosité de faire d'une pierre deux coups : améliorer un peu les technologies ancestrales pour se garder à jamais de la dépendance à l'égard de l'Occident en déclin ; et conserver, pour le bien de l'humanité tout entière, l'harmonie perdue de l'époque du pithécanthrope. « Au nom de quoi, en effet, l'Occident, decadent de surcroît, imposerait-il sa loi technique polluée au monde entier ? » Tant pis pour ceux qui n'avancent plus au rythme des ânes et des chameaux ! S'il ne reste qu'un âne sur terre, Vendredi est fermement décidé à être celui-là.

CHAPITRE V

Les libéraux

1. Vers une synthèse libérale ?

Nous avons dit que la perception des causes du sous-développement changeait notamment en fonction des convictions politiques des analystes et des refrains idéologiques en vogue. Ainsi, jusque vers le milieu des années 80, deux écoles aux vues bien tranchées se disputaient la vérité en matière de sous-développement. Les marxistes s'employaient à démolir les thèses de ceux qui, comme Rostow, croyaient que l'Occident était, non seulement la voie, mais aussi le point d'arrivée obligé de toutes les sociétés humaines. On connaît la célèbre formule de Rostow :

« A considérer le degré de développement de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq étapes suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité, et l'ère de consommation »¹.

On sait également que les tiers mondistes ont essentiellement reproché à cette théorie de faire bon marché de la ponction du capital nécessaire au développement de la périphérie par les monopoles qui y œuvraient, sous couvert de laisser-faire². Or, des facteurs déterminants sont venus bouleverser ce cadastre et contraindre les analystes à « re-

1. W.W. ROSTOW, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1963, p. 13.

2. Voir notamment l'historique des théories économiques fait par Samir AMIN in *Encyclopædia Universalis*, vol. 5, 1982, pp. 502-506.

mettre les pendules à l'heure »³, voire à se dédire. Depuis une bonne dizaine d'années, l'Occident, au sens large, est entré dans une phase synthétique de son histoire marquée par le déclin du marxisme-léninisme et le renforcement subséquent d'un dogme libéral qui voit déjà sa vérité économique et sociale s'imposer comme une évidence au monde entier. Le processus est en cours. Mais quelles que soient les formes idéologiques et d'organisation économique qu'engendrera la liquidation en cours du marxisme et des contentieux issus de la guerre froide, de nombreux éléments indiquent, d'ores et déjà, que le sous-développement de l'Afrique sera désormais considéré par l'Occident comme une affaire strictement africaine. Tout se passe, en effet, comme si, prenant l'exacte mesure des changements intervenus dans la division internationale du travail depuis 1945, l'Occident était de moins en moins disposé à maintenir des solidarités ultra-marines datant de l'après-guerre ; comme si celles-ci étaient devenues sans objet⁴. L'époque où les économistes marxistes reprochaient aux étapes de la croissance de Rostow de méconnaître les effets pernicioeux des monopoles sur les économies des colonies, paraît bel et bien révolue. Il n'y a — et c'est une véritable révolution — à peu près plus personne en Occident pour croire que la non-accumulation du capital en Afrique est due à la rapacité de firmes multinationales. On en est même à se demander ce qu'elles « allaient faire dans la périphérie », à démontrer que « le capitalisme naquit de l'impérialisme » et non le contraire, que la malveillance de l'Occident à l'égard des industrialisations du Tiers monde est un mythe⁵. L'heure en Occident est donc à un « néo-neutralisme » lourd d'implications pour l'avenir de l'Afrique : la mort du marxisme-léninisme paraît, en effet, avoir sonné le glas d'un humanitarisme de gauche dont l'Afrique a bénéficié pendant près de trente ans. Les raisons de ce largage méritent donc d'être examinées, ne serait-ce que brièvement.

3. Sur le néoévolutionnisme économique, voir Alain LIPIETZ, *op. cit.*

4. Voir notamment André GLUCKSMANN, *op. cit.*

5. LIPIETZ, *op. cit.*

2. L'Afrique larguée

Depuis Bandoeng, l'Afrique vit dans l'illusion que la morale internationale la protégera de tout, y compris de son inaptitude à se nourrir correctement. Convaincue par le faux anti-machinisme d'après-guerre qu'elle devait rester la seule civilisation sans machines du xx^e siècle, elle n'a, de fait, consenti aucun effort depuis les indépendances pour se doter de structures industrielles régionales ou sous-régionales, afin de réduire sa dépendance à l'égard de l'extérieur. Ce n'était pourtant pas faute de savoir que telle était la seule voie de son salut. Elle a été largement avertie. Dénonçant « l'intolérance de N'Krumah »⁶, elle a choisi de faire la sourde oreille, pensant pouvoir indéfiniment faire ses choux gras de l'antagonisme idéologique des deux blocs. Ici, il ne serait pas exagéré de parler d'une véritable rente de situation. Or, voilà que la situation se modifie, que les fondements mêmes de la rente disparaissent. L'Afrique est donc la grande perdante de la guerre froide. Mais, trop momifiée pour intégrer à temps les changements intervenant dans le monde, et singulièrement les bouleversements qui se sont produits en Occident, elle poursuit imperturbablement sa route vers un sous-développement accru. Elle s'accroche à ses « États théoriques »⁷ au lieu de s'atteler à la création de ces grands ensembles économiques que N'Krumah, en 1963 déjà, considérait comme la condition *sine qua non* de sa survie. Elle lance de grands appels angoissés en direction de l'Europe de l'Ouest, d'autant moins disposée à voler à son secours qu'elle est confrontée à de graves débats historiques, économiques et sociaux. L'Afrique est donc, plus que jamais, le lieu où « les leçons maladroitement apprises renforcent l'arriération initiale, et laissent pantois devant d'apparents revirements ». En effet, les événements d'Europe centrale et de l'Est ne se sont pas produits d'un seul coup. L'Afrique a assisté au regain d'intérêt croissant de l'Europe occidentale pour cette partie

6. L'expression est de ATTIDJO ; mais d'une façon générale, N'KRUMAH considéré comme un « impérialiste noir », a été souvent accusé par ses pairs de « commanditer la subversion dans les pays voisins du sien » ; voir l'excellente rétrospective de l'histoire de l'OUA faite par Sennen ANDRIAMI-RADO in *jeune Afrique*, n° 1431 du 8 juin 1988.

7. Nous avons emprunté cette notion à Edem Kodjo.

marxiste d'elle-même, au cours de la décennie écoulée. Mieux. Elle a entendu des représentants de l'Europe s'inviter mutuellement à abandonner leur « rhétorique anti-soviétique » et affirmer que les « pays de l'Est devraient être intégrés dans le système commercial et financier international »⁸. De nombreux éléments n'ont cessé d'indiquer, depuis le premier choc pétrolier au moins, que l'Occident s'orienterait vers une redéfinition de ses priorités financières, et que l'aide au développement de l'Afrique s'en ressentirait. Se sentant menacés, dès 1973,

« les travailleurs des pays développés accusaient les industrialisations du Tiers monde d'être responsables du chômage, et le choc pétrolier d'être la principale cause du ralentissement de la croissance mondiale »⁹.

Peu importe la véracité de ces allégations. L'essentiel est que ce revirement de l'opinion publique occidentale ait trouvé son expression la plus achevée vers le début des années 80 dans ce qu'on a appelé le néo-tiers mondisme. Ainsi, si les travaux de Lipietz sur les industrialisations du Tiers monde sont un peu moins connus du grand public, l'ouvrage de Bruckner, lui, a été un véritable coup de tonnerre dans le ciel tiers mondiste. Qu'a fait l'Afrique à ce moment-là ? Quatre ans plus tard, on trouvait encore dans la presse africaine des jérémiades sur « le rétrécissement de la manne extérieure »¹⁰. Pourtant, en 1986, Edem Kodjo, conscient des implications de ce changement d'esprit pour l'avenir de l'Afrique, publiait un livre-phare dans lequel il mettait notamment l'Afrique en garde contre sa tendance périlleuse à compter sur l'aide au développement en provenance de l'Occident :

« Que les Africains ouvrent les yeux sur les réalités du monde, écrivait-il. Ils verront que les puissances industrielles confrontées à d'intenses difficultés sociales avec leurs millions de chômeurs, ont déjà fort à faire pour réduire la pauvreté chez elles, et qu'en toute logique, elles ne peuvent

8. Voir notamment Raymond BARRE, *Réflexions pour demain*, Paris, Hachette, 1984, p. 326.

9. Jean-Marie ALBERTINI, *Mécanismes...* *op. cit.*, p. 7.

10. A titre d'exemple, voir « Paradoxe : la manne extérieure se rétrécit », in *Le Soleil*, du jeudi 14 mai 1987, p. 17.

situer au premier rang de leurs préoccupations l'éradication de la misère dans les contrées lointaines ».

Et de conclure :

« Il nous faut donc, dans le cadre de la politique économique mondiale, nous convaincre que notre continent possède des atouts, et que nous sommes les seuls à pouvoir créer — *avec ou sans aide extérieure* — notre propre richesse par un développement conçu en fonction de nos besoins » ¹¹.

On comprend, à la lumière de ce qui précède, que la réduction des tensions Est-Ouest, voire l'abandon total de la course aux armements, ne se solderont pas en Occident par un désir de favoriser l'émergence d'une « industrialisation sans armes » sur le continent africain. Cela pour plusieurs raisons.

D'abord, le Tiers monde, nous l'avons signalé, a considérablement changé depuis 1945, et n'apparaît plus comme un ensemble inoffensif qui a besoin d'être aidé : l'Inde et la Chine possèdent la bombe. L'Afrique ne paraît pas se rendre compte qu'elle est marginalisée, non seulement par rapport aux puissances industrielles d'Occident, mais aussi par rapport à ces nouveaux pays industriels ¹² qui, comme elle, faisaient partie des « pays pauvres » au sortir de la guerre. Il faut lire l'ouvrage instructif d'Alain Lipietz sur la mondialisation du fordisme pour comprendre à quel point l'Afrique est une sorte de monstre historique absolument imperméable à tout ce qui se passe autour d'elle. Au lieu d'attendre l'aide de l'Europe de l'Ouest, l'Afrique devrait donc prendre pleinement conscience que celle-ci répondra à la concurrence féroce que lui livrent ces nouveaux pays industriels sur le marché mondial des biens d'équipement en resserrant ses rangs, et non en travaillant à la fabrication d'un autre concurrent. Même en supposant, comme l'écrit Lipietz, que la malveillance des puissances industrielles à l'égard des pays de la périphérie classique soit un mythe, il reste qu'il n'y a aucune raison pour que l'aide occidentale au développement serve effectivement au dévelop-

11. Edem Kodjo, *op. cit.*, p. 120.

12. Ce sont, en substance, les pays du Tiers monde dont les produits manufacturés représentent plus de 25 % du PIB et plus de 50 % des exportations.

pement de l'Afrique. Les exercices fiévreux de nos intellectuels sur les fluctuations comparées de la dette et de l'aide au développement reposent largement sur un non-sens, sur une perception erronée de la logique de l'histoire économique mondiale. Il n'y aura pas de plan Marshall pour l'Afrique : telle est l'implication première de la révolution gorbatchévienne, du rapprochement commercial croissant de l'Europe de l'Ouest, du Centre et de l'Est. L'Afrique doit savoir qu'avec l'apparition de nouveaux pays industriels sur le marché mondial, « le mythe (central) de l'incapacité des pays non occidentaux à maîtriser les technologies avancées s'est effondré »¹³, emportant avec lui toutes les croyances tournant autour de la notion d'aide au développement. Et, de fait, plus personne en Occident ne croit que le but du capitalisme du Nord soit d'empêcher l'industrialisation du Sud. Songeons que, depuis 1945, un pays comme le Japon qui, sans faire partie du Tiers monde, n'a cependant pas participé à la première révolution industrielle européenne, a su combiner les capitaux américains, l'emprunt de trouvailles à l'extérieur, la recherche scientifique et ses propres capacités d'invention pour se hisser au rang de puissance mondiale. L'Afrique, qui, depuis Bandoeng, prétend se protéger de la pollution industrielle pour conserver son âme magique intacte¹⁴, doit savoir que l'Inde, dont le raffinement spirituel n'a rien à envier à la complexité des cosmogonies dogons, peut :

« malgré ses 240 dollars par tête, mettre en place des industries de base, d'équipement de pointe, y compris des industries d'armement, former des cadres hautement qualifiés, avoir des centres de recherche, entretenir une armée puissante »¹⁵.

On pourrait multiplier les exemples de cette double marginalisation de l'Afrique. Mais l'important, croyons-nous, est de retenir que les fondements de l'aide au développement du Tiers monde se sont singulièrement rétrécis avec l'émergence sur la scène internationale d'un Tiers monde créatif, décomplexé et commercialement percutant. Les Africains sont

13. Jean-Marie ALBERTINI, *op. cit.*, p. 11.

14. Opinion très répandue en Afrique noire et souvent exprimée par Julius NYERERE, ancien président de la République tanzanienne.

15. Jean-Marie ALBERTINI, *Mécanismes...*, *op. cit.*

les seuls individus au monde à croire que leur développement peut être pris en charge par d'autres personnes que par eux-mêmes. Ils devraient se réveiller.

Par ailleurs, le largage de l'Afrique s'explique par le fait que l'image de ce continent n'a cessé de se détériorer depuis les indépendances. En effet, depuis trente ans, l'opinion internationale, de gauche ou de droite, n'a cessé de s'émouvoir des contradictions croissantes d'un continent plus attaché à réclamer des droits élémentaires à l'Occident qu'à les accorder à ses propres citoyens. Ainsi du nouvel ordre international de l'information qui a servi à redorer le blason plus que boueux d'hommes politiques incultes et de moralité douteuse ; ainsi du nouvel ordre économique international qui, sans avoir vu le jour, paraît néanmoins avoir eu de grosses retombées économiques pour des oligarchies africaines scandaleusement riches par rapport au reste de la population ; ainsi des vociférations indignées des leaders politiques et des intellectuels africains qui, dans les tribunes internationales, réclament la liberté d'expression aux Occidentaux, tout en muselant la libre parole chez eux ¹⁶ ; ainsi donc de la démocratie ¹⁷, des droits de l'homme ¹⁸, de l'aide étrangère détournée, etc. La liste de ces escroqueries est longue et assez bien connue du grand public. Aujourd'hui, tout se passe comme si l'Afrique était durablement discréditée à l'intérieur et au niveau international. Le programme d'action de la Banque mondiale pour le développement accéléré de l'Afrique au Sud du Sahara ¹⁹ a été, à cet égard, un tournant décisif. L'aptitude des dirigeants africains à gérer correctement l'aide au développement qui leur était confiée a été clairement mise en cause. On a dénoncé l'irresponsabilité des bailleurs de fonds qui mettaient des capitaux considérables à la disposition de l'Afrique, sans

16. Voir Hervé BOURGIES, *Décoloniser l'information*, Paris, Éditions Cana, 1978.

17. Sur les escroqueries idéologiques des régimes politiques ouest-africains, voir l'article du Pr. Babacar KANTÉ, *op. cit.*

18. On se souviendra notamment que M. Lansana CONTÉ avait pris le pouvoir en Guinée pour « restaurer les droits de l'homme » dans ce pays et y a instauré une dictature qui n'a rien à envier à celle de Sékou TOURÉ. Voir « Plusieurs des auteurs du putsch de 1985 sont morts en détention avant de passer en jugement », in *Le Soleil*, du 4 décembre 1987, p. 21.

19. *Accelerated Development in Sub-Saharan African (An agenda for Action)*, The World Bank, Washington D.C., 1981.

en contrôler l'utilisation. La non-accumulation du capital, traditionnellement perçue par les économistes tiers mondistes comme la conséquence de la rapacité des monopoles internationaux, s'explique par la malhonnêteté d'une classe politique africaine aux dents longues et par l'inaptitude des populations africaines à épargner. En outre, on paraît considérer que trente années d'aide au développement ont à peu près compensé pour l'Afrique les pertes subies du fait de l'exploitation coloniale²⁰. Il est donc peu probable que la courbe de l'aide étrangère remonte de sitôt. L'Afrique est enfin condamnée à se débrouiller. Doit-on vraiment le déplorer ?

Parallèlement à ces métamorphoses, il faut signaler les changements considérables de l'attitude des Occidentaux à l'égard de leurs propres civilisations industrielles. Ainsi, contrairement à ce qu'on pouvait observer un siècle plus tôt, l'Occident n'en est plus à croire que la machine engendre deux types de sociétés plus ou moins bonnes, mais bien un ordre industriel unique engendrant des contradictions sociales, économiques et écologiques identiques. Tout se passe comme si, reconnaissant pour la première fois peut-être de son histoire contemporaine la profonde identité d'origine et de destin des civilisations techniciennes issues de son sein, l'Occident aspirait désormais à s'unir pour relever les défis qui en découlent.

« Il ne s'agit plus d'aider » dit Albertini, « ou de faire démarrer la croissance » (des pays sous-développés). « Il s'agit de réorganiser la croissance mondiale »²¹.

Cette préoccupation se retrouve dans l'extrait suivant d'un discours de Gorbatchev :

« L'économie mondiale est en passe de devenir un organisme unique, en dehors duquel aucun État ne peut se développer normalement, quel que soit son régime et son niveau de développement économique. »

Cela met à l'ordre du jour les contradictions et les limites de l'industrialisation de type traditionnel. « Son extension

20. *Ibid.*, pp. 1-8.

21. ALBERTINI, *Mécanismes...*, *op. cit.*

la pousse vers une catastrophe écologique » et rend nécessaire « la recherche d'un type de progrès fondamentalement nouveau »²². Par conséquent, il n'est pas déraisonnable de s'attendre à ce que cette reconnaissance identitaire se traduise par une foi renouvelée dans une civilisation à machines encline, depuis la première révolution industrielle au moins, à se projeter comme un monde en déclin. Que l'Occident, en un mot, mette désormais son capital intellectuel et financier au service de la survie de son mode de production. Et de fait, les Occidentaux n'en sont plus à croire que la sagesse spirituelle et la grandeur d'âme sont l'apanage exclusif de l'Inde et de l'Afrique noire. On assiste au contraire à un retour en force du rationalisme économique, à l'éloge d'une raison occidentale (cartésienne en l'occurrence) capable de tenir en échec les contradictions socio-économiques de l'ordre industriel avancé. C'est l'une des raisons pour lesquelles on peut douter que le libéralisme économique soit, comme on l'affirme depuis quelque temps en Europe de l'Ouest, le système économique de demain.

3. L'Afrique face au « retour du libéralisme »²³

Pour des raisons liées à sa propre évolution historique, l'Occident croit donc avoir épuisé tous les discours économiques possibles, et affirme avec force (à l'Ouest surtout) que « l'avenir économique sera capitaliste ou ne sera pas ». Abrutie par le poids d'une dette dont elle se remettra difficilement, l'Afrique noire croit qu'elle est, elle aussi, de taille à célébrer le retour du capitalisme sur la scène mondiale. Mais au lieu de se laisser éblouir par les reconversions spectaculaires de certains pays d'Europe centrale qui en ce moment fêtent leurs premiers millionnaires et prennent des cours accélérés de

22. Voir « La catastrophe écologique », in *Le Monde Diplomatique* de janvier 1989, p. 7.

23. On trouvera un bon résumé du contenu des politiques d'ajustement structurel recommandées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa*, op. cit., pp. 4-6.

gestion capitaliste sous la conduite des volontaires du Corps Américain de la Paix, l'Afrique ne devrait-elle pas plutôt se demander en quoi (préoccupations écologiques mises à part) les tourments d'une société industrielle avancée devraient derechef s'appliquer à son cas ? La mort des idéologies politiques, au sens strict de ce terme, signifie que, plus qu'auparavant encore, le monde se divisera désormais en civilisations techniciennes avancées et en civilisations traditionnelles. L'Afrique devrait en prendre bonne note, et se garder de considérer la victoire du libéralisme économique comme une chose entendue. Il est en effet probable qu'après la ruée de l'Est sur la société de consommation, l'Occident, toujours confronté aux contradictions de son système de production, cherchera une solution durable à ce problème. Dès lors, il est possible que l'on s'achemine vers un système de production à base d'autogestion capable de reculer le moment redouté où la technologie :

« tuera le salariat à force de progrès ; réduira même à néant la société de consommation et des loisirs faute de consommateurs solvables ; où l'on se verra obligé de redistribuer gratuitement aux chômeurs une plus-value investie pour l'instant dans la recherche spatiale, dans des machines de plus en plus productives, et dans des biens dits de destruction ».

Encore une fois, l'Afrique doit savoir que rien, dans l'état actuel des choses, ne permet de tenir la victoire du libéralisme économique pour assurée. Ajoutons que l'Occident, grâce à sa longue tradition critique, est assez souple culturellement pour rectifier le tir à temps, si jamais il s'apercevait que le retour au libéralisme est une erreur. En d'autres termes, les Occidentaux peuvent se permettre de croire qu'ils ont épuisé tous les discours possibles. Mais peut-on en dire autant de cette Afrique qui, depuis un demi-siècle, n'a que le complexe de dépendance pour seul sujet de conversation ? L'Afrique ne devrait-elle pas considérer la mise sous tutelle de ses économies comme une occasion de faire preuve de créativité, de concevoir des projets de société originaux afin de sortir de la misère ? Au lieu de percevoir la faillite des économies africaines comme une bonne occasion de réactiver leurs refrains éculés contre l'incompétence de leurs dirigeants politiques, les intellectuels africains devraient, semble-t-il,

saisir cette opportunité pour interroger les fondements idéologiques mêmes de l'Afrique post-indépendantiste, et éviter de considérer les programmes d'ajustement structurel et les politiques d'austérité appliquées dans leur continent comme la solution à leurs problèmes. En effet, que le dégraissage des effectifs de la fonction publique (pour ne citer que cet exemple) permette à l'Afrique de rembourser plus aisément sa dette est une chose. Il reste cependant à prouver qu'une telle mesure débouche, à long terme, sur une reprise du développement, en supposant bien sûr que celui-ci ait été amorcé en Afrique. Tant que l'on s'obstinera à prendre les circonstances aggravantes du sous-développement pour ses causes profondes, l'Afrique n'aura aucune chance de se développer. Les Africains, répétons-le, sont psychologiquement complexés par la notion même de développement. Il faudrait donc commencer par évacuer ce blocage ou s'attendre à ce qu'une fois l'échec des politiques d'austérité consommé, l'Afrique revienne à une situation d'impuissance déjà vécue, et qu'elle y réponde, comme dans le passé, par un repli dépité sur soi, au lieu de faire preuve de combativité.

Or, loin de s'en rendre compte, les organes d'information des États africains, véritables caisses de résonance des oligarchies en place, tentent, depuis quelque temps déjà, de persuader l'opinion que l'heure de la libre entreprise a sonné en Afrique. Autrement dit, après avoir montré son inaptitude à gérer la chose publique, l'Afrique serait en mesure de se lancer sans préparation aucune dans l'exercice, combien plus difficile, de la gestion de la chose privée ! Les conditions du décollage capitaliste seraient donc réunies. Il est vrai qu'à considérer les choses sous un angle purement théorique, on pourrait avancer que l'Afrique ne manque ni de cadres, ni d'infrastructures, ni même d'argent. Mais il serait bien imprudent d'en conclure que la libre entreprise pourrait s'y répandre avec succès, la réalité des faits tendant à prouver que l'esprit d'entreprise, en 1990, y reste une chose à peu près inconnue. De plus, dans un contexte économique dominé par la faillite des systèmes bancaires, par la raréfaction subséquente de l'argent et la réduction de l'aide étrangère, le dépérissement des activités commerciales de l'État, recommandé par le capitalisme institutionnel pour relancer l'économie, ne suscite que des rêves de cocooning légal : personne, en effet, ne songe à faire preuve d'audace, d'inventivité et encore

moins à prendre des risques. Aux étages supérieurs, on rêve de s'enrichir rapidement, comme d'habitude, en rachetant des salles de cinéma ou en revendant au prix fort des terrains dégagés du domaine public et viabilisés au moindre coût. Au niveau intermédiaire, on attend impatiemment de recevoir le pécule promis par l'État aux démissionnaires « volontaires » pour ouvrir un petit commerce de boissons gazeuses au coin de la rue. Tout au bas de l'échelle sociale enfin, on se demande de quoi l'avenir immédiat sera fait, quand on ne songe pas à se faire une petite place dans un secteur informel déjà plein à craquer.

Cette description, à peine caricaturale, de la ruée africaine vers la libre entreprise, permet de conclure, bien avant la fin de l'expérience, que la décennie 1990-2000 sera sanglante en Afrique. En effet, à moins de croire que les explosions d'aigreur qu'on observe un peu partout sur le continent depuis une dizaine d'années, que le désespoir croissant d'une jeunesse africaine désœuvrée et objectivement privée d'avenir, disparaîtront d'eux-mêmes lorsque quelques nantis auront fini de s'approprier les biens de l'État, il faut bien s'atteler à la création d'un ordre économique et social limpide ; ou au renforcement des moyens de répression. Gageons que l'Afrique optera pour la deuxième solution. Ne serait-ce que par habitude.

Les conditions sociologiques et surtout psychologiques de la réussite de la libre entreprise ne sont pas encore réunies en Afrique noire, loin s'en faut. Leur émergence dépend d'abord de l'instauration d'un vaste débat sur les mentalités africaines post-indépendantistes, et sur les rapports de ces dernières à l'idée même de développement. L'Afrique doit être invitée à repenser ses choix idéologiques et sociaux, être amenée à comprendre clairement pourquoi le libéralisme économique généralisé ne peut aboutir qu'à une catastrophe. En d'autres termes, au lieu d'inciter les Africains à s'entre-égorger par programmes d'austérité et de privation interposés, il faudrait d'abord chercher à savoir pourquoi l'audace, l'imagination, l'inventivité restent des denrées rares chez eux, au bout de trente années d'indépendance. Il faut, en un mot, se rendre compte que l'Afrique a mis autour d'elle-même un puissant dispositif culturel permettant de déprimer à la base tout désir de créativité. Cette question sera l'objet du chapitre suivant. Pour l'instant, concluons ces quelques remarques sur le retour

du libéralisme en Afrique par ces mots prophétiques de Fanon :

« Une bourgeoisie telle qu'elle s'est développée en Europe a pu, tout en renforçant sa propre puissance, élaborer une idéologie. Cette bourgeoisie dynamique, instruite, laïque, a réussi pleinement son entreprise d'accumulation du capital, et a donné à la nation un minimum de prospérité ».

Dans les pays sous-développés, il n'existe pas de :

« véritable bourgeoisie, mais une sorte de petite caste aux dents longues, avide et vorace, dominée par l'esprit gagne-petit... »

Cette bourgeoisie à la petite semaine se révèle incapable de grandes idées, d'inventivité. Elle se souvient de ce qu'elle a lu dans les manuels occidentaux, et, imperceptiblement, elle se transforme, non plus en réplique de l'Europe, mais en sa caricature.

« Quand cette caste sera anéantie, dévorée par ses propres contradictions, conclut-il, on s'apercevra qu'il ne s'est rien passé depuis l'indépendance, qu'il faut tout reprendre, qu'il faut repartir à zéro. » ²⁴

L'Afrique en est précisément au point où elle doit procéder à des révisions déchirantes ou sombrer dans de sanglants affrontements sociaux. Au lieu de se laisser prendre au mirage du « retour au libéralisme », elle devrait, plus que jamais, se demander si la dénonciation du marxisme-léninisme en Europe de l'Est, signifie que N'Krumah, Cheikh Anta Diop, Fanon et Samir Amin (pour ne citer que quelques-uns de ces Africains de gauche qui ont rêvé d'un grand destin pour l'Afrique) sont également dépassés, non par l'histoire de l'Occident, mais par la situation actuelle de l'Afrique.

24. FANON, *Les Damnés de la terre*, op. cit., pp. 116-117.

4. Pour une lecture autocentrée des causes du sous-développement de l'Afrique

L'Afrique est à la fois sous-développée et sous-analysée. Nous avons vu que les discours dominants sur les causes de son sous-développement se fondaient sur des types d'hommes inexistantes et sur des réalités historiques tronquées. Ainsi, la créature profondément débile des primitivistes a préfiguré celle, maladroite et fraîchement intégrée dans la modernité, des économistes capitalistes à laquelle les marxistes ont, à leur tour, opposé un homme éternellement spolié. Enfin, nous avons vu que l'homme spolié est lui-même devenu, sous la pression de la disparition des tensions Est-Ouest, une vue de l'esprit.

Depuis qu'une abondante littérature africaniste et nègre s'est employée à disculper les Africains des charges d'arriération mentale qui pesaient sur eux, on sait que le sous-développement de leur continent ne peut être imputé aux tares congénitales mythiques de l'homme noir. On sait aussi que l'homme fraîchement intégré dans la modernité des économistes libéraux résiste difficilement à l'analyse. Les travaux de Basil Davidson sur l'histoire économique de l'Afrique montrent clairement que l'apparition des Africains sur la scène économique mondiale ne date pas des indépendances. Loin s'en faut. On peut enfin se demander ce que vaut l'homme sempiternellement pillé des théoriciens marxistes, plus acharnés à décrire par le menu la logique occidentale de domination qu'à mettre en évidence la logique africaine de sujétion, sans laquelle la première ne saurait objectivement exister. A force d'aveuglement, de « théorisations abusives », le tiers monisme babéliste a même réussi à créer un monstre historique : un type d'homme muet, bâillonné, une sorte d'eunuque dépourvu de pouvoir d'action et dont la mentalité n'expliquerait en rien l'état de vasselage. Or, les Africains parlent, agissent, effectuent des choix, comme tout le monde. Les théoriciens du sous-développement devraient, par conséquent, commencer par tenir compte de cette réalité incontournable, et apprendre à considérer les Africains, toutes classes sociales confondues, dans leurs agissements. Or, peu enclins à rechercher dans les motivations mêmes des Africains les raisons de leur situation déplorable, on a préféré créer des

hommes fictifs, et surtout produire des grilles d'analyse totalement inopérantes. Peut-on vraiment parler du sous-développement sans le mettre en rapport avec les mentalités et les cultures africaines ? Saurait-il y avoir un autre point de départ ? On sait que non. Mais la démarche serait, croit-on, embarrassante. En effet, au fantôme de Mannoni s'ajoute, depuis Bandoeng au moins, le poids du faux respect du droit à la différence, et depuis l'an de grâce 1960, celui des souverainetés politiques africaines. Or, les causes du sous-développement se trouvent précisément derrière cette porte triplement verrouillée. Les tabous pesant sur les mentalités africaines doivent disparaître. Soulignons, en outre, que ces mentalités ne sauraient continuer de renvoyer aux mythes des primitivistes et aux contre-mythes inventés par les Africains et les africanistes à des fins de réhabilitation culturelle et raciale des nègres opprimés. En d'autres termes, la réhabilitation en question ne saurait en 1990 se poser avec les mêmes arguments qu'en 1930. En 1955 déjà, Césaire réclamait l'expulsion des travaux des ethnologues « dogonneux »²⁵, des instruments d'appréciation des cultures africaines. Il faut croire qu'il a été peu suivi, car à la fin des années 80, on trouvait encore des ouvrages écrits par des Africains sur la philosophie bantu ou sur la force vitale. D'une façon générale, les spécialistes du développement, dévorés par leurs propres passions, aveuglés par les refrains à la mode, ont pratiqué, à gauche comme à droite, la flagornerie, le paternalisme, ou opté pour la fuite tangentielle quand il s'agissait des vrais débats du sous-développement de l'Afrique. L'avènement récent du néo-centrisme occidental inaugure l'ère de la méchanceté gratuite et de la condescendance la plus puante qui soit. En effet, avec la redéfinition des sphères de solidarité occidentale, la réflexion sur les causes du sous-développement de l'Afrique s'est singulièrement appauvrie, tout en se durcissant. Mais les Africains auraient tort d'en déduire que ce champ de recherches a été entièrement exploré. L'Afrique devrait au contraire profiter de la désertion des Occidentaux dans ce domaine pour réfléchir enfin à son arriération, à partir des charges de dynamisme ou d'inertie de ses propres cultures.

Or, sommée par le capitalisme institutionnel de fournir les

25. CÉSAIRE, *Discours sur le colonialisme*, op. cit.

preuves concrètes de son aptitude à s'asseoir à la table des grands de ce monde, l'Afrique continue à s'esquiver, à se réfugier dans la détérioration des termes de l'échange, à brandir les fluctuations comparées de la dette et de l'aide extérieure ; elle refuse, en un mot, de voir que le monde a changé, que la complaisance est un luxe que les puissances industrielles ne peuvent plus se permettre. C'est donc le moment de se demander si l'Afrique peut relever de tels défis en faisant l'économie d'une réflexion approfondie sur ses mentalités et sur ses modes de pensée : les lectures africaines des causes du sous-développement peuvent-elles continuer de n'être que des réactions aux théories dominantes en la matière ? On a beaucoup parlé de l'écart Nord-Sud au cours de la décennie écoulée. Mais peut-on vraiment continuer à croire que le sous-développement de l'Afrique prend naissance aux endroits où les contradictions des sociétés industrielles avancées apparaissent au grand jour ? Tout indique au contraire que l'Afrique de 1990 gagnerait à rechercher en son sein même, les raisons premières de sa déliquescence. Notre contribution à cet effort d'analyse sera une réflexion sur les mécanismes idéologiques du processus par lequel l'Afrique refuse le développement.

DEUXIÈME PARTIE

LE REFUS DU DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE VI

Description d'une idéologie parasitaire

« Quant à l'outillage dont dispose "l'homme primitif", il serait imprudent de voir dans sa rusticité l'incapacité de ce dernier à concevoir des moyens d'action d'envergure contre la nature. Tout dans la culture "primitive" traduit plutôt le souci chez l'homme, non de détruire et de transformer la nature, mais au contraire de la restaurer dans sa plénitude primordiale et de s'intégrer profondément à elle. »

Fodé Diawara

*Le manifeste de l'homme primitif*¹

« Nous sommes bien dans la situation que décrit Sylvain Bemba dans *Tarentelle noire et diable blanc*, où il met en scène de jeunes Noirs qui vendent leur âme au diable blanc, Faustino, pour avoir le droit de grimper au mât de cocagne où sont accrochés des produits manufacturés. Personne n'arrive au sommet et tous s'épuisent. »

Albert Tévoédjrè

*Pauvreté, richesse des peuples*²

1. Voir Fodé DIAWARA, *op. cit.*, p. 100.

2. Albert TÉVOËDJRÈ, *op. cit.*, p. 49.

« N'ai-je donc pas sur cette terre autre chose à faire qu'à venger les Noirs du XVIII^e siècle ? Il n'y a pas de mission nègre ; il n'y a pas de fardeau blanc. »

Frantz Fanon

*Peau noire, masques blancs*³

« La science est encore généralement considérée, dans les milieux dominants de la société africaine comme quelque chose de totalement étranger à la culture africaine et non, comme il se doit, comme un patrimoine de toute l'humanité et le fruit des recherches historiques de tous les peuples. »

Pr. Henry Hogbe-Nlend,

*Mathématicien*⁴

1. Radioscopie d'une idéologie parasitaire

Le refus du développement est un phénomène d'autant plus difficile à saisir qu'il s'agit d'une idéologie phagocytaire, parasitaire. Il n'existe pas en soi, en tant que système de pensée, mais se greffe sur des concepts avalisés par la morale humaniste, ou tout simplement sur des idées en vogue : déclin de l'Occident, droit à la différence, enracinement culturel, négritisme, etc. Le rejet du progrès consiste essentiellement à vider ces idées de leur substance première pour les charger de significations particulières, par le biais de l'inférence. Cette opération intellectuelle par laquelle on passe subrepticement d'une vérité à une autre, en raison de son lien (non vérifié) avec la première, caractérise, en effet, la démarche fondamentalement reptilienne et tout en glissements du refus du développement en Afrique. A la base de cette idéologie, on trouve presque toujours l'un ou l'autre des éléments suivants : un fait

3. FANON, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952, p. 185.

4. Henry HOGBE-NLEND (Pr.), « Les deux voies de la renaissance technologique », in *Jeune Afrique*, n° 1043 du 31 décembre 1980, p. 66.

historique incontestable (traite négrière, colonisation) ; des valeurs de civilisation et très souvent de race, etc. Le refus du développement se situe précisément au niveau des déductions effectuées à partir de ces facteurs, et procédera essentiellement par associations génético-culturelles. Cela donne, à titre d'exemple, les énoncés suivants :

« Je suis noir. Le Noir n'a pas inventé l'ordinateur. L'ordinateur est donc anti-africain. »

Ou encore :

« La technique dégrade la vie familiale et les rapports humains. Les Occidentaux eux-mêmes le disent. Donc, l'Afrique doit rejeter la technique. »

Ou encore :

« Nous sommes des victimes de la colonisation, donc les Européens nous doivent des indemnités. »

On pourrait multiplier les exemples de ces inférences douteuses auxquelles on a recours en Afrique pour brider les esprits, l'essentiel étant de comprendre que le refus du développement procède d'une dictature génético-culturelle obscurantiste qui ne s'embarrasse guère de justifications ; il est en quelque sorte, pré-justifié par la race et par l'histoire collective. La platitude des slogans de cette idéologie, leur pseudo-évidence même, permettent de ratisser large, de mobiliser le maximum de sympathisants. La plupart des Africains étant convaincus qu'ils ont été colonisés à cause de leur couleur dermique et de la méconnaissance de leurs valeurs culturelles par l'homme blanc, la technique principale du refus du développement consistera à survaloriser ces deux éléments, et à établir, à partir d'eux, des associations, des exclusions d'autant plus aisément acceptées qu'elles flattent, à bon compte, l'ignorance, et prétendent réhabiliter une conscience collective humiliée. L'humiliation est, en effet, le trait distinctif des mentalités africaines post-indépendantistes. Généralement compensée par des techniques dilatoires qui permettent de reculer l'apparition de ce seuil critique où les révisions s'imposent par la seule puissance des contradictions, l'humiliation s'installe dans toutes les sphères de la vie africaine ; des

mythes gratifiants au plan psychologique mais générateurs d'inertie, d'immobilisme dans la réalité. Le recours au relativisme culturel, par exemple, justifie les démarches intellectuelles les plus suicidaires, et sert à dissimuler des actions préjudiciables à l'Afrique. Les Africains doivent, en effet, savoir que le refus du progrès, sous quelque prétexte que ce soit, « ne pénalise qu'eux-mêmes ». Aussi est-il capital de montrer en détail comment ce système de pensée fonctionne, à travers un examen critique de ses thèmes de prédilection. Nous verrons tout d'abord qu'il existe en Afrique contemporaine un troisième héritage culturel dont on parle peu, et qui pèse de tout son poids sur le destin de ce continent.

2. Le troisième héritage culturel de l'Afrique ⁵

Une approche dualiste, simpliste, mais très répandue de la culture africaine post-indépendantiste, veut que celle-ci soit composée de deux registres recouvrant *grosso modo* les notions de tradition et de modernité, de mentalité magique et de rationalité, etc. L'Afrique actuelle serait donc en train d'effectuer la synthèse de son héritage anté-colonial et de son héritage colonial : cela donne « L'Afrique en transition » ou « en mutation socio-culturelle ». Ce cliché séduisant présente cependant l'inconvénient majeur de faire bon marché de l'impact de la notion d'aliénation culturelle typique du discours identitaire africain post-indépendantiste sur les consciences. Les intellectuels africains, pour ne pas dire les Africains alphabétisés, ont été dressés pour percevoir la tradition et la modernité comme des valeurs conflictuelles dont le heurt aurait produit des êtres hybrides, déracinés, aliénés, et, partant, en quête d'eux-mêmes, de réenracinement dans leur véritable culture. Nous verrons qu'appliquée à l'Afrique d'aujourd'hui, la notion d'aliénation culturelle est un mythe ayant pour fonction d'instaurer un climat de résistance à la

5. Ce troisième héritage peut être défini comme une perversion de la négritude. La démarche consiste essentiellement à lire CÉSAIRE en diagonale, à ne retenir de lui que la nostalgie du passé telle qu'exprimée dans son célèbre discours sur le colonialisme et à passer sous silence sa haine profonde pour le particularisme.

pénétration d'idées nouvelles dans les mentalités. L'Afrique n'est pas en danger d'occidentalisation, quoi que ce mot veuille dire. Et de fait, la vie quotidienne des Africains ne paraît pas régie par un mouvement de balancier où des cœurs saignants seraient constamment déchirés entre les deux termes d'une cruelle alternative : être ou ne pas être soi-même. On observe au contraire, à tous les niveaux de l'échelle sociale, une prédominance de clichés, de raccourcis, de certitudes à peine vérifiées, constituant des références culturelles où les Africains croient trouver leur véritable identité. En d'autres termes, l'Africain d'aujourd'hui fonctionne très exactement à partir d'un prêt-à-penser caractérisé par une volonté de démarcation, de survalorisation de soi, d'autosignification outrancière. Or, cet ensemble de valeurs généralement mal perçues forme un système idéologique à part entière que l'on ne saurait réduire à des formes synthétiques de valeurs modernes ou de valeurs traditionnelles. Il semble que « traditionalisme »⁶ et « culturalisme » soient les notions les plus appropriées pour définir cet ensemble d'attitudes de résistance au changement. L'Afrique moderne (on ne nous le dit pas assez) paraît avoir autant de mal à revendiquer une modernité associée à la traite négrière et à la colonisation, qu'à assumer la totalité d'un système anté-colonial auquel elle reproche deux défaites retentissantes. Or, le phénomène de l'aliénation ne se comprend parfaitement que dans cette double perspective. Il n'y a pas, à proprement parler, de déracinement, mais plutôt une sorte de mauvaise conscience à l'égard des valeurs traditionnelles qui, par deux fois, ont failli à leur mission historique. Quant aux rapports des Africains à ces fameux legs coloniaux, il est devenu banal de dire qu'ils se caractérisent par une espèce d'opportunisme matérialiste profondément dédaigneux des démarches intellectuelles sous-tendant la création d'objets d'utilisation pourtant courante. Ainsi, on se servira de la voiture, de l'eau courante, de l'électricité, du téléphone, de « ces petits riens occidentaux qui se sont insensiblement rapprochés de nous », sans se donner la peine d'intégrer leurs mécanismes conceptuels implicites. On l'a dit ailleurs. Mais on perçoit moins bien que

6. Mohamadou KANE définit, à la suite de Balandier, le traditionalisme comme un militantisme ayant pour but la revalorisation de la tradition. Voir *Roman africain et tradition*, Dakar, les Nouvelles Éditions Africaines, 1982.

cette attitude, loin d'être fortuite, est le produit des postulats de base d'un culturalisme post-indépendantiste fondé sur des représentations rigides et exclusives de soi et du monde extérieur. Il est à cet égard significatif que les Africains aient abondamment parlé de la traite négrière et de la colonisation, en passant systématiquement sous silence, ou en diabolisant, le capital technique et scientifique qui a permis la réalisation de ces entreprises. Aussi n'est-il pas exagéré d'écrire que l'Afrique, à ce jour, ignore à peu près tout des raisons pour lesquelles elle a été colonisée. Tout se passe, en effet, comme si elle était déterminée à maintenir un voile épais sur les véritables raisons de son vasselage séculaire. Ainsi, de conduites d'évitement en simplifications abusives, l'Afrique s'est profondément enfoncée dans une impasse culturelle dont elle ne sait trop comment sortir aujourd'hui, sans renier trente années d'autoglorification improductive. Et de fait, qu'ont gagné les Africains à être les plus forts en danse ou dans le domaine du surnaturel, si ce n'est le triste privilège de s'exclure totalement de la marche du monde réel ?

L'Afrique en mutation culturelle est un mythe. La conscience africaine actuelle est une sorte d'espace carcéral où l'idée que l'on se fait de la « chose du Noir » et l'idée que l'on se fait de la « chose du Blanc » se partagent des territoires distincts, coupés par une frontière excluant toute porosité⁷. En effet, loin d'annoncer une dichotomie prometteuse de synthèse libératrice d'énergies nouvelles, le cadastre de cette conscience évoque plutôt un objet desséché et entouré de barricades. Et c'est en cela que le dualisme « tradition-modernité » est fallacieux : il postule le progrès des mentalités vers une ouverture qui se produira d'autant moins que les sensibilités africaines sont figées, repliées sur elles-mêmes, après avoir diabolisé les valeurs de la modernité. Ce drame est loin d'être terminé. Nous le verrons lorsque nous traiterons des avatars actuels du négritisme. Pour l'instant, précisons que, contrairement à ce que laisse entendre une littérature identitaire africaine qui prônerait l'ouverture aujourd'hui, après avoir propagé, de 1960 à nos jours, le mythe d'un conflit

7. Le commentaire suivant de FANON reste très actuel : « On voit donc que le manichéisme premier qui régissait la société est conservé intact dans la période de décolonisation. C'est que le colon ne cesse jamais d'être l'ennemi, l'antagoniste, très précisément l'homme à abattre », in *Les Damnés de la terre*, op. cit., p. 17.

entre la tradition et la modernité, la logique africaine n'évoque en rien le schéma dialectique classique où le frottement des contraires produit une synthèse. L'Afrique de 1990 n'est pas dans une phase d'apérité, mais dans un cul-de-sac culturel aride dont aucune idée dynamique ne peut sortir. Aussi serait-il naïf de s'attendre à ce que les discours actuels sur la nécessité de s'ouvrir à l'extérieur se traduisent par une boulimie de connaissances nouvelles. Que l'ouverture s'impose de plus en plus du fait de la pression croissante de facteurs extérieurs est une chose. Mais, s'ensuit-il que les Africains sont disposés à intégrer les courants du monde, à revivifier leurs valeurs de civilisation par des apports extérieurs ou par la recherche scientifique ? La vérité c'est qu'ils n'y ont pas été préparés, au contraire. L'image d'un Japon se développant par entrisme, ingurgitant fiévreusement tous les éléments exogènes susceptibles de le hisser au rang de puissance mondiale, investissant autant que les puissances industrielles dans la recherche scientifique, ne s'applique pas à l'état psychologique actuel de l'Afrique. L'Afrique hait les chercheurs. Et de plus, l'apérité ne se décrète pas. Elle se prépare par un long processus de séparation du bon grain de l'ivraie. Or, en trente années d'indépendance, l'Afrique n'a toujours pas effectué l'inventaire de ses valeurs traditionnelles objectivement dynamiques qui pourraient, non seulement constituer le fondement solide de politiques cohérentes de développement, mais aussi servir à minimiser les effets pervers de la domination extérieure.

L'Afrique humiliée en est encore à donner le change, à se leurrer, à se comporter, en un mot, comme si toutes les valeurs traditionnelles étaient dignes d'être conservées. Trente années de décolonisation ratée, d'africanisation malade, d'enracinements parcellaires, dressant autant de cloisons entre les Africains⁸, et entre eux et le monde extérieur, ont façonné des mentalités absolument incapables de se projeter en dehors de la sphère tribale ou d'une africanité étroite et franchement insipide⁹. Le mythe de l'antagonisme tradition-modernité qui

8. Voir « Les expulsions en Afrique », in *Jeune Afrique*, n° 795, du 2 avril 1976. Ce problème est traité par la même revue dans des numéros plus récents.

9. Voir l'ouvrage d'Alain HAZOUMÉ et d'Edgard HAZOUMÉ qui traite largement des problèmes du tribalisme en Afrique noire à l'heure actuelle, *op. cit.*

recouvre, en fait, un malaise non évacué à l'égard des traditions africaines suspectes pour n'avoir pas résisté victorieusement à l'agression négrière et coloniale, a produit, en bonne logique, une pensée coagulée et absolument inopérante. Il n'y a pas de progrès possible. L'Afrique ne sortira du trou culturel où elle se terre depuis trente ans qu'au prix d'une révolution mentale permettant de purger une fois pour toutes la honte de la traite et de la colonisation. Les ersatz de guerres coloniales qui, du politique à l'économique en passant par le culturel et le social, imprègnent toutes les sphères de la vie africaine actuelle et tiennent lieu de politiques d'africanisation, doivent disparaître. L'Afrique ne se développera qu'à ce prix.

Aujourd'hui encore, tout se passe comme si les Africains ne se consolaient toujours pas d'avoir perdu leurs grands empires, comme s'ils étaient déterminés à pleurer indéfiniment leur passé édénique. Ainsi, ayant expulsé définitivement la notion de « processus » de leurs catégories discursives, ils s'emploient, depuis les indépendances, à ne saisir de leur histoire que les phases d'écroulement ou de splendeur ; et ils se sont convaincus que l'Afrique s'est effondrée d'un seul coup. Rien n'est plus faux. L'histoire est un long processus. La traite négrière et la colonisation, la marginalisation actuelle de l'Afrique, posent en fait aux Africains une seule question : celle de savoir à quoi ressemble leur art heuristique, et pourquoi il s'est figé après des siècles de dynamisme ¹⁰. Faute de placer cette question cruciale au cœur de leurs réflexions, les intellectuels africains ont joué à fond la carte du droit à la différence, quitte à ne revendiquer de l'histoire du progrès de l'humanité que les aspects les plus débiles ; ils se sont employés à créer des exutoires où la pensée humiliée va inlassablement de l'africanité à l'occidentalité ; du négrier à l'esclave ; de la race supérieure à la race inférieure ; du résistant à la pénétration européenne à l'enraciné culturel ; du complexe de dépendance au complexe d'indépendance, etc. Il est donc grand temps de sortir de prison ; de travailler à la destruction

10. Il faut lire l'ouvrage de Mohammed BEIDJAOUI intitulé *Pour un nouvel ordre économique international*, Paris, UNESCO, 1979, pour comprendre que « le droit international d'appropriation » élaboré par les Européens n'aurait probablement jamais existé sans leurs « découvertes » ultramarines des ^{xv} et ^{xvi} siècles. L'auteur voit en outre dans le « droit colonial de confiscation » le résultat de la révolution industrielle du ^{xviii} siècle.

de cette série de faux débats ayant pour fonction essentielle d'apporter des non-réponses à de graves questions historiques dont les Africains auraient pu tirer de précieux renseignements porteurs de développement. Nous verrons dans le chapitre suivant que le refus du développement peut être défini comme une série de conduites d'évitement, de non-réponses aux questions de la traite négrière et de la colonisation.

CHAPITRE VII

« La chose du blanc »

L'endogène et l'exogène, le propre et l'impropre, le soi et le non-soi, constituent des catégories si vastes et si arbitraires dans la pensée africaine traditionnelle et moderne qu'on pourrait leur consacrer des volumes entiers¹. Ce travail dépassant largement le cadre de notre réflexion sur les mécanismes conceptuels du refus du développement en Afrique noire, nous nous contenterons de suivre le soi et le non-soi, tels qu'ils sont définis par les Africains dans leurs métamorphoses, de traquer le raisonnement sous-tendant ces partages jusque dans leurs derniers retranchements. Nous avons vu que le conflit « tradition-modernité », qui en est l'une des modalités principales, ne peut exister sans une intention de résistance, de fermeture culturelle.

En effet, il n'est pas prouvé que l'Afrique des profondeurs soit insensible au confort matériel issu des progrès de la science moderne. Citons pêle-mêle l'eau courante par opposition à l'eau du puits, l'électricité comparée à la lampe à pétrole, voire à la torche de résine de bois ou de bouse de vache ; la

1. L'endogène et l'exogène commencent en Afrique avec toute recherche de définition du Noir par rapport au Blanc. Cette démarche étant encore très répandue dans les milieux cultivés et politiques d'Afrique noire, nous nous contenterons de renvoyer le lecteur aux ouvrages et articles suivants :

- Louis-Vincent THOMAS : « Senghor, à la recherche de l'homme nègre », in *Présence africaine*, n° LIV, Paris, 1965, pp. 7-45.
- FANON, *Peau noire, masques blancs*, op. cit.
- René DEPESTRES, *Bonjour et adieu à la négritude*, op. cit.
- Edem KODJO, ...*Et demain l'Afrique*, op. cit. (*Le regard d'autrui*).

bicyclette et l'automobile par opposition au transport pédestre, équestre ou à dos d'âne. A moins de se ranger à l'opinion des « civilisateurs » et des tiers mondistes babélistes, selon laquelle les Africains seraient des bêtes de somme capables de trimer des heures au soleil sans accuser le moindre signe de fatigue, il faut bien chercher à savoir qui, en Afrique, a intérêt à propager le mythe d'une Afrique en danger de toubabisation accélérée, et surtout à quelles fins. L'Africain insensible aux économies d'énergie musculaire répond au phantasme colonial du Noir paresseux ou vivant dans une société d'abondance naturelle. « L'Afrique a-t-elle besoin de confort ? » est une question typiquement soixante-huitarde et vendrediste que l'on pose généralement du haut d'un salaire confortable. Donc, méfiance. Revenons à l'endogène et l'exogène. On sait que les sociétés humaines ont toutes, à des périodes de l'histoire, et sous toutes les latitudes, élaboré des systèmes plus ou moins complexes d'auto-signification pour se distinguer des autres. Lévi-Strauss nous apprend même que certaines traditions ne se justifieraient que par un simple besoin de différenciation². Il est par ailleurs établi que,

« la notion d'humanité englobant tous les hommes sans distinction de race ou de culture, est d'apparition fort récente »³,

le mouvement premier de l'homme face à l'étranger, loin de ressembler à un désir d'étreinte, serait plutôt d'exclure qui ne lui ressemble pas. En d'autres termes donc, la volonté de démarcation culturelle n'est pas l'apanage de l'Afrique. Elle semble toutefois y remplir, depuis les indépendances, des fonctions outrepassant dangereusement ce seuil minimal de singularité au-delà duquel les sociétés humaines perdraient leur identité. Le particularisme est, en effet, une constante inhibante de l'histoire du progrès des brassages culturels en Afrique. Cheikh Anta Diop, qu'on ne saurait accuser de divisionnisme, en était tellement conscient qu'il a cru bon d'attirer l'attention de ses étudiants sociologues sur ce phénomène :

« L'observation participante... est plus difficile à appli-

2. Voir *Race et Histoire*, op. cit.

3. *Ibid.*

quer pour une enquête sociologique, par suite de l'étendue plus importante de la société et de sa diversité très grande, et surtout en Afrique où les particularismes, même dans les lieux de brassage comme les centres urbains, restent importants. Les difficultés essentielles proviennent du caractère de ces sociétés sans écriture, émiétées et séparées encore par des particularismes nombreux, même dans les zones de contact »⁴.

Or, cette permanence historique, cautionnée par la tradition, paraît s'exacerber singulièrement sous la pression d'un monde colonial manichéiste, et prendre une ampleur extraordinaire à partir des indépendances. L'an de grâce 1960 marque, à proprement parler, le début d'une ère d'ivresse culturelle explosive dont l'Afrique n'est pas encore sortie. Cette survalorisation de soi a été remarquablement analysée par Memmi qui a démonté les mécanismes idéologiques par lesquels l'Africain, exclu du monde chatoyant du colonisateur, invariablement perçu par ce dernier comme un infrahumain, se met progressivement à élaborer, par dépit, un système de perception de soi qui est en tous points l'image inversée de celle que le colonisateur se fait du colonisé. Fanon dénonce le caractère pernicieux de cette démarche intellectuelle et conclut par la négation de l'existence d'une mission nègre qui serait le pendant de la mission civilisatrice de l'homme blanc. Or, nous l'avons vu dans le chapitre consacré au vendredisme, l'Afrique actuelle se croit toujours investie d'une mission humanisante que lui auraient assignée les civilisateurs, et qu'elle assume avec d'autant plus d'orgueil dépit qu'elle croit n'avoir rien inventé, hormis un système chaleureux de relations humaines. Il n'y a là rien de bien surprenant, à la réflexion. Car, à la question de savoir ce qui a été fait pour sortir les Africains du piège mortel du fardeau nègre, la réponse tombe comme un couperet : rien. A peine sortie du monde manichéiste précolonial, l'Afrique a vécu le dualisme colonial, puis s'est engouffrée dans la dichotomie tiers mondiste de l'impérialisme et de l'exploité, avant de s'embourber dans le néoprimitivisme heureux de ses amis africanistes. Aujourd'hui, elle est sur le point de crever par asphyxie dans le résistantialisme griffu de ses nouveaux manuels d'histoire.

4. C. Anta DIOP, « Sociologie africaine et méthodes de recherches », in *Présence africaine*, n° XLVIII, pp. 183 et 186.

Ainsi, le reste du monde sait désormais que le développement est plus largement dû à l'emprunt intelligent à d'autres civilisations qu'au génie intrinsèque d'un peuple. Les Africains, eux, feignent de l'ignorer et refusent surtout d'admettre, lorsqu'ils dénoncent la prospérité de l'Occident, que celle-ci est due, au moins autant, à l'exploitation des pays de la périphérie qu'à son génie scientifique propre, qui lui-même est le résultat de la réappropriation judicieuse d'inventions étrangères : l'Occident n'a pas inventé la poudre, qui jouera pourtant un rôle déterminant dans ses entreprises négrières et coloniales. Les Africains continuent donc de croire que la renaissance de leur culture anté-coloniale est la condition préalable de leur développement. On leur a seriné que les technologies ne se transféraient pas⁵, qu'il n'y avait de technologies dignes de ce nom que celles du terroir. Trente années de culture carcérale n'aident pas précisément à clarifier la vue : au moment où le fordisme s'étendait au monde entier, l'Afrique, elle, partait à la recherche de son authenticité culturelle, et amorçait sa descente aux enfers du sous-développement, à cause d'une définition erronée de soi et du non-soi. Il est, par conséquent, urgent de redéfinir ces catégories, de voir jusqu'à quel point elles résistent à l'analyse ; il est urgent de scier les barreaux culturels derrière lesquels les Africains crient leur africanité au monde depuis un demi-siècle, en prenant soin d'écarter de leur paysage conceptuel tout ce qui pourrait permettre de donner des bases solides et élargies à cette identité. Pour ce faire, commençons par analyser la lecture africaine du fait colonial qui, lui, est irréfutable.

5. Alain LIPPIETZ, *op. cit.*, et ALBERTINI, *op. cit.*, semblent considérer les industrialisations du Tiers monde comme une preuve de la « transférabilité » des technologies. Et de fait la plupart des nouveaux pays industriels dont on parle tant aujourd'hui ont acclimaté la technologie européenne. En sont-ils morts ?

CHAPITRE VIII

Traite négrière et colonisation : des lectures infantiles

« Rien ne naît brusquement dans l'histoire sociale et culturelle des hommes. De longues périodes préparatoires sont toujours nécessaires. »

Théophile Obenga ¹

On a souvent reproché aux intellectuels africains de n'avoir que la traite et la colonisation pour sujets de conversation et de réflexion. Or, il est normal que l'Afrique parle abondamment de ces périodes charnières et douloureuses de son histoire. Et de fait « les hommes qui ont fait l'histoire de la colonisation vivent encore nombreux parmi nous » ainsi que le souligne Amadou Mahtar Mbow ². Ils « continuent de témoigner, dans l'indépendance reconquise, de la présence de ce passé » ³. En effet, l'abolition du travail forcé, pour ne citer qu'un symbole de cette époque, resté vivace dans la conscience collective, ne date que de 1946. Elle est contemporaine de la fermeture du bagne de Cayenne. Le premier de ces faits reste présent dans la mémoire des Africains, alors que le second paraît, dans celle des Européens, dater du Moyen Age. En fait, pour com-

1. Théophile OBENGA, *La dissertation historique en Afrique*, Dakar, Paris, Les Nouvelles Éditions Africaines/Présence africaine, 1980.

2. In Préface à l'ouvrage de Joseph Roger de Benoist, *L'Afrique occidentale française de 1944 à 1960*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1982.

3. *Ibid.*

prendre l'importance du fait colonial dans la sensibilité africaine, il faudrait lui opposer non pas Cayenne, mais Auschwitz ou Dachau, n'en déplaise à Monsieur Jean Daniel ⁴. Peu importe, du reste, le volume de papier ou les kilomètres de pellicule consacrés par les Africains à la colonisation ; ils ne rivaliseront probablement jamais avec le nombre d'ouvrages et de films produits par l'Occident sur le nazisme ou sur la guerre du Viêt-Nam : tous les peuples pleurent leurs morts. Certains en tirent des leçons pratiques pour l'avenir, tentent de prévenir les risques de répétition de l'histoire ; d'autres, en revanche, n'y comprennent rien, ou feignent de n'y rien comprendre : là est la différence.

1. Complexe de persécution et droit à l'isolement

La lecture africaine de la traite négrière et du fait colonial est d'un simplisme ahurissant. On y trouve tous les ingrédients du roman sadique, avec le violeur d'une part, la violée de l'autre, et une justice immanente au milieu. C'est dire que le scénario, quoique bien ficelé, ne tient pas debout. En effet, le discours africain sur l'intrusion européenne et ses conséquences est prosaïquement le suivant :

« J'étais tranquillement chez moi, lorsque je vis arriver un homme de couleur blanche qui me demanda l'hospitalité et profita de ma gentillesse pour me déposséder de mes biens, tuer les miens et me réduire à la domesticité. Par conséquent, je porte plainte et j'exige des réparations. » ^{4bis}

Il suffit de formuler cette proposition, en ayant en tête l'Afrique émietlée en une poussière d'ethnies, puis de « nations théoriques », pour en apprécier le ridicule. Si la traite négrière et la colonisation sont des faits irréfutables, s'ensuit-il que l'on doive les confiner à une interprétation unique, la plus

4. Dans un article consacré au procès Barbie, M. Jean DANIEL a déclaré en substance que les souffrances des Africains n'étaient pas comparables à celles du peuple juif. (Nous le citons de mémoire.)

4^{bis}. Voir *Le Monde* du 19/12/90.

stérile de toutes celles qui s'offrent à l'imagination ? Pour éviter de poser les vraies questions, les Africains n'ont reculé devant rien : ils sont allés jusqu'à créer le faux débat suivant :

« La colonisation a-t-elle été une bonne ou une mauvaise chose ? »

Mais là n'est pas la question.

Ce discours peut s'appliquer, à la rigueur, à l'échelle individuelle où les notions de bien et de mal, dans une sphère culturelle donnée, sont homogénéisées par des coutumes ou par des tribunaux. Mais il reste difficilement transposable, malgré l'existence de tribunaux internationaux, à l'échelle des collectivités des nations, *a fortiori* à celle des continents. En outre, l'histoire connue de l'humanité n'offre aucun exemple de nations faibles ayant obtenu des réparations de guerre en se contentant de gémir. L'Afrique doit intégrer rapidement cette vérité historique : les indemnités de guerre versées aux nations impuissantes à recouvrer leurs droits sont des mythes. L'Afrique doit se souvenir qu'il a fallu la force d'une coalition européenne puissante pour obliger l'Allemagne vaincue à payer des dommages au titre de réparations ; que celle-ci s'est exécutée jusqu'à ce que le spectre du communisme vienne dissoudre la question de ces réparations. En cas de guerre, le vaincu peut prétendre récupérer son bien par le biais d'une autre guerre ou par le recours à une menace objectivement inquiétante. Cela suppose que l'on soit capable d'en imposer par les faits, et non pas seulement par le verbe ; que l'on soit de taille à affronter le voleur ; ce qui, faut-il le souligner, est loin d'être le cas de l'Afrique des « États nains » face à l'Europe des nations, *a fortiori* au regard de l'Europe unifiée. On sait que l'aide au développement qui tient lieu de réparations de crimes coloniaux, aurait pu être autre chose qu'un « programme de sœurs de charité », pour reprendre l'expression de Fanon⁵, si les fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine avaient choisi l'unité réelle, au lieu de consacrer la « balkanisation » de l'Afrique. Le drame de la pensée africaine actuelle réside essentiellement dans l'existence d'écarts vertigineux entre les prétentions et les moyens d'action. La lecture africaine de la traite et de la colonisation appelle, du reste, quelques remarques. D'abord, il n'y a pas d'exemple de peuple

5. FANON, *Les Damnés...*, *op. cit.*

au monde qui n'en ait jamais rencontré un autre. C'est un fait historique qu'après un temps d'isolement, plus ou moins long, le contact avec d'autres peuples finit toujours par se produire. Le droit à l'isolement qu'implique l'interprétation africaine de la traite et de la colonisation est donc sans fondement. Et si l'Afrique semble croire au pacifisme, c'est en raison de la lâcheté historique des fondateurs de l'OUA. Le pacifisme suppose, en effet, un degré de raffinement philosophique rarement atteint dans l'histoire de l'humanité. On sait que les Néanderthaliens, par exemple, ont probablement disparu de la surface de la Terre à la suite d'une guerre qui les a opposés aux Homo sapiens pendant des milliers d'années⁶. Dans l'état actuel des connaissances historiques, les rencontres humaines explosives jouissent d'un coefficient de probabilité plus élevé que les mises en contact pacifiques. Peu d'éléments militent donc en faveur d'une rencontre Europe-Afrique sur le mode de la concorde et de la fraternité. Cela n'existe pas. Répétons-le, l'histoire de l'humanité est celle d'une succession de colonisations sanglantes remportées, pour le moment, par l'Occident, et dont le dernier exemple célèbre remonte à la Seconde Guerre mondiale. Ajoutons que :

« Toute civilisation ayant eu les moyens d'en conquérir une autre a utilisé son pouvoir militaire pour accroître sa puissance ».

Cela l'Afrique le sait pour avoir été le théâtre de guerres de conquête sanglantes, avant et après l'arrivée des Européens. On ne connaît de la guerre meurtrière qui a opposé Soumangourou Kanté à Soundjata Keïta que la version des griots du Mandingue, selon lesquels « La mort sur le champ de bataille se réjouissait »⁷. Imaginons, un instant, ce massacre raconté par des partisans de Kanté. Inutile de multiplier les exemples de colonisations intra-africaines : les expansionnismes dahoméen, toucouleur, ngoni⁸, pour ne citer que

6. *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Présence africaine/Edicef/Unesco, tome I, 1986.

7. Djibril Tamsir NIANE, *Soundjata ou l'épopée mandingue*, Paris, Présence africaine, 1960.

8. Voir Ibrahim BABA KAKE, *La dislocation des grands empires*, Paris, ACCT/Présence africaine, 1988. Voir également Elikia M'BOKOLO, *L'Afrique moderne*, Paris, ACCT/Présence africaine, 1988.

ceux-là, ne sont pas des légendes. Il faut donc avouer que « l'Afrique-ce-merveilleux-continent-qui-formait-un-tout-harmonieux-avant-la-pénétration-coloniale » est un mythe anti-colonialiste lié à la question de la « balkanisation » et ne repose sur aucune réalité historique.

Les Africains doivent donc savoir qu'ils perdent à coup sûr, à vouloir poser le problème de leur colonisation par l'Occident en termes moraux. Car, de ce point de vue, toutes les colonisations se valent. Les empires, en Afrique comme ailleurs, se sont construits par la spoliation, le massacre et la domination de l'autre. Il faut donc chercher ailleurs que dans la morale et l'esthétique les raisons de la prétendue singularité d'une traite négrière dont les relations intra-africaines anté-coloniales sont loin d'être exemptes⁹. Ici, une remarque importante s'impose. Le parallèle effectué, d'une part, entre la traite extérieure et la traite intérieure (sur laquelle les sensibilités africaines se crispent), entre les colonisations intra-africaines et celle de l'Afrique par l'Europe d'autre part, n'a pas pour but de proclamer pompeusement l'universalité de la méchanceté humaine : c'est trop souvent le cas. On pousse même le simplisme jusqu'à nier ce trait aux Africains en les transformant en agneaux historiques. L'intérêt de cette comparaison est ailleurs. Il n'apparaît clairement que lorsqu'on rejette les clichés infantiles du Bon et du Méchant, du Noir innocent et du Blanc barbare. Cela signifie que pour tirer des enseignements pratiques de la traite et de la colonisation, pour être en mesure de les lire dans leur dimension historique et dans leur cruelle banalité, il faut commencer par déchromatiser le débat.

On se contente trop souvent d'ériger les massacres des expansionnistes africains en hauts faits historiques, illustrant l'aptitude de l'Afrique à créer de puissants systèmes politiques, à l'instar de l'Europe, et de rabaisser la colonisation de l'Afrique par l'Europe au niveau de la bestialité. Certaines vies humaines auraient-elles plus de valeur que d'autres ? N'est-ce pas oublier qu'à l'époque de la constitution de leurs empires, les Africains avaient, moins qu'aujourd'hui encore, conscience d'appartenir à un continent ou à une « race » (quel que soit le sens de ce mot) ? Que la conquête d'un territoire ou d'un petit

9. Voir *La dislocation des grands empires*, op. cit.

royaume équivalait à la mise sous tutelle, voire à la destruction, de sociétés ayant leur originalité et leur conscience identitaire propres ? Il faut relire l'épopée de Chaka pour s'en rendre compte. En parodiant Lévi-Strauss, on pourrait dire que la notion d'africanité, regroupant sans distinction de couleur ou de culture tous les peuples du continent africain, est d'apparition récente ; elle est loin aussi d'être une évidence. Les incohérences de l'OUA ne nous le rappellent que trop.

Ainsi, trois éléments distinguent la colonisation de l'Afrique par l'Occident des colonisations intra-africaines : les couleurs dermiques en présence (lorsqu'on exclut les conquêtes arabes), la puissance des moyens de domination utilisés, et, enfin, le brusque élargissement de la notion de voisinage aux habitants d'un autre continent. Telles sont, en substance, les particularités d'un drame où la couleur de la peau (n'en déplaise aux obsédés de l'histoire de Sem, Cham et Japhet) n'a absolument rien à voir, mais où le retard militaire d'une Afrique, pourtant séculairement guerrière, va jouer un rôle déterminant en s'étendant par analogie à toutes les sphères de la vie africaine, en commençant par le psychisme. Quand on sait que, de nos jours encore, tout ce qui contre-signifierait le Noir par rapport au Blanc est réductible à la couleur dermique, à la science et à la technologie, on mesure l'urgence qu'il y a à déchromatiser le débat, et surtout à dénoncer le mythe du pacifisme noir et ses inférences « rudimentalistes ». L'Afrique, c'est un fait établi, n'a pas toujours été en retard sur le plan technologique. Les travaux des professeurs Ki-Zerbo et Cheikh Anta Diop, pour ne citer que ces deux historiens, le prouvent amplement. Les Africains doivent en prendre note. Ils ne doivent plus se contenter des gratifications morales que leur procure la lecture des travaux de ces chercheurs ; ils ne doivent plus jouer aux égarés chaque fois qu'il est question de développement scientifique. L'adamisme est une tentation à laquelle l'Afrique humiliée résiste difficilement, mais il est malheureusement dépourvu de fondements lorsque l'on considère le dynamisme technologique passé du continent africain.

2. Complexe d'égarement historique et droit à l'inertie

« L'Afrique veut compter sur ses propres forces, et trouve cependant normal que 80 % des moyens de mise en œuvre du Plan d'Action de Lagos viennent de l'apport extérieur. »

*Ndeshyo Rurihose*¹⁰

L'autre élément majeur soumis à la dictature de l'endogène et de l'exogène, dans le discours de l'Afrique humiliée, est tout simplement la notion de temps. La périodisation vulgaire de l'histoire africaine est à cet égard très révélatrice. Elle se répartit en trois moments distincts (affectés du signe positif ou négatif), entre lesquels aucune liaison ne paraît avoir existé. A une période anté-coloniale de rêve (dont on ne sait si elle doit remonter jusqu'aux grandes glaciations), succède une période coloniale perçue comme un temps de cassure, comme un temps (de) mort : une parenthèse totalement étrangère à l'histoire réelle de l'Afrique ; puis vient le temps franchement ambigu des indépendances, perçu à la fois comme celui de la liberté retrouvée et comme un lieu d'égarement¹¹, voire de perte. On ne dit pas assez que le prétendu conflit entre la tradition et la modernité dont les Africains ont tant parlé recouvre également des frontières temporelles excluant l'Africain du présent. Or, quand on sait que le cycle colonial commence au ^{xiv}^e siècle, on mesure le péril qu'il y a à vouloir expulser à tout prix de soi six siècles d'histoire, fussent-ils limités, comme on tend aujourd'hui à l'affirmer, à des comptoirs et à des fortins, sous prétexte d'authenticité culturelle.

Que la colonisation ait frustré l'Afrique de ce destin qui aurait pu être le sien si elle avait eu la possibilité de suivre le cours naturel de son histoire, est un thème récurrent de la pensée africaine. Or, cette conception de l'histoire est lourde d'implications, pour ce qui concerne notamment les attitudes fondamentales des mentalités face à la problématique du développement. C'est, en effet, l'analyse de la perception

10. Ndeshyo RURIHOSE, *op. cit.*

11. Ce thème a notamment été développé par Ahmadou KOUROUMA, *Les soleils des Indépendances*, Paris, Seuil, 1970.

vulgaire des étapes de l'histoire africaine (celle du plus grand nombre) qui permet le mieux de comprendre pourquoi l'Afrique noire n'est pas loin de ressentir le développement comme une injonction, comme une tâche qui, en somme, ne lui incomberait pas, mais relèverait légitimement des obligations du colonisateur. C'est ici que la notion d'aide au développement revêt toute sa dimension dangereuse en se délestant des connotations humiliantes qui devraient normalement lui être associées. S'il est banal de dire que le recours éternel aux bailleurs de fonds étrangers ne constitue pas un sujet de honte en Afrique, on souligne moins que c'est parce que l'Africain ne se sent pas concerné par le temps présent. Autrement dit, les modalités du temps présent sont perçues comme des diktats coloniaux. Et de là à se croire dédouané des obligations qui s'y rapportent, il n'y a qu'un pas qui a été très vite franchi en Afrique noire. Très clairement donc, l'Africain humilié n'est ni d'ici, ni de maintenant. Les règles du jeu établies par l'intrusion européenne ne sont pas les siennes. Bien au contraire, les dés paraissent pipés dès le départ, les cartes biseautées d'avance, et toute possibilité d'action positive interdite. Aussi, l'inertie et l'immobilisme sont encore, à tout prendre, considérés comme la meilleure façon de tuer le temps « étranger », en attendant l'heure bénie où l'on pourra repartir de l'instant où l'Européen est arrivé vers un temps véritablement africain. La pensée consciente ou inconsciente africaine peut se résumer au raisonnement suivant : « On ne nous fera pas le coup deux fois ! L'Occident nous pousse à nous développer rapidement pour nous spolier encore le plus vite possible. Nous ne tomberons pas dans le piège ! Et bien fait pour eux ! ».

Répetons-le, rien de grand ne se fait sans passion. L'Africain qui, de toute évidence, aurait pu mettre à profit sa phase de décolonisation pour se lancer dans des expériences inédites, n'a cessé, en guise d'originalité, d'ânonner qu'il n'est pas d'ici. Le sous-développement est donc avant tout l'expression de ce complexe d'égarement qui, lui-même, procède d'une humiliation à peine liquidée. Ce qui précède montre surtout pourquoi il est extrêmement dangereux de souscrire à ce discours, très répandu en Afrique, qui a tendance à excuser les Africains de leurs contre-performances diverses, arguant que le « temps », en Afrique comme ailleurs, « devrait se compter en siècles et non en décennies ». Le

développement n'est pas une course contre l'Occident, mais contre les maux croissants et multiples de l'Afrique. Il devrait donc se poser en termes qualitatifs autocentrés et actualisés. L'étonnant n'est pas que l'Afrique n'ait pas encore mis au point des navettes spatiales ou des fusées, mais qu'aucun pays africain n'ait, au bout de trente ans d'indépendance, créé les conditions permettant de sortir de la misère par soi-même. Au moment même où la science occidentale se répandait dans le monde, fécondant par son dynamisme de nombreuses cultures endogènes, on s'est évertué à expliquer aux Africains que cette civilisation était pourrie et en voie d'extinction¹². Les Africains qui ressentent leur retard comme une accusation implicite d'arriération par rapport à l'Occident, et qui se barricadent derrière leurs valeurs culturelles, doivent savoir qu'ils se tendent là un piège dont ils sont les seuls à pâtir ; en clair, le refus du développement ne pénalise que les Africains, et cela de la façon la plus cruelle qui soit. Nous le verrons tout au long de cet exposé.

Par conséquent, les Africains doivent cesser d'encourager les Occidentaux à multiplier en Afrique les projets de développement qui, à force de respect obligatoire pour les valeurs traditionnelles, ne développent que la misère, le fatalisme et des populations en haillons. Se développer est une chose. Rattraper l'Occident ou ne pas le rattraper en est une autre. Une simple remarque permettra de préciser notre pensée. Savorgnan de Brazza, arrivant au Congo, constatait que les chefs qu'il rencontrait étaient très friands de vieux uniformes, et pensait à la fortune que pourraient se faire des marchands européens de fripes en Afrique¹³. Cent ans plus tard, l'Afrique consomme des fripes à la tonne et n'a rien fait pour moderniser ses techniques traditionnelles de tissage auxquelles elle doit pourtant de véritables chefs-d'œuvre. Telle est l'exacte mesure du sous-développement africain. Il commence par le sous-développement de la perception de soi et du monde extérieur, par l'immobilisme des mentalités depuis des siècles, et se perpétue par le retour des Africains lettrés aux valeurs du terroir, sans condition. Nous verrons en

12. Nous pensons ici à la « mondialisation » du fordisme à partir de 1945. Voir LIPPIETZ, *op cit.*

13. Voir Robert ARNAUT, *Sur les traces de Brazza*, Paris, Mercure de France, 1989.

traitant de l'OUA qu'à la permanence des problèmes de l'Afrique répond l'immuabilité du regard africain sur lui-même et sur le monde, depuis quatre siècles.

Revenons pour l'instant au thème mille fois ressassé, remâché, de la « victime africaine » et du « coupable occidental », pour signaler que ce raisonnement pose un certain nombre de problèmes pratiques, tout en véhiculant des idées dangereuses pour l'avenir de l'Afrique. D'abord, des assises du type de celles de Nüremberg sont extrêmement rares dans l'histoire connue de l'humanité. Elles montrent du reste la cruelle inutilité des procès intentés contre les criminels de guerre, dans la mesure où, selon les mots prononcés par Elie Wiesel à l'occasion du procès Barbie, les morts ne reviennent pas, quand bien même on condamnerait les criminels à la peine capitale.

Et, à propos de la situation des Noirs en Afrique du Sud, André Brink a pu dire, dans le même ordre d'idée, que la douleur ne donnait malheureusement aucun droit.

Nous ajouterons qu'elle donne au contraire aux peuples éprouvés la mesure des précautions à prendre pour que l'histoire ne soit pas tentée de se reproduire. Or, loin de tirer de la traite et de la colonisation des leçons pratiques, l'Afrique, partie pour obliger l'Occident à régler l'ardoise de ses crimes, se retrouve... débitrice du voleur. Sans autre pouvoir de coercition que la dureté du verbe ! Elle affirme même aujourd'hui que le remboursement de sa dette est une « question d'honneur » (Moussa Traoré). Quand elle ne se rebiffe pas (Houphouët-Boigny).

La culpabilité de l'Occident a fait couler des flots d'encre en Afrique : esclavage, colonisation, néocolonisation, impérialisme, etc., ne sont que les formulations différentes d'un même et unique procès contre la barbarie de l'homme blanc. Dans cette querelle, l'idée que l'Afrique est partiellement responsable de son histoire apparaît assez tardivement sous la plume des Africains. Soulignons qu'elle aurait pu être féconde si elle ne participait trop souvent de la petite guéguerre que livre à ses dirigeants politiques une élite intellectuelle plus soucieuse de se démarquer de Bokassa, Doe, Idi Amin, Kérékou, Bongo, Mobutu, etc., que de comprendre comment elle participe au maintien de tels hommes au pouvoir. Or, nous l'avons vu, le jeu de l'étrangleur et de l'étranglé n'est pas très payant ; il ramène fatalement à la situation du serpent qui se mord la

queue. Au lieu de jouer la carte de l'aliénation génético-culturelle qui sert à renforcer le pouvoir des autocraties en Afrique, les intellectuels africains ne devraient-ils pas se demander si le matraquage colonial concernant l'infériorité des Noirs aurait eu une quelconque importance si ceux-ci avaient gagné les guerres coloniales ? Dans un processus de domination d'une telle importance, que peuvent bien signifier les couleurs dermiques ? Pourquoi les Asiatiques également méprisés par les Occidentaux en tant que Jaunes, ont-ils réussi à relever le gant ? La leçon est simple : tout peuple est, en première et en dernière analyse, responsable de l'intégralité de son histoire, sans exclusive. Cette idée mérite d'être ressassée dans une Afrique où l'on n'a que trop tendance à croire que les intérêts d'un peuple peuvent être défendus par des étrangers : c'est un non-sens historique, une véritable absurdité. L'Afrique doit comprendre qu'elle a, ne serait-ce que par dignité¹⁴, tout à perdre à exogénéiser les causes de son arriération, ou à en parler de façon abstraite. Or, plus l'Afrique s'enfonce dans l'abjection de la mendicité, plus elle s'emploie à dénoncer l'aide au développement comme une opération machiavélique, un processus sournois de recolonisation. On va même jusqu'à s'étonner que l'aide tende plus à s'amenuiser et à étrangler les Africains qu'à concourir à leur développement. N'est-ce pas paradoxal ? La question n'est-elle pas plutôt de savoir ce qui, en dehors de la morale, pourrait bien obliger un Occident puissant à payer des dettes coloniales, et surtout à faire passer l'intérêt de l'Afrique avant le sien. Cette démarche intellectuelle n'en dit-elle pas plus long sur les mœurs politiques africaines que sur la tradition occidentale du pouvoir ? Les intellectuels africains le savent. Dès lors, on peut se demander pourquoi ils feignent de s'étonner, de se scandaliser des

14. Voir Babacar KANTÉ, *op. cit.* Voir également *Bonjour et adieu à la négritude*, *op. cit.*

15. Répondant à la question suivante d'un journaliste africain : « Ne trouvez-vous pas déshonorant pour les Africains que l'Afrique soit le seul continent au monde à accepter de dialoguer une fois par an avec un seul pays qui s'appelle la France ? Ne trouvez-vous pas déshonorant que tous les ans les Africains ressentent le besoin de se concerter avec la France pour discuter des problèmes africains ? », MOBUTU a déclaré : « Vous parlez de déshonneur et d'humiliation ; je n'en vois pas. Chacun est fier de ce qu'il est, chacun est fier de sa dignité en Afrique, qu'il soit nanti ou pauvre. » Interview dans *Afrique : les chefs parlent*, *op. cit.*, p. 42.

attitudes d'un Occident séculairement conquérant, et en passe de créer la première civilisation planétaire de l'histoire de l'humanité.

Par conséquent, au lieu de simuler la surprise à chaque baisse de subsides, les Africains devraient d'abord se convaincre que la conduite de la destinée d'un continent ne se partage pas avec l'étranger. En d'autres termes, l'Afrique est responsable de son histoire, dans l'exacte mesure où les victimes des expansionnismes divers n'en sont pas moins condamnées à en payer les pots cassés. Pourquoi l'Afrique devrait-elle être une exception à cette règle historique ? Elle ne souffre, jusqu'à preuve du contraire, d'aucune tare génétique susceptible de l'exempter de ses responsabilités historiques. Alors pourquoi demander des traitements de faveur ? Et à propos de réparations de crimes coloniaux, le plus surprenant n'est-il pas que l'ancien colonisateur ait parfois payé ? Sans les efforts déployés ça et là pour tenter de moraliser les relations internationales l'Afrique des cinquante États n'aurait pas vécu un seul jour. On le sait. Les néopanafricanistes ont, par conséquent, raison d'insister sur le paradoxe d'une Afrique regorgeant de richesses, de bras, non dépourvue de matière grise, et qui crève de faim. Ce paradoxe à lui seul illustre bien ce que nous appelons le refus du développement. En effet, la pauvreté de l'Afrique, à bien lire les rapports des experts, ne s'explique que par le rejet borné du principe de l'emprunt à d'autres civilisations, par la propagation du mythe de l'égarement historique, scientifique et technologique du Noir. Le nouvel Adam exempt du péché de la technique est, répétons-le, une invention conjointe du babélisme et du traditionalisme humilié de l'Afrique indépendantiste. L'Africain, programmé dès sa naissance pour respecter la nature, est une plaisanterie. Sinon, comment expliquer que le Sahara se soit installé dans toute son horreur désertique, du fait de l'homme, 7000 ans avant notre ère ? Le rôle de l'Afrique dans la mise au point et la diffusion de l'industrie des bifaces, ses tissages, sa vannerie, sa poterie, ses peintures rupestres, ne sont pas les traits distinctifs d'un esprit dépourvu de curiosité scientifique, pas plus que ne le sont les ruines de Zimbabwe, les bronzes du Bénin. Pour fabriquer les bronzes du Bénin et tous leurs objets d'art, les Africains ont dû arracher à la nature de formidables secrets. A moins de croire que les objets d'art africains qui emplissent les musées du monde aujourd'hui sont

les produits de la seule mentalité magique ou cosmogonique de nos prédécesseurs, il faut bien admettre que le bon sauvage africain est une chimère. Le mythe de l'égarement scientifique de l'homme noir va fort heureusement sombrer, faute de support. Il est à espérer que le passage récent des problèmes écologiques liés à l'industrialisation de petits groupuscules marginaux à des instances d'envergure mondiale se traduise chez les Occidentaux par un optimisme résolu à l'égard des civilisations techniciennes avancées, et que cela provoque par contrecoup la disparition du mythe du bon sauvage qui revient invariablement au-devant de la scène chaque fois que l'Occident doute de lui-même.

En outre, les politiques d'austérité appliquées en Afrique depuis quelques années laissent si peu de place à la fameuse dimension sociale, dont il était question de tenir compte pour ne pas étrangler les populations, que l'on peut se demander si l'on ne va pas assister à une flambée révolutionnaire suivie d'une renaissance de la créativité, sous l'impulsion de la nécessité. Quoi qu'il en soit, il est évident que l'Afrique gagnerait à dilater sa vision de soi et du monde avant que les mythes post-indépendantistes ne s'écroulent sur fond de révolution sociale sanglante. Le processus est, d'ores et déjà, enclenché.

L'ivresse culturelle ne soûle plus personne. La question est donc de savoir quel prix l'Afrique dégrisée paiera pour se ré-intégrer dans l'histoire de l'évolution de l'humanité, après trente années d'hibernation volontaire.

CHAPITRE IX

Le droit à la différence

« Quant à ceux qu'on appelle aujourd'hui "les intellectuels noirs", ils demeurent incapables de par leur conditionnement d'Occidentaux de concevoir leurs lointaines ascendances autrement qu'avec les visières occidentales. Or, j'ai souligné à maintes reprises que le parfait état d'achèvement de la "société primitive" témoigne à la fois d'un long passé historique et d'un génie humain particulièrement élevé. »

*Fodé Diawara*¹

« N'y a-t-il pas aujourd'hui, dans les théories qui exaltent les valeurs de la civilisation africaine, une idée d'inhérence et de consubstantialité de ces valeurs à l'homme noir ? »

*Babacar Kanté*²

« — Pourquoi exactement les avez-vous fait arrêter ?

— Comme je l'ai dit hier, nous avons droit à la différence. Ce droit signifie que la constitution du Zaïre ne peut être comparée à la constitution française. L'un de vos penseurs à

1. Fodé DIAWARA, *op. cit.*, p. 139.

2. Babacar KANTÉ, *op. cit.*, p. 110.

dit : "Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà". »

Mobutu ³

« ...Je fais systématiquement l'apologie de nos vieilles civilisations nègres... Et alors, me dira-t-on, le vrai problème est d'y revenir. Non, je le répète...

Ce n'est pas une société morte que nous voulons faire revivre... C'est une société nouvelle qu'il nous faut créer... riche de toute la puissance productive moderne, chaude de toute la fraternité antique. »

Aimé Césaire,

Discours sur le colonialisme ⁴

Le prix du particularisme

Césaire, l'un des fondateurs de la négritude, a, tout en travaillant à la réhabilitation de l'homme noir, éprouvé le besoin de dénoncer les dangers du culte du particularisme. Sans doute avait-il pressenti que le droit à la différence permettrait à l'Afrique postcoloniale de se dissimuler son refus du progrès et de le cacher aux yeux du monde. Ce droit, fondé sur une revendication compréhensible dans son essence, est, en effet, devenu le prétexte à une entreprise douteuse d'africanisation, une idée galvaudée et mise à toutes les sauces par une élite africaine singulièrement inculte et dépourvue d'imagination. Ainsi, le droit à la différence qui en lui-même est déjà loin d'être clair, sert en Afrique à autoriser les comportements les plus rétrogrades et les démarches les plus préjudiciables à la liberté et à la dignité des Africains. Il se manifeste par une sorte de détermination altière à n'être que soi et rien d'autre, et surtout à n'y voir aucun inconvénient,

3. *Afrique : Les chefs parlent*, op. cit., p. 47. Le président zaïrois justifiait l'arrestation de treize parlementaires de son pays par le droit à la différence.

4. CÉSAIRE, *Discours...*, op. cit., p. 29.

quand bien même le plus grand exploit en matière d'auto-réhabilitation ne consisterait qu'à diaboliser les idées nouvelles, à ériger la mendicité en principe de développement, et à liquider les gêneurs.

C'est l'Afrique sans scrupules, sans vergogne, inerte et fière de l'être. L'inconséquence de la conception africaine du droit à la différence ne s'apprécie vraiment que sous le double rapport de la situation lamentable de l'Afrique dans le monde, et des ravages des politiques d'africanisation. La première grande vague de cadres africains formés à l'extérieur déferle, en effet, sur le marché du travail en pleine crise babéliste, imprégnée de l'anti-machinisme soixante-huitard, et convaincue d'avoir pour mission de « retourner au peuple, afin d'y gagner notre brevet d'authenticité »⁵. Est-elle restée sans influence sur le développement de l'Afrique ? N'a-t-on pas plutôt assisté, entre 1970 et 1980, à une régression économique provoquée par cette vague du retour à soi, d'immersion dans les valeurs non recensées de l'Afrique profonde ? Est-ce un hasard si la situation de l'Afrique se détériore singulièrement au cours de la deuxième décennie des indépendances ? La question mérite d'être posée. La crise du pétrole ne saurait tout expliquer. On sait du reste que l'Afrique, au cours de cette période, a bénéficié d'une aide considérable de la part des pays arabes exportateurs de pétrole, et que ces fonds n'ont pas servi à compenser la facture pétrolière, mais ont été détournés à d'autres fins. Il faudrait pour comprendre la dégringolade de l'Afrique, intégrer la charge d'inertie de cette génération de l'africanisation des cadres qui a cru à la résurgence des valeurs du terroir, sans se demander où cela conduirait son continent. Le droit à la différence est une illusion philosophique procédant du dogme de cette école relativiste qui, après 1945, a proclamé dans un même souffle l'équivalence des races, des cultures, des savoir-faire traditionnels et modernes. Nous avons vu, avec le babélisme et le vendredisme, que le relativisme culturel occultait, à la grande satisfaction des négristes, la question fondamentale du gap technologique existant entre l'Afrique et le reste du monde, par un tour de passe-passe égalitariste qui résiste difficilement à l'épreuve des faits. La supercherie a consisté, d'une part à diaboliser la machine sans la supprimer

5. Voir la table ronde organisée par *Présence africaine*, sur les Élités africaines. *Op. cit.* Voir également notre chapitre sur le vendredisme.

en Occident, et, d'autre part, à accorder une petite promotion au « primitif » en l'investissant d'une mythique prescience naturelle et naturiste : le sous-développement érigé en science profonde est le pire des lots de consolation dont l'Afrique décolonisée ait hérité.

Les Africains se sont non seulement prêtés au jeu du néoprimitif heureux-dans-sa-brousse-naturelle, mais se sont aussi appliqués à ruser avec le développement, en partant de la conviction erronée que toutes les cultures se valent : rien n'est plus faux. S'il n'y a ni hommes supérieurs, ni hommes inférieurs, comme le montre l'absurdité même de cette proposition, il existe en revanche des cultures plus aptes que d'autres à défendre leur droit à l'existence dans les faits. De ce point de vue, on remarquera que l'histoire des rapports des élites politiques et intellectuelles africaines avec les masses se caractérise depuis les indépendances par une formidable lâcheté culturelle. Depuis trente ans, on flatte tout et n'importe quoi, sous prétexte de retour à soi. Quand on sait à quel point cette réappropriation identitaire n'est qu'un anti-occidentalisme datant des années 30, on mesure l'ampleur des dégâts. Ainsi, l'Africain, du seul fait de l'humiliation coloniale, est devenu le plus beau, le plus fort, le plus intelligent, le plus religieux, le plus spirituel. Face à cette inquiétante surenchère, l'Afrique humiliée applaudit et en redemande : sa supériorité se fonde, croit-elle, sur le caractère rudimentaire de sa technologie. Cette Afrique contente de soi doit cependant savoir que le principe d'équivalence des cultures, inattaquable au plan de l'esthétique et des mœurs, ne s'applique pas automatiquement aux domaines économique et militaire ; que l'économie et la défense sont des produits culturels au même titre que les systèmes de parenté sophistiqués, la danse et les masques. La traite négrière et la colonisation enseignent précisément qu'il n'y a aucune commune mesure entre une sagaie et un mousquet, un javelot et un canon. Telle est l'exacte mesure de l'arriération culturelle et technologique de l'Afrique. Les Africains s'en doutent, mais, lisant Césaire et Cheikh Anta Diop en diagonale, ils se sont convaincus, par la simple inversion du mythe colonial des rois nègres sanguinaires, que leurs ancêtres précoloniaux étaient des pacifistes. Ce qui du même coup permet d'expulser l'art économique et militaire de la sphère de la culture. Nous avons vu que le pacifisme est une vue de l'esprit.

Or, dans un monde sur-armé⁶, régi de surcroît par des rapports de force à peine voilés, l'Afrique entend se faire respecter en brandissant un droit à la différence hérité de ses plaies coloniales, et contraindre les puissances industrielles par le recours au... droit international. Ainsi, elle paraît fonder de sérieux espoirs sur l'avènement d'un nouvel ordre économique qui s'est déjà instauré, sans elle, avec la mondialisation du fordisme, à partir de 1945, et dont tout indique qu'il ne viendra pas d'une cession volontaire des droits acquis par l'Occident à force de créativité et de spoliations. A propos du nouvel ordre économique international, Mohammed Bedjaoui relève avec justesse, tout en le déplorant, que, plus que par les droits, la position de l'Occident dans ce débat se caractérise par le privilège d'édicter les règles du jeu. En conséquence, la question que devraient se poser les prêtres du particularisme en Afrique est de savoir si la morale internationale jouera, si le droit théorique de chacun à vivre décemment, sans distinction de race, de culture, de niveau de développement technologique et économique, tombera comme le fruit mûr de l'arbre. La classe politique et intellectuelle africaine a une opinion légèrement différente ; elle croit généralement que l'invective et l'accusation de l'Occident sont des armes dissuasives, que tout serait destiné à s'arranger autour d'une table de négociations pourvu qu'on ait le verbe haut et dur. Inutile d'ajouter que cette étrange conviction repose sur des chimères et ne devient translucide que mise en parallèle avec le refus africain de solidarité. En effet, en rejetant, au nom du droit à la différence, le seul projet qui leur aurait permis de tenir les rênes de leur destin collectif, d'influer significativement sur l'histoire du monde après avoir raté le coche de la dignité une première fois aux environs de 1500, les Africains se sont condamnés à n'être que des petits toutous dépendant pour vivre des hauts et des bas de la morale internationale. La bourrasque qui a emporté récemment l'humanisme occidental de gauche le prouve amplement.

Ainsi, les Africains vont peut-être avoir enfin l'occasion d'apprendre à leurs dépens que le droit au tribalisme érigé en

6. Nous ne croyons pas aux bombes. Les États africains réduiraient considérablement les possibilités de domination extérieure en concevant des plans de développement permettant de maximiser la productivité de leurs citoyens dans tous les domaines.

principe de développement au moment des indépendances par pur anti-colonialisme n'est pas le signe d'un raffinement culturel, mais le produit d'une lâcheté historique, gratifiante pour quelques-uns à court terme, mais suicidaire, pour tous, à long terme. L'Afrique des nationalismes a fort heureusement épuisé ses ressources. Elle sera, selon toute vraisemblance, acculée dans un proche avenir à réviser ses mythes sous la pression d'une crise économique probablement sans précédent dans son histoire. Face à un Occident débarrassé de sa « mauvaise conscience à l'égard des sous-développés », l'Afrique a peut-être une chance de comprendre que le droit de n'être que soi est la rançon d'un long et patient effort de vitalisation et de revitalisation du patrimoine culturel par l'intégration intelligente d'éléments nouveaux, étrangers ou non. Les Africains ont, à ce jour, une conception fixiste de la culture qui explique leur sclérose au bout de trente années de pseudo-réhabilitation identitaire. Ils risquent donc de connaître des réveils brutaux s'ils s'obstinent en 1990 à s'enivrer de la puissance de leurs héros-résistants et de leurs empires médiévaux. L'Afrique a, certes, le droit de rester elle-même. Mais elle ne doit pas ignorer que l'étendue et la qualité de ce privilège seront proportionnelles à l'aptitude de ses cultures à soutenir ses prétentions identitaires dans les faits. Or, de ce point de vue, il n'est pas sûr que les Africains méritent plus que la surface d'un malconfort.

CHAPITRE X

Néo-négrisme et persistance du sous-développement

« Les Africains devraient avoir un complexe de supériorité. »

*Léopold S. Senghor, 1988*¹

Africanité ou anti-occidentalisme ?

Avec beaucoup de pertinence, Claude Wauthier concluait son inventaire de la négritude par l'affirmation suivante :

« ...cette génération (celle qui n'a pas connu la colonisation) aura été nourrie de la littérature de ses aînés. Leur combat tout récent sera longtemps encore sa fierté, et une source d'inspiration »².

Or, on a parfois écrit, sans se donner la peine de le vérifier, que la négritude était une philosophie morte ou en voie de disparition ; que c'était un mouvement trop élitiste pour avoir pu toucher les masses. C'est aller un peu vite en besogne. En effet, parlant des écrivains africains en 1970, Mohamadou Kane notait :

1. In *Le Soleil* du 30 juin 1988.

2. Claude WAUTHIER, *L'Afrique des Africains, inventaire de la négritude*, Paris, Seuil, 1977.

« Les jeunes poètes, nombreux, font avec application du mauvais Césaire, du mauvais Senghor. Ils n'ont pas encore réussi à se dégager des ornières d'une imitation trop servile. »³

Si ce constat, somme toute normal après dix années d'indépendance, n'est pas pour surprendre, il devient en revanche inquiétant lorsqu'on s'aperçoit que les choses n'ont pas bougé en 1990. Qu'on en juge :

« Soyons ce que nous sommes ; nous sommes noirs, Dieu est noir, et noire notre Afrique... nos tam-tams ne s'arrêteront pas. Nos volcans et notre soleil ne s'éteindront pas » (1979)⁴.

« L'essence du Noir n'est pas réglée sur le temps ; le Noir prend le temps de vivre ; il n'est pas pressé » (1984)⁵.

« Je me souviens de toi qui faisais chanter chaque soir le pilon lisse et broyait le gros mil au clair de lune. Mère ! Je me souviens, ô femme africaine ! Du travail de l'esclave... » (1988).

La négritude n'est donc pas morte, loin s'en faut. Introduite dans les programmes scolaires à des fins de réhabilitation culturelle, débarrassée des idées profondément anti-particularistes d'un Césaire, la négritude réduite à deux ou trois idées narcissiques s'est répandue comme une traînée de poudre. En effet, la conviction qu'à une race donnée correspond obligatoirement un ensemble d'attitudes dont on doit tirer fierté, n'exige aucun effort particulier de diffusion ; c'est la caractéristique fondamentale des discours traditionnels. Claude Lévi-Strauss affirme même que l'équation race = culture est le réflexe humain le plus banal qui soit. Et, précisant sa pensée, il ajoute :

« Le péché originel de l'anthropologie consiste dans la confusion entre la notion purement biologique de race » (à supposer d'ailleurs que, même sur ce terrain limité, cette notion puisse prétendre à l'objectivité, ce que la génétique

3. In *Réflexions sur la première décennie des indépendances*, op. cit., p. 226.

4. Poèmes extraits de la rubrique « Nos lecteurs ont du talent », de la revue *Jeune Afrique*.

5. Cité par Henry Bourgoïn, *L'Afrique malade du management*, Paris, Éditions Jean Picollec, 1984.

moderne conteste), « et les productions sociologiques et psychologiques des cultures humaines ». « Il a suffi à Gobineau de l'avoir commis pour se trouver enfermé dans le cercle infernal qui conduit d'une erreur intellectuelle à la légitimation de toutes les tentatives de discrimination et d'exploitation »⁶.

La propagation de ce genre d'idées ne requiert nullement, répétons-le, de travaux d'Hercule : on sait, du reste, depuis Alexis de Tocqueville, « qu'une idée simple mais fausse est plus facile à répandre qu'une idée vraie mais complexe ». En ce qui concerne la diffusion du négritisme, il aura suffi de laisser la tradition africaine en l'état, de ne rien changer aux modes de pensée ; en prenant soin, cependant, de baliser sommairement le terrain ; de flécher grossièrement les couloirs du soi et du non-soi, pour que personne en cas de crise de conscience ne soit tenté de supprimer en se délestant, non seulement des valeurs censées lui appartenir en propre, mais, en plus, le signifier au monde. Peu d'Africains sont prêts à courir ce « risque ». Ils préfèrent souvent, par commodité, continuer de croire qu'« être noir, c'est racial mais aussi culturel ». Ce serait donc une erreur de croire que le négritisme est mort. Il est, au contraire, triplement vivant : d'abord en tant que moyen de pérennisation de l'obscurantisme culturel et de la domination politique⁷ ; ensuite, comme tentative désespérée de signification de soi ; et enfin sous la forme de cette africanité griffue qui imprègne toutes les dimensions de la vie quotidienne. Cela commence, en effet, par des ethnocraties dirigeant comme des villages des États modernes, au nom du droit à la différence ; cela se perpétue dans les campagnes par le maintien des particularismes, et explose dans les bureaucraties où des agents, pourtant payés par l'État, se glorifient de ne servir que les membres de leur ethnie.

Césaire a parfaitement le droit de frémir à l'idée que ses propos pourraient être récupérés à des fins d'oppression ou d'isolationnisme culturel. Mais il n'est malheureusement pas au bout de ses peines. Des hommes parfaitement incultes et revanchards pratiquent aujourd'hui en Afrique un négritisme

6. C. LÉVI-STRAUSS, *Race et Histoire*, Paris, Gonthier, 1961, p. 10.

7. Voir Babacar KANTÉ, *La démocratie dans les régimes politiques ouest-africains*, op. cit. Cette opinion a été également exprimée par René DEFESTRES, *Bonjour et adieu la négritude*, Paris, Seghers, 1980.

concentrationnaire que peu d'Africains songent à mettre en cause. Ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui : la négritude est à l'africanité griffue ce que l'acte manqué d'ouverture à l'autre est à ce repli dépité sur soi qu'illustre le « Non » de Sékou Touré aux Soussous et aux Peuls de Guinée. On est ainsi passé de la domination coloniale française à la reconstitution en miniature du royaume malinké de Samory, avec les résultats que l'on sait. D'une façon générale, le négritisme grossier, qui régit la vie culturelle sociale et économique en Afrique post-indépendantiste, est un discours carcéral qui n'autorise qu'un mode de respiration unique, excluant toute relaxation. Ce totalitarisme culturel considéré par l'intelligentsia comme bénéfique à l'Afrique, sert avant tout à perpétuer des représentations collectives de consolation forgées par des consciences humiliées. On comprendra donc que la marginalisation de l'Afrique dont on parle tant aujourd'hui (surtout à l'extérieur), ne soit pas le fait d'une génération spontanée, mais le résultat d'un long travail d'isolement culturel destiné à limiter les risques d'occidentalisation de populations prétendument aliénées. Cette pseudo-aliénation qui sera l'objet du chapitre suivant a pour fonction de cacher l'extraordinaire homogénéité des modes de pensée en Afrique contemporaine, et l'inexistence d'une couche sociale capable d'assumer les transformations imposées par la détérioration croissante de la situation économique. Edgard et Alain Hazoumé relèvent avec raison que l'Afrique connaît en définitive peu de révolutions sociales comparativement aux nombreuses révolutions de palais qui y éclatent. Cela s'explique par le fait qu'il n'y a aucune différence de mentalité entre les intellectuels africains et les masses. Cela s'explique surtout par une espèce de mauvaise conscience des premiers à l'égard des secondes, par ce que l'on pourrait appeler de la fausse humilité. Tout se passe, en effet, comme si l'intellectuel africain avait honte d'en savoir plus que les masses analphabètes, et les investissait d'un savoir supérieur pour mieux revendiquer une culture populaire dévalorisée par le colonisateur, et se laver ainsi du péché du toubabisation. On retrouve ici la démarche classique du vendredisme. Aussi n'insisterons-nous pas sur ce point. L'important est de noter que cette absence de contraste des modes de pensée est le dispositif social et idéologique qui permet aux dictateurs africains de désamorcer les conflits sociaux à la base. Le dialogue et la palabre ne suffisent pas à

rendre compte de la complexité de ce système de sécurité et de répression avalé. Il faut nécessairement leur adjoindre la notion de conscience honteuse de soi pour comprendre pourquoi les Africains sont, en dernière analyse, des victimes heureuses de leur anti-occidentalisme. A titre d'exemple, un intellectuel désapprouvant, en privé, le comportement d'un chef d'État accusé de corruption par la presse étrangère, confronté à un étranger, répondra presque invariablement ceci :

« La corruption n'existe pas qu'en Afrique. Elle est encore plus répandue en Occident. »

Point. Au pire, cela donnera :

« Mais après tout, il est normal qu'un chef d'État soit riche. Vous croyez peut-être que Giscard et Reagan ont quitté leurs fonctions dans la misère ? »

Aussi la déclaration suivante d'un dirigeant politique africain doit-elle être lue en ayant les commentaires ci-dessus présents à l'esprit :

« Cela dit, je mentirais si j'affirmais que je ne possède pas de compte en banque en Europe. Je mentirais aussi si je disais que ce compte n'est pas bien garni. Il l'est. Oui, je possède beaucoup d'argent. D'après mes estimations, moins de 15 milliards de francs CFA en tout. Est-ce une somme tellement exorbitante pour quelqu'un qui est depuis 22 ans le chef de l'État d'un pays si grand ? »⁸

On retiendra donc qu'il n'y a pas à proprement parler de divorce entre la classe politique africaine et les Africains alphabétisés, dans la mesure où il est toujours plus urgent pour ces derniers de défendre « l'africanité », quitte à en crever, que de combattre des attitudes préjudiciables aux Africains eux-mêmes. Aussi, le problème crucial de la corruption se résout-il généralement en retournant la politesse aux Occidentaux. On songera rarement à mettre les détournements de deniers publics en parallèle avec les maigres ressources et les besoins croissants des Africains, l'important étant de prouver

8. MOBUTU, interview in *Jeune Afrique magazine*, n° 47, avril 1988.

que les nègres n'ont pas le monopole de la corruption. Le même raisonnement s'applique à la démographie. Les Africains ne cherchent pas à savoir s'ils sont capables, dans l'état actuel de leur productivité, de nourrir, soigner, vêtir, éduquer correctement tous les enfants qu'ils mettent au monde. Ce sont là des questions secondaires. On retiendra d'abord que l'Afrique est sous-peuplée par rapport aux futurs besoins en main-d'œuvre de grands ensembles économiques qui n'existent pas encore ; on brandira la philosophie bantoue de la force vitale qui voue l'Afrique à la procréation quand on ne va pas jusqu'à affirmer que l'Afrique a d'autant plus intérêt à maintenir son taux de croissance démographique que... celui de l'Occident décline. Aussi continue-t-on à donner le jour à des enfants condamnés dès le berceau à la mendicité et à la clochardisation. On a souvent parlé de fatalisme pour caractériser l'attitude globale des Africains face à la vie. Ce jugement demande à être nuancé pour ce qui concerne la période post-indépendantiste. L'Africain paraît, en effet, moins résigné que convaincu de se mouvoir dans un système normal dont il connaît parfaitement les rouages. Ainsi, personne n'utilise la voie hiérarchique en Afrique. Seul l'étranger se perd dans ce qu'il perçoit comme un labyrinthe kafkaïen. Les Africains, eux, s'y retrouvent très bien, et fonctionnent comme les Tchèques décrits par Kundera dans son *Insoutenable légèreté de l'être*⁹ :

Le régime politique est obscur, mais comme on en épouse les postulats sociaux, on n'est jamais désespéré, car on connaît toujours quelqu'un qui connaît et peut régler le problème, pour le plaisir de rendre service (même quand il est payé pour cela) ; moyennant un "petit encouragement" ou un retour éventuel d'ascenseur.

Aussi, n'est-il pas exagéré d'écrire qu'en Afrique noire, il n'y a pas, à proprement parler, de combines, car la norme c'est cela. Les Africains tirent d'ailleurs une grande fierté de ce système social dit « d'affection », car une croyance vendrediste répandue veut que l'Afrique soit condamnée à perdre en chaleur humaine ce qu'elle gagnerait en adoptant un système d'organisation rigoureux et efficace. La notion d'efficacité

9. Milan KUNDERA, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Paris, Gallimard, 1984.

elle-même y est affectée d'un tel coefficient de péjoration qu'il ne viendrait à l'idée de personne de changer l'ordre des choses en faveur d'une organisation permettant à la fois de gagner du temps là où il est inutile d'en perdre et de satisfaire les besoins du plus grand nombre sans distinction ethnique. La conviction que la débrouille est l'ordre normal des choses réduit considérablement les chances d'émergence d'une révolution sociale et culturelle visant à établir la transparence des systèmes de distribution des biens nationaux. Tout au plus peut-on s'attendre à ce que les contradictions croissantes des politiques économiques d'austérité déclenchent un peu partout des actes de pillage, de vandalisme, et que les riches soient indistinctement visés. Il est peu probable, en revanche, que ces explosions dépassent le niveau de l'alimentaire.

L'Africain, c'est une constante historique, ne voit pas plus loin que le bout de son ventre, même quand il est suffisamment aisé pour être en mesure de prendre des risques. Certes, c'est la caractéristique de mentalités forgées par des siècles d'économie de subsistance, mais aussi le trait distinctif de sociétés régies par l'arbitraire. Ainsi, du planton au ministre, personne en Afrique noire n'est sûr de pouvoir conserver son emploi trois mois de suite. Personne n'est à l'abri d'une délation, ou tout simplement de la mauvaise humeur d'un chef qui peut vous remercier en toute impunité et sans indemnités. Il suffit parfois d'être de la mauvaise ethnie. Cette précarité, jointe à l'absence totale de contrôle, explique que les fortunes se bâtissent en un temps record. Seuls les Africains issus de familles suffisamment aisées, ne craignent pas de retomber dans la misère de la vie villageoise en cas de perte d'emploi. Rares sont ceux qui peuvent compter sur une assurance ou sur un système de sécurité sociale pour s'en sortir en cas de coup dur. Mais, répétons-le, toutes ces incohérences ne doivent leur existence qu'à la formidable homogénéité des modes de pensée des sociétés africaines. Le traditionalisme de résistance qui imprègne les esprits des citadins n'arrange pas les choses. Bien au contraire : l'africanité inculte revêtue de « wax » ou de « Lagos » est la pire des menaces qui pèse sur l'avenir intellectuel de l'Afrique. Mais, sans nécessairement atteindre au traditionalisme, l'intellectuel dissident évite bien souvent de prendre l'africanité griffue à rebrousse-poil, par crainte de la marginalisation sociale qu'engendrerait une trop grande propension à fouler aux pieds les principes sacro-saints d'un

droit étrange à la différence. Aussi, la vie sociale se caractérise-t-elle très souvent par une forme de lâcheté ; on se tait de peur de se singulariser, de contredire le plus grand nombre, tant il est vrai que la vérité ne devient telle que lorsqu'elle passe du singulier au pluriel.

Or, on ne parle de dictature ou d'autoritarisme en Afrique que pour décrire l'attitude d'une classe politique corrompue, vivant de répression et de clientélisme. Cette proposition suggérant l'image d'une poignée d'hommes musclés menant une foule hagarde à la mitrailleuse est loin d'être exacte. Les dictatures africaines sont d'abord des dictatures culturelles. Nos autocrates le savent si bien qu'ils n'ont élaboré aucune politique visant à changer les mentalités populaires dans le sens d'une plus grande ouverture au monde. Toutes les politiques culturelles appliquées en Afrique depuis les indépendances vont dans le sens de l'enracinement, de la peur du chef, du respect de la vieillesse, de la crainte des classes possédantes et des pouvoirs surnaturels, de la vénération de l'argent, de l'idolâtrie d'un passé anté-colonial si mythifié qu'il constitue aujourd'hui la plus grande charge d'inertie entravant le progrès des mentalités. L'éviction des chefs traditionnels du pouvoir, dans la majorité des pays africains au moment des indépendances, ne doit pas tromper : elle participe de la querelle de larrons et non d'un souci de révolution culturelle. En clair, le but n'était pas de repenser la tradition, de lui donner un contenu neuf et dynamique, mais de déposséder les « féodaux » de leur emprise sur les masses afin de s'assurer une longévité politique. Or, on a parfois expliqué l'absence de volet social dans les programmes de libération des leaders politiques de la période des indépendances par la nécessité de privilégier le politique, de regrouper sous une bannière unique des intérêts ethniques divergents. Les guerres ethniques qui ont ensanglanté le Congo ex-belge après la proclamation de l'indépendance tendent à donner du poids à cette thèse. Mais il faut également ajouter que cette omission n'en est pas une. L'absence de programme social s'explique tout simplement par une répugnance à mettre en cause les mentalités africaines dans une période où le retour à soi signifiait la reconquête des valeurs traditionnelles telles qu'elles existaient avant la colonisation. On ne dira jamais assez à quel point les Africains, même lettrés, ressentent, à ce jour, l'existence de leurs « nations » comme des phénomènes regrettables et profondé-

ment étrangers à leur culture ¹⁰. La popularité du principe du retour à soi explique que, contrairement à ce que croit Monsieur René Dumont, les élites « occidentalisées » et les masses paysannes ne s'opposent pas en Afrique noire, mais se fondent dans une perception identique du contenu de la vie sociale. C'est donc une erreur de dire que les masses africaines ne méritent ni leurs intellectuels, ni leurs dirigeants politiques : ceux-ci sont très exactement à leur image.

Pour nous en convaincre prenons un exemple : imaginons Samuel Doe, du Liberia, dirigeant le peuple américain, et la superposition explose dans toute son invraisemblance. Remplacez-le, en revanche, dans n'importe quel pays africain et le coefficient de vraisemblance monte en flèche. Cela signifie qu'il n'y a pas de gouvernants sans peuples. Qu'au sous-développement des leaders correspond toujours celui des élites intellectuelles et des masses. Aucune dictature, fût-elle armée jusqu'aux dents, ne peut se maintenir durablement dans un pays par son seul pouvoir de répression et de corruption. Seule la préexistence d'un terrain social et culturel favorable explique que de tels régimes puissent prendre racine et prospérer. Redisons-le : les dictatures en Afrique commencent par la rigidité des cultures africaines. Cette évidence, occultée jusqu'ici par le faux débat sur les idéologies importées, va peut-être apparaître au grand jour avec la disparition des antagonismes idéologiques Est-Ouest.

On va enfin pouvoir toucher du doigt l'extrême indigence d'une pensée africaine qui, depuis les indépendances, fait feu de tout bois pour éviter de poser le problème fondamental de ses mentalités. Qu'advient-il, en effet, lorsqu'on aura épuisé les passes d'armes sur la question du retour du libéralisme et de la mort du marxisme ? Il ne restera plus qu'à constater que ces idéologies accusées d'avoir empoisonné l'âme nègre authentique ont, en fait, permis de faire l'économie d'une réflexion salutaire sur le rapport des Africains à la notion de développement. Car, vues d'Afrique, les idéologies importées présentent, en fait, peu de différences. Les ingrédients du développement sont les mêmes chez les

10. Forts de ce constat, certains africanistes comme Yves PERSON sont allés jusqu'à préconiser la création d'ethno-nations en Afrique. (Nous résumons le point de vue exprimé par ce chercheur au cours d'un débat organisé par la revue *Jeune Afrique* sur l'État-nation).

socialistes et les libéraux : capital intellectuel, technique, financier et organisation. Le conflit, jusqu'à une date récente, ne portait que sur les modalités de gestion de ces éléments : économie planifiée ou économie de marché. Or, quiconque a vécu et travaillé en Afrique sait que ce continent a, avant tout, des problèmes d'organisation, de motivation, de contrôle et de production qu'aucune idéologie politique ne résoudra et qui persisteront tant que les Africains seront convaincus d'avoir pour rôle de se tenir à l'écart de l'évolution actuelle du monde. Maintenant que les interrogations en Occident portent moins sur les idéologies politiques que sur la notion de développement elle-même, gageons que l'Afrique noire prendra prétexte de la détérioration de la couche d'ozone pour mettre au placard ses programmes d'industrialisation déjà boiteux : le vendredisme n'y est plus une coquetterie de salon, mais le maître mot d'une vaste entreprise d'incarcération culturelle.

CHAPITRE XI

Réhabilitation ou lobotomie ?

Le prétexte d'aliénation culturelle

L'enracinement culturel justifie tant de démarches en Afrique noire post-indépendantiste qu'il faudrait, pour en apprécier le bien-fondé, consacrer une étude entière à l'ampleur exacte de l'aliénation culturelle à laquelle on prétend remédier depuis trente ans. En attendant des recherches approfondies sur cette question, les quelques remarques suivantes permettront de dégager des repères.

Loin d'être une préoccupation spécifiquement africaine, le déracinement culturel est un thème d'origine pan-négriste lié au commerce triangulaire¹ : on le trouve aussi bien dans la littérature afro-américaine, haïtienne, antillaise, qu'africaine. En effet, pour compenser leur éloignement physique et culturel par rapport à « l'Afrique-mère », les Noirs d'outre-Atlantique ont pris pour symbole de leurs racines perdues le village africain. Ce qui, dans leur cas, était aisément compréhensible. On peut cependant s'étonner que des Africains nés en Afrique et y vivant aient, eux aussi, abondamment pleuré la mort du village et accordé au thème de la perte des traditions une place de choix dans leur littérature, alors que 70 % à 85 % des populations vivent encore dans des villages réels. Car, à l'inverse des Noirs antillais ou afro-américains, les Noirs d'Afrique restés chez eux, n'ont, dans la plupart des cas, quitté leur pays natal que pour se rendre dans des établissements scolaires d'Europe, et

1. On trouvera une excellente synthèse des idées de ce mouvement dans *Bonjour et adieu à la négritude*, op. cit.

ce, généralement, à un âge où l'on peut considérer les valeurs culturelles d'origine comme définitivement immergées². Cela est si vrai que certains observateurs africains en sont arrivés à douter de la réalité de la dépersonnalisation de leurs compatriotes, et à limiter l'étendue du phénomène d'aliénation à une poignée d'individus lettrés. Amadou Mahtar M'Bow³, par exemple, affirme que cette aliénation ne concerne qu'une partie des élites africaines. Or, que représentent-elles par rapport à la population globale ? Cet avis est partagé par d'autres analystes africains qui vont même plus loin :

« Les cultures africaines, dit Mwatha Ngalasso⁴, ne sont pas mortes du fait de la colonisation. Au contraire, elles lui ont opposé une résistance active qui a créé une nouvelle dynamique culturelle ».

Et de poursuivre :

« Les langues africaines et les littératures orales, les arts et les croyances traditionnels, bien que systématiquement discrédités (par le colonisateur) semblent avoir mieux résisté, du moins dans les campagnes. »

« Il est vrai, ajoute-t-il, que le matraquage colonial a créé chez l'Africain un profond complexe, le doute de lui-même, voire la conviction que sa culture était fondamentalement inférieure à celle de l'Occident, et que, par conséquent, accéder au développement signifiait accéder d'abord à la culture occidentale. »

« Néanmoins, conclut-il, il serait faux, en prenant appui sur ce qui vient d'être dit, d'affirmer d'ores et déjà la mort des cultures africaines traditionnelles. Il y a eu, à la colonisation, choc des cultures et ralentissement du rythme évolutif des traditions ancestrales. Il serait aisé de montrer que les valeurs essentielles de l'africanité conditionnent encore très profondément la personnalité africaine, individuelle et collective, dans les villes comme à la campagne »⁵.

2. C'est ce que voulait exprimer Tchicaya U'TAMSI lorsqu'il a déclaré : « ...personnellement, je n'ai jamais rompu les amarres avec l'Afrique et je n'ai jamais vécu le problème de l'acculturation en tant que tel ou comme frustration... », in *Le Soleil* du 4 février 1988, p. 8. Précisons qu'U'TAMSI se méfiait profondément de la négritude.

3. In préface à l'ouvrage de Joseph-Roger DE BENOIST, *op. cit.*

4. In *La conférence de Berlin*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1985, p. 101.

5. *Ibidem*.

Il suffit, en effet, d'ouvrir les yeux, de regarder autour de soi, pour se rendre compte que, du point de vue des modes de pensée, la notion d'aliénation culturelle est un mythe. La langue étant le véhicule privilégié des schèmes de pensée d'une culture, et donc l'instrument de dépersonnalisation le plus efficace qui se puisse trouver, penchons-nous, un instant sur les politiques linguistiques coloniales, en donnant la parole à Pathé Diagne pour ce qui concerne l'Afrique dite francophone :

« Le fait linguistique, écrit-il, aura été une pièce maîtresse dans la politique coloniale. Il n'y avait ici qu'une alternative. L'Europe moderne industrialisée et expansionniste avait développé dans ses langues des connaissances précieuses. Aucune société ne pouvait rivaliser avec elle sur ce plan, si elle n'avait au préalable assimilé ce savoir. Les peuples colonisés, pour se mettre au même registre, devaient donc naturaliser ces connaissances dans leurs propres langues ou assimiler rapidement les langues européennes de colonisation et en tirer parti. Le second terme suppose une transformation des langues de colonisation en langues de masse pratiquées par le peuple... On voit ce que cette seconde hypothèse représente comme effort matériel. Il postulait l'implantation de centaines de milliers d'écoles françaises ou anglaises dans le monde rural et dans les villes. Il signifiait des dépenses considérables pour alphabétiser, en français ou en anglais, des populations africaines naturellement portées à utiliser leurs propres idiomes. Devant de telles difficultés, les métropoles les plus généreuses auraient reculé. Car une colonie, est-il besoin de le dire, c'est d'abord une affaire. »

Et de conclure :

« Il est impensable qu'une expansion en quête de prospérité se charge d'un effort aussi considérable »⁶.

Cela signifie que le colonisateur n'avait ni les moyens ni le désir d'alphabétiser les masses africaines. Et que, par conséquent, l'aliénation culturelle par le truchement des

6. Pathé DIAGNE, « Les langues africaines, développement économique et culture nationale », in *Réflexions sur la première décennie des indépendances*, op. cit., pp. 337-378.

politiques éducatives coloniales a été un phénomène restreint à une fraction infime de la population. Le gouverneur général Roume disait, du reste :

« Considérons l'instruction comme une chose précieuse qu'on ne distribue qu'à bon escient, et limitons-en les effets à des bénéficiaires qualifiés. » ⁷

Et dressés, on le sait, pour douter de leurs valeurs de civilisation et servir de courroies de transmission aux autorités coloniales. Le problème de l'aliénation ne porte donc pas sur les intentions de ces politiques éducatives qui sont évidentes, mais bien sur leur ampleur. C'est en raison de la faiblesse des effectifs touchés par les systèmes éducatifs coloniaux que Pathé Diagne a pu, en 1970, recommander l'introduction des langues africaines comme langues d'enseignement dans les établissements scolaires et insister sur la nécessité de développer le lexique technique de ces dernières afin de créer une « culture technique de masse », comme il en existe en Europe et au Japon, par exemple. Les statistiques suivantes sur les effectifs scolaires enregistrés en Afrique, peu après les indépendances, permettront de se faire une idée de la dépersonnalisation culturelle des Africains. Ainsi, au niveau de l'enseignement primaire, on comptait respectivement 4 870 000 et 7 975 000 élèves dans l'ensemble des pays francophones et anglophones en 1962-63, et 934 000 élèves inscrits dans le secondaire pour la même période et pour l'ensemble du continent⁸; ce que Moumouni considère comme une « explosion scolaire » par rapport aux effectifs enregistrés en 1956-57. On sait, du reste, qu'au moment des indépendances, certains pays comme le Zaïre n'avaient ni médecins, ni ingénieurs. La faiblesse des effectifs scolaires, le manque de cadres et de techniciens étaient si préoccupants en 1963 que les fondateurs de l'OUA ont été contraints de faire de l'éducation une priorité, à l'échelle du continent.

Ces quelques éléments suggèrent qu'en termes de changement de mentalités, l'esprit des cultures africaines d'origine n'a

7. Cité par la revue *Jeune Afrique*, n° 742, p. 28.

8. Statistiques citées par Philippe HUGON in « Problèmes de l'emploi en Afrique noire francophone et anglophone », in *Réflexions sur la première décennie des indépendances*, *op. cit.*, p. 185. La population du continent africain était estimée à 270 000 000 d'habitants en 1960.

pu être significativement entamé par les politiques éducatives coloniales. On a souvent retenu comme autre critère d'aliénation le fait que le colonisateur ait remplacé les chefs traditionnels légitimes par des collaborateurs. Sans sous-estimer l'importance des superstructures dans la dynamique des cultures, il reste quand même difficile de déduire de ces substitutions qu'elles ont anéanti le substrat culturel de l'Afrique. Ici, la remarque faite plus haut à propos du rôle de la race dans les processus d'oppression peut s'étendre sans peine au domaine culturel. Suffit-il, en effet, de qualifier une civilisation de laide ou d'inférieure pour qu'elle le devienne dans les faits ? Une fois de plus, on peut se demander si de tels jugements auraient une quelconque importance pour les Africains contemporains si leurs ancêtres avaient gagné les guerres coloniales. Le matraquage colonial inférieurisant ne suffit pas à tout expliquer. Il manque, à l'évidence, quelque chose. Et de l'avis de Fanon⁹, Depestres¹⁰, Davidson¹¹, Memmi et bien d'autres, l'élément qui ébranlera la foi des Africains à l'égard de certaines de leurs valeurs de civilisation sera le doute intérieur, doute nécessairement établi dans les esprits à partir du moment où la supériorité des armes du colonisateur paraîtra devoir s'étendre à ses valeurs culturelles et à sa personne même. Ce doute, qui, loin d'être évacué de nos jours, s'est transformé en culturalisme agressif et obscurantiste, explique que l'Africain traîne une sorte de culpabilité, de honte à l'égard de son histoire, ne se pardonne pas d'avoir perdu les guerres coloniales et s'emploie à masquer l'humiliation par le recours à des « explications byzantines », comme le disent Alain et Edgard Hazoumé. Le meurtre du village réel par l'Africain alphabétisé est, à cet égard, symptomatique. En effet, confronté à la tradition telle qu'elle existe aujourd'hui, l'Africain lettré se rebiffe, refuse d'accepter le village dans son dénuement, dans sa précarité matérielle, tant on lui a seriné que l'Afrique anté-coloniale était édenique et pavée de grands empires, de royaumes roulant sur l'or. Or, on sait que les niveaux de développement de l'Afrique médiévale — puisque c'est d'elle qu'il s'agit — étaient fort inégaux du fait du manque de moyens de communication rapides. Ainsi, à côté de

9. FANON, *Les Damnés...*, op. cit.

10. DEPESTRES, *Bonjour et adieu...*, op. cit.

11. DAVIDSON, *L'Afrique au XX^e siècle*, Paris, Éditions J.A., 1978.

systèmes politiques dynamiques et brillants, on trouvait des civilisations arriérées et pas brillantes du tout. Les anthropophages zimba sont, par exemple, contemporains des brillants États-cités de l'Afrique orientale. Certaines civilisations africaines paraissent de nos jours encore avoir peu évolué depuis la préhistoire ; d'autres, au contraire, avaient atteint, de l'avis de Davidson, Cheikh Anta Diop et d'autres historiens, au Moyen Âge, des niveaux de développement comparables, voire supérieurs, par certains aspects, à ceux de l'Europe. Ainsi, on sait que l'empire de Ghana a précédé celui de Charlemagne de cinq siècles. Quant à l'Empire mandingue, Cheikh Anta Diop nous apprend qu'au moment même où il déclinait sous les coups du Songhaï, il conservait assez de puissance et de prestige pour que son souverain traitât d'égal à égal avec le roi du Portugal alors à l'apogée de sa gloire ¹². Ces exemples illustrent l'aspect le plus évolutif des cultures africaines. Mais pour saisir le mouvement dans son ensemble, il faudrait compléter le tableau par l'appréciation suivante d'un spécialiste de l'histoire africaine :

« ...ce qui frappe, en Afrique, c'est la permanence de nombreuses communautés originelles. Jusqu'au cœur du xx^e siècle, les techniques de chasse des Pygmées reproduisent, par-delà les millénaires, les comportements préhistoriques. Par-delà le sommet éblouissant de la civilisation égyptienne et les réalisations éminentes de tant de royaumes et empires africains, cette réalité massive est là qui donne son profil singulier à la ligne de développement des sociétés africaines » ¹³.

Cela signifie, encore une fois, que certaines civilisations anté-coloniales étaient plus dynamiques que d'autres. L'Afrique n'a pas été brillante dans tous ses recoins. Or, tout se passe comme si l'Africain d'aujourd'hui ne se concevait d'ancêtres que de l'envergure de Soundiata, de Samory ou Chaka. Le village réel paraît le mettre mal à l'aise parce qu'il manque d'éclat. Où voit-on, en effet, des Africains diplômés s'installer de bon gré en zone rurale ? La moindre affectation dans ce qu'il est convenu d'appeler un « trou perdu » prend généralement des allures de drame. Ainsi, aimé de loin sous sa forme

12. C. Anta Diop, *L'Unité culturelle de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1982, p. 43.

13. In *Histoire générale de l'Afrique*, op. cit., p. 403.

idéalisée, le village dans la réalité suscite bien peu de vocations. Il faudrait, à la limite, ressusciter les grands empires d'autrefois pour qu'on se décide à retourner dans ces zones traditionnelles qu'un nombre croissant de ruraux du Sahel ou des zones tropicales humides rêvent de quitter pour la ville ou pour l'étranger. L'intellectuel africain parle volontiers d'exode rural, se gargarise de valeurs authentiques en voie de disparition, mais subordonne généralement son installation au village à la création d'infrastructures modernes par l'État (électricité, eau courante, routes goudronnées, téléphone, radio, télévision, hôpitaux, etc.). Il n'envisage pour ainsi dire jamais de précéder la puissance publique, d'aider, par l'exemple, au renversement des flux migratoires du village vers la ville. Les lumières de la ville en Afrique ne fascinent pas que les ruraux. Chez les intellectuels, le village de chair et d'os apparaît donc clairement comme un lieu conflictuel : celui où la tradition a failli, à deux reprises, face à l'envahisseur européen, et continue de perdre son lustre par une dépendance accrue à l'égard de l'argent. Là est l'essence de l'aliénation culturelle. Le reste est littérature.

Dès lors, comment expliquer l'ampleur de la revendication des Africains en ce qui concerne le droit à l'enracinement dans leur culture, si ce n'est par les multiples fonctions idéologiques du village ? En effet, l'expérience montre que, plus qu'un lieu physique, le village est une sorte de matrice conceptuelle permettant de fabriquer des programmes éducatifs, des modèles politiques fantaisistes ou des modèles de management destinés à la consommation de l'Afrique actuelle. D'où cette impression de décalage constant entre les exigences actuelles du monde, la situation lamentable de l'Afrique et le comportement rétrograde des Africains. L'Afrique vit psychologiquement au Moyen Âge ; il est devenu banal de le dire. En revanche, on dit moins que cela s'explique par le fait que l'essentiel de ses énergies se déploie encore sur les côtes où débarquèrent les navires négriers, dans l'espoir d'une revanche, l'Africain s'emploie à attendre Brazza et Stanley au détour d'un sentier de brousse pour leur faire la peau. Aussi, les remakes de guerres coloniales entamés au moment des indépendances et renforcés par le vendredisme des années 70, se poursuivent-ils de nos jours, enfermant toujours plus les mentalités dans un espace culturel d'une indicible indigence. La véritable africanisation reste à inventer, et sera probablement l'œuvre de cette génération qui a pris l'habitude de poser

les problèmes non plus en termes d'esthétique, mais en termes d'emploi, de gagne-pain, d'écarts scandaleux entre les revenus des riches et des pauvres en Afrique même. Ainsi, à Abidjan, le banditisme se développe sous la pression d'inégalités qui, non seulement s'étalent au grand jour, mais menacent d'asphyxier davantage les franges les plus démunies de la population, sans aucun espoir de redressement. A Dakar, le mendiant, qui, autrefois, se contentait d'une pièce qu'on lui jetait au feu rouge, se transforme en braqueur d'automobilistes, pour les mêmes raisons. On pourrait multiplier les exemples, l'essentiel est de comprendre que « les crises sociales prévisibles avant l'an 2000 », dont a parlé le Pr. Elmandjra il y a dix ans, vont se généraliser avec d'autant plus de facilité que les gouvernements et les sociétés africaines n'ont rien fait pour en prévenir l'émergence. Partout en Afrique on note une absence cruelle de projet de société cohérent, d'idées neuves. Seule émerge de cette inertie organisée une ambition crépusculaire : celle de rester soi à n'importe quel prix. L'africanisation reste encore largement une entreprise cathartique de décolonisation à la manque, consistant à planter le drapeau de l'ancêtre vaincu là où flottait celui de l'homme blanc. Ce retour à soi qui aurait pu être une aventure exaltante, libératrice d'énergies créatrices, est en train de tuer l'Africain à petit feu, pour n'être qu'une opération de lavage de cerveau, au profit de valeurs culturelles non repensées.

Par conséquent, il importe de comprendre de l'intérieur pourquoi l'arriération se renforce au lieu de s'atténuer, en analysant les postulats des discours post-indépendantistes de l'Afrique en matière d'enseignement, de gestion des entreprises, de solidarité continentale.

CHAPITRE XII

L'africanisation

C'est Albert Memmi que nous avons copié pour tenter de cerner au mieux l'enjeu historique des politiques d'africanisation.

« Le décolonisé » écrit Memmi, « est un homme en voie de décolonisation qui continue à se définir et à se conduire par rapport à une condition dont les effets n'ont pas totalement disparu... Il s'agit à la fois d'achever de conquérir l'indépendance vis-à-vis du colonisateur, et de se reconstruire soi-même. D'où l'ampleur (et la variété) des problèmes qui s'imposent à tout un peuple en voie de décolonisation : il faut, en effet, découvrir des solutions nouvelles dans tous les domaines, politique, économique, social et culturel. »¹

Voilà donc le problème clairement posé : « découvrir des solutions nouvelles ». L'africanisation des cadres, de l'enseignement, des entreprises, etc., se veut donc le concept-clé de cette démarche légitime et globale d'autocentrage culturel sans lequel aucun peuple au monde ne peut progresser. Mais, très vite, on s'aperçoit qu'elle a été effectuée sans prise en compte des changements intervenus dans le monde depuis la traite négrière ; qu'au bout de trente ans, elle n'a pas dépassé le stade inévitable du meurtre symbolique de l'envahisseur au profit de la restauration des valeurs culturelles intrinsèque-

1. Albert MEMMI, « La décolonisation », in *Encyclopædia Universalis*, vol. 5, pp. 364-367.

ment dynamiques et porteuses de progrès matériel et humain... On est ainsi passé de l'époque où « les professeurs d'histoire... méprisaient l'histoire africaine, les linguistes, les langues africaines », au mépris total de tout ce qui n'est pas africain, à une définition très arbitraire de ce que l'africanité doit être, à la surévaluation systématique de toutes les valeurs autrefois rabaissées par le colonisateur. Peut-on appeler cela de l'africanisation ? On peut en douter. Pour commencer, voyons ce que le principe du retour à soi a donné dans le domaine de l'enseignement.

1. La revanche du héros résistant

« La littérature étrangère aliène absolument... Il faut enseigner la littérature négro-africaine parce qu'elle exprime notre passé et oriente notre avenir... le sentiment national l'exige. »

Bernard Kotchy (1970) ²

« L'éducation n'est-elle pas la clé du développement ?... les grandes lignes d'un enseignement doivent nécessairement refléter l'héritage culturel de l'enseigné, de façon à le rapprocher étroitement de ses ancêtres. »

Israël Katoke (1982) ³

Sa liberté recouvrée, l'Afrique s'est assignée un triple objectif dans le domaine de l'enseignement : accroître des effectifs scolaires d'une faiblesse dérisoire, former les cadres

2. Bernard KOTCHY, in *Réflexions sur la première décennie des indépendances*, op. cit., p. 369.

3. Israël KATOKÉ, « Culture et Éducation », in *Educafrica*, Bulletin du bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique, n° 8, juin 1982, p. 46. Signalons que l'auteur se prononce cependant pour l'ouverture au monde extérieur.

nécessaires à la réalisation des objectifs de développement, et bouter l'ancêtre gaulois ou britannique hors des espaces mentaux. Si les grands axes de cette politique éducative n'ont au départ suscité aucune réserve, c'est qu'ils apparaissent comme les conditions *sine qua non* de la reconquête de la dignité et du progrès du continent africain. Or, de l'avis de maints observateurs africains au fait de la complexité des exigences actuelles du monde, l'enseignement africanisé, loin de favoriser l'ouverture nécessaire au développement, aurait plutôt tendance à prôner le repli sur soi.

« On a voulu africaniser l'école, ce qui est normal, déclare Edem Kodjo, mais, ce faisant, on a retenu une approche unidimensionnelle du système éducatif qui précarise l'ouverture sur le monde extérieur, et voue à l'ossification le contenu même du corps doctrinal. En voulant trop réformer, trop africaniser, on a abouti à un schéma réducteur qui rétrécit la base de l'enseignement, le confine dans un cadre étroit qui finalement limite la perception de l'élève »⁴.

Théophile Obenga, alarmé, établit le même constat au niveau universitaire :

« Chaque année, écrit-il, il y a beaucoup de déchets. En première année et dans d'autres années, du reste. L'expérience amène à dire que rares sont les étudiants qui savent commenter un texte sans le paraphraser, développer avec plan, méthode et cohérence leurs idées à propos d'un sujet. Ils ne connaissent pas la technique du plan »⁵.

En ce qui concerne l'enseignement des sciences et de la technologie, le bilan est le même :

« L'Afrique, pouvait-on lire dans un bulletin du Bureau régional de l'UNESCO de 1983, accuse un grave retard (sur ces plans). Celui-ci risque de s'accroître si les États africains ne prennent pas les mesures qui s'imposent afin de créer les conditions qui favoriseraient le développement de l'enseignement des sciences et de la technologie »⁶.

4. Edem KODJO, *Et demain l'Afrique*, op. cit., p. 143.

5. Théophile OBENGA, *La dissertation historique en Afrique*, op. cit., p. 17.

6. Baba Hakim HAÏDARA, in préface à *Éducafrica*, n° spécial, 1983, p. 9. Cette idée a été également exprimée par le Pr. HOGBE-NLEND in *Le Soleil* du 18 avril 1988, p. 5.

Fort de ce genre de constat, on multiplie alors les séminaires sur l'éducation de base, la formation des formateurs, la nécessité d'introduire la science et la technologie modernes dans les programmes scolaires... Mais on oublie, une fois de plus, que l'obstacle majeur au développement en Afrique, quel que soit le domaine considéré, est d'abord de nature psychologique. Il y a une erreur fondamentale à s'attendre à ce que l'Afrique, engluée dans ses politiques de décolonisation culturelle, perçoive la modernité (ou du moins ses composantes majeures), comme un objet digne d'efforts. Que le continent africain ait enregistré le taux de réduction le plus élevé de l'analphabétisme entre 1970-1980, en le faisant passer de 70,6 % à 60,6 %⁷, ne doit pas tromper. Ces efforts cachent une immense forêt d'individus absolument incapables de lire et d'écrire dans leur langue maternelle ou dans une langue étrangère, une fois sortis de l'école. Mwatha Ngalasso parle de cette population insuffisamment scolarisée en ces termes :

« Revenus au village à l'âge de 12-13 ans, sans bagage scolaire suffisant, sans qualification professionnelle... ils ne tardent pas à retourner à l'analphabétisme, plus démunis que ceux qui y sont toujours restés »⁸.

Ajoutons que cette jeunesse constitue aussi l'essentiel du lumpen-prolétariat des zones urbaines et périurbaines en Afrique. C'est donc le lieu de rappeler que, partie pour redorer le blason terni des ancêtres vaincus au cri de « Seigneur ! Je ne veux pas aller à leur école ! », l'africanisation de l'enseignement a pleinement rempli son mandat d'isolationnisme culturel : l'opération « enracinement dans les valeurs du terroir » a réussi. Partout, des héros résistants à la pénétration coloniale s'épuisent à tordre le cou à l'envahisseur, forts de leur conviction que la grandeur de l'Afrique ne se conjugue qu'au passé. Le refus du développement, nous l'avons signalé, part presque toujours d'une revendication compréhensible pour se muer imperceptiblement en entreprise d'incarcération. Quiconque a eu l'occasion de discuter avec un élève ou un

7. Source : *Educafrica*, n° spécial, 1983, *op. cit.*

8. Mwatha NGALASSO, « Les problèmes culturels de l'Afrique », in *La Conférence de Berlin*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1985, p. 95.

étudiant africain sait l'ampleur du désastre des programmes éducatifs « africanisés ». Ceux-ci sévissent dans toute leur rigueur dessicative, mais produisent des êtres parfaitement fiers d'eux-mêmes. Ainsi, l'enfant africain, qui, avant sa scolarisation, fait preuve d'une grande curiosité et montre de remarquables capacités d'observation et d'invention en fabriquant lui-même ses jouets, devient, dès les premiers jours d'école, une sorte de petit veau nourri au lait de la traite négrière, de la résistance à la colonisation, et, en grandissant, ne reste que cela. Ni traditionnel ni moderne, mais traditionaliste en herbe, il apprend très tôt à se percevoir comme un être dépourvu de pouvoir d'action réel sur le présent. Or, s'il est souhaitable que l'individu acquière, dès le bas-âge, un sentiment de fierté de soi, il n'est pas évident que ce sentiment doive lui être inculqué à partir de situations mettant invariablement en scène des ancêtres résistants comme des lions à la pénétration coloniale. En effet, tôt ou tard, l'enfant africain, confronté aux réalités d'un monde caractérisé par une émulation féroce, se posera la question de savoir pourquoi ses ancêtres ont perdu ces guerres en dépit de leur bravoure et de leur patriotisme. Les réalités des rapports de force à l'échelle mondiale contraindront le jeune Africain, soit à répondre clairement à la question, soit à reconduire les non-réponses de ses prédécesseurs. D'où la nécessité d'être vigilant.

L'Afrique ne manque pourtant pas de sujets de fierté. On peut donc s'étonner que l'on s'obstine à les situer précisément là où la honte s'étale dans toute sa nudité : esclavage, colonisation ; qu'y a-t-il là de bien requinquant pour le moral ? Qu'on ne nous mésestime pas. Il ne s'agit pas d'évacuer ces faits historiques importants de nos manuels scolaires, mais bien d'en tirer les leçons qui s'imposent.

« Les intellectuels », dit Cheikh Anta Diop, « doivent étudier le passé, non pour s'y complaire, mais pour y puiser des leçons, ou s'en écarter en connaissance de cause si cela est nécessaire »⁹.

N'Krumah faisait à peu près la même recommandation aux participants du premier congrès panafricaniste réuni par ses soins à Accra lorsqu'il disait :

9. C. Anta Diop, *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, op. cit., p. 9.

« Vos efforts indiquent une renaissance de la curiosité scientifique dans l'étude de l'Afrique et doivent être orientés vers un objectif : l'investigation et l'évaluation impartiales des choses africaines » ¹⁰.

Mais ce retour lucide à soi suppose que l'on soit capable de lire l'histoire en termes démythifiés et déchromatisés, ce qui n'est pas encore le cas dans cette Afrique humiliée où l'on s'emploie, depuis trente années, à lobotomiser les esprits, de peur de poser les vrais problèmes.

Les héros résistants dont fourmillent nos manuels scolaires ont pourtant un message important à livrer aux générations actuelles et futures. Mais ce message ne saurait être autre chose qu'une exhortation à prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que l'esclavage et la colonisation ne se reproduisent plus en Afrique. Ces hommes et femmes posent en fait la question de la responsabilité historique des Africains dans les malheurs qu'ils ont subis. Il faut, par conséquent, que l'Afrique mûrisse sous ce rapport, cesse de se raconter des histoires et évacue une fois pour toutes le scénario du Bon et de la Brute. Cette lecture, à la fois lacunaire et inopérante, ne pénalise que les Africains. Du reste, si les rapports humains étaient régis par la morale, la paix ne tiendrait qu'à une question de sermons. Les Africains doivent donc se convaincre que les choses sont plus complexes que cela.

Le deuxième trait dominant de l'africanisation de l'enseignement est de ne poser aucun discours heuristique aux enfants. Ceux-ci, de la maternelle à l'université, ne savent ni chercher ni trouver. En lieu et place, on propose de les noyer dans une beuverie culturelle sans rapport aucun avec le poids réel de l'Afrique dans le monde contemporain, et en contraste total avec l'aptitude des Africains à résoudre leurs problèmes par eux-mêmes. Or, l'école est faite pour apprendre à trouver des solutions concrètes aux problèmes de développement de l'individu et de la collectivité. Les gouvernements africains se doutent que les choses dans le domaine de l'enseignement vont moins bien qu'ils ne le disent dans les discours officiels ; mais ils paraissent se contenter de poser le problème en termes « d'adéquation entre le contenu pédagogique et la vie

10. Kwameh N'KRUMAH, « Africanisme et culture », in *Présence africaine*, n° XI, p. 11.

professionnelle » ¹¹, tout en maintenant l'esprit des remakes de guerre coloniale. Or, les réalités de la vie active, en Afrique comme partout ailleurs, seront de plus en plus déterminées par les performances de tous les pays non africains qui rivalisent aujourd'hui avec les anciennes puissances industrielles sur le marché mondial. L'Afrique n'a pas pour concurrents directs les anciennes métropoles, mais le Brésil, Hong-Kong, Taïwan, la Chine, l'Inde, etc. ; autrement dit, les autres pays dits du Tiers monde. Le dialogue Nord-Sud ne contribue que trop à occulter cette réalité première. En outre, dans un contexte marqué par la démonétisation des diplômes, il semble que l'enseignement en Afrique ait tout à gagner à former des individus suffisamment créatifs pour s'auto-employer, et suffisamment responsables pour limiter des taux de croissance démographique préjudiciables, pour l'instant du moins, au processus d'accumulation du capital nécessaire au développement. Il est prosaïquement plus facile de créer une petite entreprise quand on a deux enfants que lorsqu'on a une dizaine de bouches à nourrir. L'Afrique devrait se réveiller au lieu de s'endormir sur les lauriers de ses héros résistants. Mais ceux-ci continuent de régner sur les esprits, en perpétuant le discours d'une conscience post-indépendantiste humiliée. Les générations qui n'ont pas connu la colonisation payent donc doublement les insuffisances de leurs prédécesseurs, en héritant d'une histoire africaine réelle, mais vidée de ses enseignements pratiques, et en se voyant nier le droit vital à l'ouverture au nom du... droit à la différence. C'est ainsi que l'Afrique travaille à sa recolonisation depuis trente ans. Cet enfermement s'explique par ailleurs par l'absence d'une porte de sortie prévue dès le départ. En effet, il apparaît que, non seulement on s'est lancé dans l'africanisation comme on va en guerre, sans se demander où cela mènerait, mais aussi qu'on a beaucoup compté sur le métissage culturel pour encourager les esprits à s'ouvrir sur l'extérieur. N'était-ce pas là une erreur grossière ?

« L'enseignement visera, avant tout, en
Afrique noire, à donner une culture à la fois

11. Voir les recommandations de la conférence des ministres de l'Éducation des États-membres de l'UNESCO tenue à Lagos en 1976, in *Educafrica*, n° spécial, *op. cit.*

indigène et française, car je pense que toute civilisation résulte d'un métissage. »

Léopold Sédar Senghor ¹²

2. Le métissage culturel : un passage obligé ?

Le métissage culturel est un mythe reposant sur la conviction erronée que la compréhension des civilisations et des traditions réciproques des peuples est le préalable *sine qua non* de la communication interculturelle. Or, rien n'est plus faux. L'expérience prouve qu'on peut être à la fois extrêmement cultivé et raciste ; connaître parfaitement bien une civilisation et en détester l'esprit. La culture, au sens traditionnel que lui donnent largement les intellectuels et les masses africaines, est donc loin d'être un gage de communication et de communion. L'émergence des nouveaux pays industriels sur la scène mondiale prouve, si besoin était, que la communication entre les peuples repose aujourd'hui, plus que par le passé, sur une base technologique ; les probabilités d'interpénétration étant déterminées par l'ampleur et le poids du capital technique et scientifique des éléments en présence. Si le Japon est en mesure de dialoguer avec les États-Unis, est-ce parce que les Nippons et les Américains apprécient réciproquement leurs traditions profondément différentes ? Pas du tout. Les négociations (la presse nous l'apprend tous les jours) portent sur l'électronique, les fibres, l'automobile, le yen, l'intelligence artificielle, le dollar ; elles tournent autour de la question des rapports de force évoqués plus haut à propos du droit à la différence et du rôle de la race dans les processus d'oppression. Les Africains doivent par conséquent se convaincre que la racialisation de l'oppression traduit toujours une faiblesse technique. Il est banal aujourd'hui de dire que la technologie est le véhicule moderne de la culture, au même titre que l'art, pris dans son sens classique. Pour prendre un autre exemple encore plus évident, on ne peut pas

12. L.S. SENGHOR, *Nation et voie africaine...*, op. cit.

dire que les échanges commerciaux soviéto-américains qui n'ont cessé de croître depuis 1945 aient été fondés sur une mutuelle compréhension culturelle. Pourtant, les dissensions séparant ces deux puissances n'ont cessé de révéler leur profonde identité culturelle, au point que le monde est en passe de se diviser, non plus en socialistes et capitalistes, mais tout simplement en développés et sous-développés.

Les fanatiques de l'africanisation de l'enseignement devraient se dépêcher d'en prendre note et élaborer des politiques éducatives visant essentiellement l'adaptabilité, l'aptitude des esprits à se reconvertir rapidement. Or, il n'est pas sûr que le métis culturel, imbibé comme il l'est d'hellénisme et de tam-tam, soit à même de relever ce genre de défi. Ce symbole d'ouverture réciproque paraît, du reste, bien mal choisi. En effet, pour qui connaît la sensibilité africaine post-indépendantiste, la notion de métissage culturel véhicule d'abord des images dermiques qui provoquent des raidissements. Elle rappelle qu'il n'y a pas si longtemps le métis était un aspirant toubab impénitent, une sorte de demiurge évoluant dans un demi-eden (le cercle des métis, le club des Antillais) situé entre le paradis blanc et l'enfer nègre. Le métis n'est donc pas, à proprement parler, une représentation sympathique. Il est, au contraire, l'objet d'une formidable méprise, une sorte de bouc émissaire : le racisme haineux de la Nini (mulâtresse de Saint-Louis) d'Abdoulaye Sadjì ¹³, n'empêche pas que ce roman soit d'abord la description d'un bovarysme social concernant l'ensemble des Africains, toutes nuances dermiques confondues ; c'est une aspiration collective à changer de condition matérielle, en phantasmant sur les privilèges économiques de l'homme blanc. Cela est si vrai que les Nini, les Nanette et les Mayotte Capécia ¹⁴, métisses ou non, épousent aujourd'hui des fonctionnaires internationaux nègres et « castés », exactement comme Emma Rouault ¹⁵ rêvait d'épouser la condition sociale de son hobereau d'ami. Le problème est donc économique et social avant d'être dermique. D'ailleurs, il est significatif que Sadjì se soit gardé de dire ce que serait devenue son héroïne s'il avait opposé au Blanc

13. Abdoulaye SADJÌ, *Nini, mulâtresse du Sénégal*, Paris, Présence africaine, 1988.

14. FANON, *Peau noire, masques blancs*, op. cit.

15. Gustave FLAUBERT, *Madame Bovary*, Paris.

convoité un haut fonctionnaire colonial nègre, et non un cadre africain vaguement supérieur. C'est encore Fanon qui explique le mieux pourquoi le métissage culturel est un mythe :

« Contrairement à la médina africaine où l'on naît et meurt n'importe où et n'importe comment » dit-il « la ville du colon est une ville en dur... c'est une ville illuminée, asphaltée, où les poubelles regorgent de restes inconnus, jamais vus, même pas rêvés... le colon ne l'ignore pas, qui, surprenant son regard à la dérive, constate amèrement mais toujours sur le qui-vive : "Ils veulent prendre notre place". C'est vrai, il n'y a pas un colonisé qui ne rêve, au moins une fois par jour, de s'installer à la place du colon » ¹⁶.

Fanon précise, du reste, que cela ne signifie pas que les Africains rêvent de devenir des Blancs. Et pour en revenir à notre sujet, on peut se demander pourquoi le métissage culturel devrait être la voie obligée de l'ouverture : il suppose une curiosité culturelle réciproque que les Africains les mieux disposés rejettent dès qu'ils s'aperçoivent que les Occidentaux ne leur rendent pas la politesse. Or, le principe d'ouverture se fonde sur celui de la nécessité. L'Afrique a besoin de s'inspirer de l'expérience des autres pays, y compris celle de l'Occident. C'est donc mal poser le problème que de se crisper sur l'indifférence des Occidentaux à l'égard des cultures africaines. Et, du reste, qu'importe que l'Occident s'intéresse ou non aux valeurs de civilisation des Africains. L'essentiel, compte tenu de l'arriération technologique et scientifique de l'Afrique, n'est-il pas qu'elle puisse puiser dans toutes les cultures dynamiques de la planète les éléments lui permettant de sortir rapidement de son sous-développement ? La question est donc de savoir si l'Afrique peut se permettre de faire la fine bouche tout en étant dominée. Il semble qu'elle gagnerait à retrouver la tradition d'humilité face au savoir qui a permis à ses ancêtres de bâtir de grands empires, à évacuer l'espèce de « tétanie musculaire » qui la saisit chaque fois qu'il est question de valeurs occidentales. Cela ne pénalise que les Africains. L'Afrique est, après tout, le continent qui accumule le nombre de contre-performances le plus élevé du monde :

« Elle gagne, à coup sûr, toutes les faibles performances

16. FANON, *Les damnés...*, *op. cit.*, pp. 8-9.

en PIB, en PNB, en industrialisation, en technologie, en hygiène, en soins de santé primaires et en production alimentaire. Elle bat tous les records négatifs dans tous les domaines et n'a fait que régresser depuis 1960 à nos jours (*sic*)... »¹⁷.

Quand on sait que la pauvreté de l'Afrique est une pauvreté paradoxale, que ce continent globalement sous-peuplé, regorge de ressources naturelles et énergétiques au point qu'on a parlé de « scandale géologique », on mesure l'urgence qu'il y a à déculpabiliser la jeunesse africaine face à « la chose du Blanc », à la sortir des griffes de l'africanisme dépité qui lui sert de badge identitaire. Car enfin, partout ailleurs, un homme ouvert à la culture de son temps s'appelle un homme cultivé. Il s'ensuit qu'un Africain imprégné des discours actuels du monde, n'est ni un aliéné, ni un métis culturel, mais... un homme cultivé. Point.

Que la conception africaine post-indépendantiste de la culture et de la tradition soit un frein au développement ne fait aucun doute. Le droit à l'identité culturelle en Afrique n'autorise, nous l'avons vu, que l'inertie, la résistance au renouvellement des modes de pensée : la sclérose. Et, en cette matière, la politique et le social s'entendent à merveille pour que les choses restent en l'état. Les intellectuels africains qui dénoncent le sous-développement mental de leurs dirigeants politiques devraient se poser la question de savoir en quoi leur tendance à canoniser les traditions africaines, à considérer leurs valeurs de civilisation comme des monuments historiques en péril, a contribué au progrès de leur continent. Pour mesurer l'impact, des discours africains alphabétisés sur l'arriération de l'Afrique, donnons maintenant la parole à un spécialiste du management « négro-africain » écrivant en 1984.

17. Ndeshyo RUTHOSE, *op. cit.*, p. 26.

CHAPITRE XIII

Suicide économique : mode d'emploi

1. Du totalisme traditionnel au totalitarisme traditionaliste

D'une façon générale, les politiques d'africanisation ne sont que de vastes impostures permettant de dénier aux Africains leurs droits les plus élémentaires, sous prétexte d'authenticité culturelle. Ainsi de l'enseignement dont nous venons de décrire le postulat et les conséquences. Ainsi, du domaine politique où l'on brandit l'absence de conflits sociaux en Afrique anté-coloniale pour priver les Africains contemporains de leur droit à la libre expression. Ce qui est vrai du politique l'est aussi du social et de l'économique. Nous examinerons cet aspect du problème. Mais d'abord précisons en passant que, loin d'être imposées au peuple (élite intellectuelle comprise), les exactions de la classe politique se nourrissent au contraire des sécrétions narcissiques des sociétés africaines, et reflètent, en bonne logique, l'image étroite, autoritaire et carcérale de leur hygiénisme culturel : on ne peut à la fois réclamer le droit de mariner dans un jus d'authenticité, le privilège de s'enfermer dans son groupe ethnique et se plaindre que l'eau du bain est saumâtre. Il faut donc admettre que les écarts entre les aspirations verbales des Africains et les actions de leurs dirigeants ne naissent pas là où ils se manifestent, mais avec l'exigüité du discours social de l'homme de la rue, avec l'esthétisme anti-occidental des intellectuels africains. L'Afrique bâillonnée est un cliché sans fondement qu'il faut absolument écarter pour être en mesure de saisir la dynamique profonde des réalités politiques africaines. L'absence de liberté politique ne se comprend clairement que sous l'angle de la participation du discours

social global à l'étouffement de la libre pensée. Et contrairement aux allégations des traditionalistes édénistes africains, ce phénomène ne date pas des indépendances. Nul besoin de transformer les systèmes politiques africains anté-coloniaux en dictatures sanglantes : la tradition est, par nécessité, un lieu non libertaire où l'on ne peut faire et dire n'importe quoi. La tradition s'emploie à pétrifier les consciences, à produire des individus conscients de leurs droits et de leurs devoirs, certes, mais surtout de leurs limites, et cela dans le cadre d'un monde étroit et totalisant. Le problème des mentalités en Afrique post-indépendantiste vient de ce qu'au lieu de desserrer ce corset, un militantisme traditionaliste humilié lui a, au contraire, surimposé le carcan d'un totalitarisme culturel dont les Africains se libéreront difficilement. Après avoir analysé les ravages du culturalisme post-colonial dans l'enseignement, nous allons maintenant voir comment il fonctionne sur le plan économique.

2. Le management négro-africain

« Pourquoi ce trouble ? Pourquoi cet excès de doute ? Je prétends que nos étudiants qui apprennent en Europe, aux États-Unis, et même chez nous en Afrique dans nos écoles de commerce, les théories occidentales de management, et veulent les mettre en pratique, sont des aliénés : ...leur méconnaissance ou leur oubli de nos propres motivations, de nos types d'organisation, et du style de commandement appropriés à nos populations, les abusent au point de les convaincre que les modèles importés sont plus efficaces que ceux de chez nous. »

Henry Bourgoïn ¹
spécialiste de management

1. Henry BOURGOIN, *L'Afrique malade du management*, Paris, Éditions Jean Picollec, 1984, p. 49.

« Ces Bantous sont de purs esprits, vous dis-je : ce qu'ils désirent avant tout et par-dessus tout, ce n'est pas l'amélioration de leur situation économique ou matérielle, mais bien la reconnaissance par le Blanc, et son respect pour leur pleine valeur humaine. En somme, un coup de chapeau à la force vitale bantoue, et vous êtes quitte ! Avouez que c'est à bon compte. »

*Aimé Césaire*²

Ainsi, sous prétexte de décolonisation, de retour aux valeurs de l'africanité, des experts du « management négro-africain » proposent aujourd'hui de gérer des entreprises modernes comme des villages traditionnels. Disons d'emblée qu'on chercherait en vain dans ces théories des traces du véritable discours traditionnel africain en matière de travail. On se heurte en revanche à toutes les pages au cliché missionnaire du nègre noceur, plus collé à sa tribu que le « mollusque à son rocher », plus préoccupé de bamboulas, de cérémonies claniques et tribales que de son gagne-pain. Or, quiconque a vécu dans un village africain sait à quel point la carte postale exotique du tam-tam permanent sur fond de farniente est un mythe. Dans la réalité, fût-elle celle d'une économie communautaire de subsistance, l'émulation, le courage au travail, l'endurance sont, non seulement des valeurs hautement appréciées, mais qui caractérisent l'homme et la femme dignes de ce nom. Dans un village, les accusations de paresse ou de couardise figurent au nombre des plus grands camouflés que l'on puisse infliger à un individu en âge et en état de travailler. Il faudra donc chercher ailleurs que dans les valeurs traditionnelles africaines les raisons de la sous-productivité de l'Afrique post-indépendantiste. Le refus du développement en est l'explication majeure. Car, faute de percevoir ces valeurs, d'être en mesure de les intégrer dans des modèles de gestion bâtis pour sortir l'Afrique du sous-développement, on fabrique des Africains mythiques, anti-matérialistes, insensibles à l'argent, et vivant uniquement de

2. CÉSAIRE, *Discours sur le colonialisme*, op. cit., p. 37. Il s'agit d'une critique contre la célèbre philosophie bantoue du R.P. TEMPELS.

chaleur sociale. Cette thèse que l'on retrouve dans la majorité des ouvrages rédigés par des Africains sur le développement de leur continent procède de l'humiliation vendrediste caractéristique de la dictature culturelle post-indépendantiste. Le raisonnement implicite est, en effet, le suivant :

« Puisque c'est par la machine du colonisateur que nous avons été soumis, expulsions-la de notre paysage culturel et tout rentrera dans l'ordre. »

On peut, du reste, écrire sans crainte d'exagérer que toute proposition développementale africaine commençant par une visite de cale de navire, ou véhiculant l'idée du déclin de l'Occident, est une incitation au refus du développement et à l'aggravation de l'arriération de l'Afrique.

3. Le nouveau visage de la traite négrière

Pour notre édification, donnons sans plus tarder la parole à un expert du management africain. Tout commence, comme d'habitude, par des lapalissades sur le droit à la différence :

« C'est une évidence de dire que les hommes ne se ressemblent pas... dans ces conditions, est-il possible de prétendre gérer une entreprise, un ministère, ou un État selon les mêmes règles et les mêmes recettes à New York, à Paris, à Tokyo, à New Delhi ou à Abidjan ? A l'évidence, non »³.

Cela est d'autant plus vrai que :

« Pendant des décennies ...les Africains parlant du travail salarié l'ont appelé "le travail du Blanc"... exprimant ainsi que "ce type de travail, sous la forme importée, leur était non seulement étranger", mais offrait, en plus, la particularité — inédite pour la société africaine — de ne jamais finir »⁴.

3. BOURGOIN, *op. cit.*, pp. 9-10.

4. *Idem*, p. 35.

Cette répulsion explique que :

« Les différentes formes de "culture managériale" importées (aient) "glissé sur notre comportement comme une goutte d'huile sur une feuille de manioc". »⁵

Il est donc grand temps de se rendre compte que :

« Le danger que court l'entreprise africaine est d'être considérée comme une mécanique froide importée d'Europe, restant extérieure au tissu social chaud qui, lui seul, polarise l'affectivité, les passions, le dévouement »⁶,

car :

« le travail du Blanc — "celui qui ne finit jamais" rebute l'Africain parce qu'il incarne la routine, rejette toute notion de gaieté, et privilégie la permanence et la continuité de l'effort (*sic*) »⁷.

« C'est une vis sans fin, en somme éloignée des goûts et des mentalités de nos populations »⁸.

Par conséquent, pour que :

« "l'entreprise, en tant qu'organisation sociale" cesse d'être "ressentie comme un corps étranger à la vie africaine", le premier principe impératif doit être d'apprendre à considérer l'entreprise comme un village »⁹.

Le secret de l'efficacité d'un chef d'entreprise africain « résidera dans le fait qu'il se comportera comme un chef traditionnel »¹⁰,

car :

« traditionnellement, en Afrique, l'individu n'existe que par le groupe auquel il appartient. La solidarité s'organisant autour d'un chef, à la fois autoritaire et protecteur »¹¹.

Les Africains sont de grands enfants, c'est bien connu. Ils :

« sont depuis leur plus tendre enfance habitués à une distance hiérarchique, à une autorité fortement personnalisée des dirigeants ».

5. Ce symbole alimentaire de l'authenticité négro-africaine paraît bien mal choisi : le manioc, le maïs et la patate douce sont des plantes dites américaines introduites par les Portugais en Afrique à partir du xvr^e siècle.

6. BOURGOIN, *op. cit.*, pp. 205-206.

7. *Idem*, p. 35.

8. *Idem*, p. 36.

9. *Idem*, p. 205.

10. *Idem*, p. 214.

11. *Idem*, p. 213.

Aussi..., un bon chef (que l'on assimile aussi à un bon père), est-il :

« celui qui donne du travail à ses salariés, les punit lorsqu'ils ont commis une faute, mais non sans avoir pardonné (on ne renvoie pas ses enfants, donc on ne licencie pas son personnel). Et puis, les enfants restent toujours des enfants, même en grandissant... les salariés restent à leur place et bénéficient d'un emploi à vie » ¹².

L'employé africain est non seulement immature par essence, mais présente en plus l'énorme avantage de n'accorder aucune espèce d'importance à l'argent :

« Ici, la qualité de vie et le désir de prendre son temps priment sur la recherche à tout prix d'accumulation des richesses, et le désir de bonnes relations avec autrui est plus important que l'argent » ¹³.

Les salariés africains :

« travaillent pour vivre, mais ne vivent pas pour travailler » ¹⁴.

Et de fait :

« partout les témoignages spontanés abondent qui rejettent l'argent et privilégient "le bon temps" » ¹⁵.

Quant aux « performances chiffrées », elles « ne constituent pas des événements réellement appréciés par les Africains ».

En revanche, ils aiment qu'on leur en impose financièrement :

« En Afrique, lorsqu'on considère la très grande distance hiérarchique qui existe entre les individus, on s'aperçoit que ceux-ci, loin d'en être choqués, souhaitent qu'apparaissent au grand jour des différences manifestes de statut entre ceux qui sont en haut de l'échelle et ceux qui sont en bas. »

12. *Idem*, p. 85.

13. *Idem*, p. 185.

14. *Idem*, p. 144.

15. *Idem*, p. 136.

« Les écarts de rang social sont non seulement admis mais encore recherchés par les subordonnés eux-mêmes. »

« Leurs manifestations extérieures (voiture, bureau, villa, femme, langage, relations) contribuent au respect du « chef » ¹⁶.

Aussi, le chef d'entreprise africain, non aliéné par l'Occident, ne devrait-il éprouver aucun scrupule à :

« exploiter comme une chance le fait que la lutte des classes est inconnue dans son pays, et que les syndicats savent se cantonner dans une attitude modérée, voire subtilement soumise » ¹⁷.

Le panafricanisme n'est, quant à lui, qu'une invention d'Africains totalement aliénés,

« car la plupart des habitants d'un pays partagent un caractère national qui apparaît plus clairement aux étrangers qu'à eux-mêmes ».

Il est donc à déplorer que :

« la richesse des systèmes politiques traditionnels africains soit masquée depuis 1960 par des dirigeants politiques trop soucieux de prôner l'unité de pensée de l'Afrique plutôt que sa diversité. »

Nous verrons tout à l'heure que « l'excessive diversité des cultures africaines » figure au premier plan des raisons avancées par les fondateurs de l'OUA pour torpiller le projet unitaire de N'Krumah. Pour l'instant, procédons en signalant que le modèle managérial négro-africain ne se maintient que par le recours au tribalisme et à la délation, car :

« ce n'est pas forcément une erreur de gestion de placer des membres de sa famille à des positions clefs » ¹⁸.

Quiconque a travaillé dans une entreprise dirigée par un « Négro-Africain » sait ce que la hiérarchie parallèle veut dire :

16. *Idem*, p. 211.

17. *Idem*, p. 215.

18. *Idem*, p. 214.

un simple planton peut, par ce biais, exercer un terrible pouvoir sur l'avenir professionnel d'un employé qui lui est hiérarchiquement supérieur en théorie.

La plupart des entreprises africaines étant dirigées selon les « recettes » décrites ci-dessus, on comprendra que le sous-développement de l'Afrique ne soit pas le produit du hasard, que certains pays africains en soient arrivés à accepter des déchets toxiques ou des ordures ménagères sur leur sol pour se faire de l'argent. En outre, tout ce qui précède pourrait se passer de commentaires si on n'avait là la clé des mécanismes de la persistance de l'arriération économique du continent africain. Ce modèle managérial permet de saisir pourquoi l'Occident n'a, à la limite, aucun effort à fournir pour dominer l'Afrique noire. L'anti-occidentalisme primaire est si ancré dans les mentalités qu'il constitue encore le meilleur gage de la pérennisation de l'arriération sur tous les plans. En d'autres termes, le sous-développement s'auto-entretient sans grand mal par la simple activation de représentations étranges de soi et du destin de l'Afrique. Car enfin, le procès intenté aux modèles managériaux venus d'Occident est lacunaire. Le procédé, on l'a vu, consiste à délester l'Afrique de sa consistance matérielle, et à l'affubler de traits culturels qui n'auraient pour seule qualité que d'être absents des sociétés occidentales. Face à cette indigence intellectuelle on ne peut qu'approuver Agblémagnon quand il affirme que :

« L'élite africaine ne peut être le résultat d'une accumulation culturelle ou celui d'une arithmétique de composants de ce qu'il ne faut pas prendre à l'Occident ».

Nous étendrons, quant à nous, cette remarque à l'ensemble des populations africaines.

Il est évident qu'aucune entreprise, aucun ministère, aucun État au monde, même regorgeant de cadres diplômés, ne peut fonctionner à partir d'un tel modèle de gestion. Il n'est pas sûr, pour commencer, que l'Africain correctement motivé au sein de l'entreprise persiste à donner la priorité aux baptêmes, communions, enterrements, mariages et autres manifestations sociales au détriment de son gagne-pain. Cet entêtement à se comporter comme un animal grégaire ne s'explique que parce que le travail salarié en Afrique n'est précisément pas un gagne-pain. En effet, sous-payé par rapport au coût de la vie, l'Africain est, en revanche, surpayé par rapport à sa

productivité. Il ne court par conséquent aucun risque de s'étioler dans une « mécanique froide », mais bien celui d'être rayé de la carte de l'humanité à force de dépendre de l'aide extérieure pour compenser sa sous-productivité. C'est, en effet, au niveau de l'observation de l'entreprise africaine que les accusations d'impérialisme et de néocolonialisme revêtent leur dimension réelle, apparaissant au mieux comme des circonstances aggravantes, au pire comme des instruments qui n'ont pas besoin d'être utilisés par l'Occident, tant est puissante la logique de vasselage en Afrique noire. Cette dimension psychologique figure-t-elle dans les rapports des experts internationaux du développement ?

4. Les ravages de l'économie « d'affection »

La solidarité, l'esprit communautaire dont on fait des gorges chaudes dans les milieux alphabétisés d'Afrique, paraissent trop souvent devoir s'expliquer par une prédisposition génétique de l'homme noir à aimer son prochain. Il convient de voir de plus près ce que recouvre cette assertion dans les faits.

L'expérience montre que les réunions claniques et autres manifestations sociales qui paralysent la vie économique en Afrique sont devenues non plus des occasions de communion réelle, mais le moyen de boucler des fins de mois difficiles : la chose est connue ; ce qui, du reste, n'amoindrit en rien la réalité de l'esprit d'entraide en Afrique. Il faut cependant souligner que cette solidarité, de moins en moins réciproque, s'est progressivement vidée de son sens sous la pression de politiques aberrantes de production et de redistribution des biens nationaux. On veut bien que « l'attitude de l'Africain face à la nécessité et à la fonction du travail diffère de celle de l'Occidental », mais son prétendu mépris pour la dimension matérielle est un mythe glauque qui ne devient translucide que mis en parallèle avec la remarque suivante d'un économiste célèbre :

« Tous les habitants d'un pays "pauvre" ne sont pas pauvres, loin s'en faut. Les distorsions entre les villes et les campagnes, entre groupes dominants et groupes dominés

sont telles que les riches des pays pauvres sont beaucoup plus fortunés que les riches des pays riches »¹⁹.

Ce même économiste précise :

« Le démarrage de la croissance à partir de quelques activités industrielles tournées vers l'exportation *accroît encore* (c'est nous qui le soulignons) les distorsions ».

Autrement dit, la notion de nations prolétaires demande à être sérieusement détendue pour saisir les mécanismes de la perpétuation d'une pauvreté qui, dans bon nombre de familles africaines d'aujourd'hui, transforme les détenteurs d'argent en véritables despotes vénérés. Quiconque a été au chômage en Afrique sait à quel point la fameuse solidarité africaine sert surtout à dilater l'ego social de ces parents fortunés qui, non contents de vous faire poireauter, de lâcher quelques billets avec des élastiques, profitent de la moindre occasion pour s'enfler de leurs charges familiales « écrasantes ». La réalité des faits est souvent plus sordide que cela. L'adolescent envoyé du village pour suivre ses études en ville, sous la tutelle d'un oncle, d'une tante, d'un frère ou d'un cousin, dort souvent dans la cuisine, mange après tout le monde, poursuit péniblement sa scolarité, même lorsqu'elle n'est pas payante. Et dans ce cas, les garçons ont plus de chance que les filles dont la scolarité est carrément court-circuitée par des tâches ménagères écrasantes. La jeune fille confiée permet bien souvent au foyer d'accueil de faire l'économie d'un maigre salaire de bonne. Certains orphelins en Afrique mènent ainsi une véritable vie de chien, masquée par une terrible hypocrisie sociale. Mais passons à un plan plus général pour examiner les fondements sociaux et économiques d'une solidarité qui, est-il besoin de le dire, n'a aucune assise génétique ou raciale. Sans concession excessive au matérialisme historique des marxistes, l'entraide traditionnelle en Afrique paraît pouvoir s'expliquer par le caractère rudimentaire des instruments de production. Ibn Khaldun, au ^{xiv}^e siècle, affirmait déjà que :

« Les différences dans les usages et les institutions des divers peuples dépendent de la manière dont chacun pourvoit à sa subsistance »²⁰.

19. ALBERTINI, *Mécanismes...*, op. cit., p. 11.

20. Présence africaine/Edicef/Unesco, *Histoire générale de l'Afrique*, tome I, p. 404.

Ainsi, dans une société où l'énergie musculaire est à peu près le seul moyen de production, le parent, le voisin, le clan, le lignage, restent encore le meilleur système de sécurité sociale qui se puisse trouver. La force vitale, n'en déplaie aux nombreux disciples de Tempels, n'y est strictement pour rien. Nul besoin donc de recourir à la thèse de la dépravation des mœurs dans les civilisations industrielles ou à une supériorité ontologique et morale douteuse de l'homme noir pour comprendre ce qui est en jeu ici : la machine n'est pas un objet autonome. Dès lors, au lieu d'agiter l'épouvantail de l'industrialisation « destructrice du tissu social chaud » et autres balivernes, au lieu d'encourager l'Africain à cultiver des matières premières et le complexe du monument culturel en péril, les experts africains du développement devraient épurer les valeurs traditionnelles et les placer au centre de la bataille pour le développement. Le rôle historique de la tradition est de fournir des réponses adéquates aux défis que rencontre inévitablement toute culture vivante, et non de siéger dans un musée. L'Afrique regorge de valeurs de civilisation qui peuvent l'aider à relever le défi de l'humain dans une société optant résolument pour le développement par la voie industrielle, et, dans cette optique, une solidarité africaine responsable pourrait trouver un champ d'application intéressant. Il n'est pas sûr, en effet, que le parasitisme moite et suffocant qui caractérise la vie sociale actuelle en Afrique soit préférable à la sèche froideur des relations humaines dans les sociétés industrialisées. La vérité est que la solidarité africaine est en voie de disparition pour n'avoir servi que des intérêts ethniques, à une époque où l'Afrique avait cruellement besoin de revoir ses discours sociaux pour donner de meilleures assises à la prospérité économique de ses populations. L'humanisme et l'hospitalité traditionnels ont été ainsi remplacés par un insupportable humanitarisme de pacotille qui est d'autant plus heureux de jeter sa pièce aux nécessiteux postés aux feux rouges que la lâcheté sociale et culturelle ambiante n'incite guère aux grands bouleversements salutaires. Il est plus commode de faire l'aumône au coin de la rue que d'acculer la société à concevoir des politiques de développement susceptibles de fournir du travail au plus grand nombre, d'amener les populations à s'auto-investir dans des activités productives.

Les écarts vertigineux de revenus entre les riches et les pauvres, dont parle Albertini pour nuancer la notion de

nations prolétaires, ne suffisent même pas à rendre compte des mécanismes idéologiques de la perpétuation de la pauvreté en Afrique noire post-indépendantiste. Pour affiner cette analyse, il faudrait y intégrer le concept décisif de la fausse pauvreté. Celle-ci se traduit par une propension marquée de populations apparemment démunies à investir leurs revenus dans des manifestations collectives éphémères et dispendieuses, ayant pour seule fonction d'assurer la pérennité des traditions en zones péri-urbaines et dans les poches de pauvreté des zones urbaines. Ce phénomène bien connu a été très souvent dénoncé par le roman social féminin africain. Or, on omet bien souvent de dire que ces fêtes où l'on « claque » en une journée l'équivalent d'un salaire annuel moyen, ne revêtent leur signification profonde que replacées dans un contexte général de résistance à la toubabisation. Il faut, en effet, savoir que l'économie moderne dite d'affection est défendue, soutenue, par une rhétorique identitaire intellectuelle qui fait de l'argent le moyen privilégié de conservation des traditions : les sommes colossales jetées au griot ou au nganga au cours d'une cérémonie ne servent pas, on le sait, à créer des activités productives de biens matériels dont l'Afrique a besoin, mais à renforcer un narcissisme culturel perçu comme positif à tous les échelons de la société. Très clairement, le culturel, en Afrique, concurrence l'économique et le bat à plate couture. Ainsi, le capital-argent d'un nouveau-né est grillé en un seul jour dans la joie. En revanche (exception faite des rares pays où le système de la tontine permet de constituer le fonds de démarrage d'une petite entreprise), la constitution d'une épargne collective à des fins d'investissement productif reste un phénomène exceptionnel en Afrique moderne. Ici, « l'enracinement culturel » a essentiellement pour fonction de perpétuer la misère, en échange de gratifications psychologiques considérées par l'Afrique humiliée comme une priorité.

Il n'est pas rare, en effet, de voir, au plus fort de la crise économique, des pays africains classés dans les PMA, dénoncer la diminution de l'aide étrangère tout en dépensant des millions pour commémorer la bravoure d'un héros résistant à la pénétration coloniale. Dans le même ordre d'idée, rappelons que le Zaïre a dépensé en 1972 des milliards en cartes d'identité pour le simple plaisir de ne plus s'appeler Gontran-Boniface-Méthode, mais Wapoumpoum Ba Pum-pum. On pourrait reprendre ici le mot d'un journaliste qui, à

propos du carnaval de Rio, a dit que : « la misère d'un peuple se mesure à la splendeur de ses fêtes. » Sauf qu'en Afrique il s'agit bien souvent d'une misère intellectuelle. La parfaite superposition des discours identitaires de l'élite cultivée et des masses populaires, la primauté de la résistance culturelle sur le bien-être économique expliquent que la misère soit un phénomène auto-entretenu en Afrique noire. L'économie d'affection n'a donc pas fini d'exercer ses ravages. Il serait, en effet, naïf de croire que le dégraissage des effectifs de la fonction publique, la privatisation des entreprises (pour ne citer que deux exemples du train de mesures censées assainir les économies africaines) vont changer les choses : plus la situation économique se détériorera, plus on s'accrochera à l'opium des valeurs africaines prétendument en voie de disparition et au football pour endormir les masses, et singulièrement la jeunesse.

Celle-ci doit donc savoir que ses chances de survie s'amenuisent avec le renforcement du refrain du retour au bercail ancestral. Cette jeunesse africaine qui n'a absolument rien à perdre sait par expérience que la fierté culturelle n'est pas une denrée comestible. Et, n'en déplaise aux théoriciens de la « décontraction passive du nègre-qui-n'a-pas-peur-de-l'avenir-et-qui-se-moque-de-l'argent », la prospérité matérielle des peuples ne se conquiert que sur le terrain de la productivité, de l'inventivité et de la lutte syndicale. Il n'existe pas d'exemple de nation, de continent au monde, qui soit parvenu à nourrir correctement ses populations en comptant sur le pouvoir des « multiplicateurs de billets »²¹, ou sur celui de leurs pendants occidentaux et arabes : les bailleurs de fonds. La pauvreté généralisée n'est pas le meilleur gage du bonheur social, contrairement à ce qui a été écrit. Les Africains ne doivent pas être condamnés à vivre les uns sur les autres par peur d'une industrialisation qui tuerait automatiquement les relations sociales : encore une fois, la machine n'est pas une mécanique autonome. L'Afrique se leurre, du reste, en croyant qu'elle pourra « conserver »

21. Le quotidien national sénégalais *Le Soleil* relate régulièrement des histoires d'hommes ou de femmes qui se font escroquer par des individus ayant prétendument le pouvoir de multiplier les billets de banque par le recours à la magie. On trouve des histoires semblables dans *Fraternité-Matin* (quotidien ivoirien).

durablement ses valeurs de civilisation par la technique du repli des mentalités sur elles-mêmes. En persistant dans cette voie, elle creuse chaque jour davantage des écarts dangereux qui, à bien y regarder, autorisent déjà, çà et là, de regrettables entreprises de reconquête qui n'honorent pas les Africains. La jeunesse africaine qui, dans sa grande majorité, n'a que le chômage comme horizon, doit, par conséquent, savoir que les capacités respiratoires d'une culture sont aujourd'hui fonction de son aptitude à inhaler les courants créatifs de la planète entière, à insuffler au marché mondial de la pensée et de l'inventivité des énergies sans cesse renouvelées. Or, l'Afrique post-indépendantiste croit que ses traditions la conduiront au développement, non à l'instar du Japon, mais comme par enchantement. Nous verrons ce qu'on peut en penser au chapitre suivant. Mais quand on songe à certains aspects de la traite négrière et de la colonisation, on s'aperçoit que, confronté au Bushi ou au Shogun japonais, nos héros résistants ne méritent souvent qu'un demi-strapontin dans l'histoire de l'évolution de l'Afrique contemporaine ²².

22. Voir Ahmadou KOUROUMA, *Monnè, outrages et défis*, Paris, Éditions du Seuil, 1990.

TROISIÈME PARTIE

**POUR L'AVÈNEMENT
D'UNE
AFRIQUE DÉCOMPLEXÉE**

CHAPITRE XIV

Kimonos, samourais et culture technique de masse

« La nouvelle histoire de l'Afrique découle organiquement de l'antique histoire africaine, et... sans cette hypothèse, elle est inexplicable. »

Basil Davidson

Les leçons d'une tentative de colonisation manquée

Le Japon, entend-on souvent dire dans les milieux intellectuels africains, n'a jamais été colonisé et a su conserver ses traditions. On retrouve là le raisonnement lacunaire d'une conscience humiliée qui ne retient de l'histoire et des voyages à l'étranger que les aspects folkloriques. Car, il faudrait, à l'évidence, commencer par se demander pourquoi le Japon n'a pas été colonisé : le cliché séduisant mais faux d'un peuple à peu près retranché du monde jusqu'à l'attaque de Pearl Harbor permet généralement d'occulter cette question pourtant riche d'enseignements. En effet, lorsque « les Portugais, bientôt suivis des Anglais, des Hollandais et des Français, se lancent sur les océans à la recherche de chrétiens et d'épices », le Japon, est, comme l'Afrique, déchiré par des guerres intestines sanglantes. Le contact avec les Européens va, dans le premier cas, renforcer une conscience identitaire qui, au *xvi^e* siècle, est loin d'être évidente ; et dans le second, aggraver les luttes fratricides, signifier l'amorce du déclin d'un continent au passé pourtant brillant. Cela ne donne-t-il pas à réfléchir ? Et si le parallèle paraît saugrenu de prime abord en raison de la différence de taille des éléments comparés, il n'en reste pas moins pertinent du point de vue des mentalités : certaines cultures sont plus vulnérables que d'autres aux tentatives de domination extérieures. C'est précisément ce qu'enseigne l'histoire comparée des contacts du Japon et de

l'Afrique avec l'Occident. Or, les Africains s'irritent lorsqu'on compare leur continent à l'Europe ou à d'autres parties du monde et n'acceptent le parallèle que lorsqu'il s'agit de masques ou de chaleur humaine. C'est un peu maigre, non ? Ainsi, à force de dérobades et de louvoiements, on en arrive presque à oublier que « l'Afrique est le premier et le principal foyer du phénomène d'homínisation », que les premiers systèmes politiques ont vu le jour sur son sol, etc. Ses civilisations médiévales sont suffisamment connues pour que nous nous contentions de souligner qu'elles témoignent autant de son génie créatif propre que de son aptitude à tirer parti de ses contacts avec d'autres civilisations, et ce jusqu'à la seconde moitié du xvr^e siècle. Vue globalement, l'Afrique précoloniale, frappe, en effet, par son absence de complexes, par son désir d'accumuler, au cours de ses longues migrations, des connaissances qui lui permettront d'évoluer. Ainsi, les Bantou ont emprunté aux Koushites, leurs voisins, des techniques agricoles et d'élevage dont la maîtrise conduira à une grande révolution sociotechnique d'abord, et ensuite à la création de puissants systèmes sociopolitiques. On sait ce que l'Afrique médiévale doit à ses contacts avec le monde arabe.

« Dès le premier siècle de notre ère, nous dit Obenga, des relations commerciales étaient établies entre la côte orientale africaine, l'Arabie et l'Inde. »

Bien plus tard, on a retrouvé de la faïence chinoise dans les ruines du Monomotapa. Davidson nous apprend que la côte sud-orientale d'Afrique exportait, dès le xir^e siècle, du fer en grande quantité vers les Indes. Sensiblement à la même époque (xiii^e siècle), les officiers de Soundiata portaient des cottes de mailles sur les champs de bataille.

« Au xvr^e siècle », le dynamisme économique de l'Afrique était tel que « les troupes espagnoles en garnison aux Pays-Bas étaient payées avec de l'or provenant surtout de l'Afrique de l'Ouest grâce au commerce transsaharien ».

Près de deux siècles après leur entrée en contact avec les Européens, les Africains restaient suffisamment forts pour être en mesure de traiter d'égal à égal avec eux. Cela a été vrai, d'après Basil Davidson, jusque dans les années 1680.

« Peu à peu, écrit-il, à cause de l'avance technologique européenne, ces accords devinrent de plus en plus dépendants de la partie européenne. De nouvelles formes de gouvernement apparurent le long de la côte Ouest. Toutes restaient indépendantes, mais se sentaient de plus en plus menacées. »

Et de conclure :

« Elles avaient d'ailleurs raison. La période du développement du sous-développement avait, en effet, commencé. »

C'est, soit dit en passant, en raison de cet écart technologique que Samory a pu être battu par les Français en 1898 sur son propre territoire et mourir en exil deux ans plus tard. On sait, par ailleurs, qu'il a fallu aux anglais battus par les Ashanti (1824) plusieurs décennies pour les abattre. Ces quelques exemples de dynamisme technique économique et de résistance victorieuse à l'envahisseur prouvent, si besoin était, que, contrairement aux idées reçues, l'Afrique côtière (au moins), au moment de l'arrivée des Européens, était loin d'être un ensemble mou, falot et sans défense. Dès lors, on peut se demander pourquoi les Africains ont été non seulement vaincus, mais restent aisément recolonisables de nos jours. Nous avons vu que les dissensions internes n'étaient pas l'apanage des Africains ; à cette nuance près qu'ailleurs on réussit tant bien que mal à « laver son linge sale en famille », tandis qu'en Afrique les querelles intestines vont loin et ne se résolvent que par l'envoi de l'ennemi ou de l'adversaire dans une plantation d'outre-Atlantique. On ne connaît, en effet, aucun exemple de Japonais vendu comme esclave à un Européen. Et pourtant, les guerres entre fiefs, entre maisons, entre bouddhistes et shintoïstes sont sanglantes à l'époque. Au xvr^e siècle, l'unification du Japon est loin d'être achevée. Comme les Africains, les Japonais utilisent les Européens, bien contents de profiter de l'occasion pour asseoir toujours plus leur entreprise de domination, afin de régler leurs différends : les coalitions d'autochtones avec l'étranger pour soumettre d'autres autochtones sont monnaie courante dans les deux cas. Au Japon, comme en Afrique, la religion chrétienne s'insinue et fait des adeptes. Mais, très vite, les Japonais se ressaisissent, massacrent les catholiques, expulsent les survivants au nom de l'incompatibilité des intérêts de ces étrangers avec les leurs.

Les Hollandais protestants qui croient pouvoir saisir cette occasion pour remplacer leurs concurrents catholiques sont mis en quarantaine dans une île artificielle, avec interdiction de pratiquer leur culte. Dans les deux cas, Japonais et Africains font preuve d'un opportunisme commercial remarquable en affrétant des navires européens pour transporter leurs produits vers d'autres continents. Mais au Japon l'opportunisme commercial se double d'une curiosité scientifique pratiquement absente de l'Afrique, ou si insignifiante qu'elle n'a eu aucun effet d'entraînement sur les populations. Cette attitude est-elle atypique de peuples africains qui, tout au long de leur histoire, paraissent n'avoir pas hésité à intégrer les apports du voisin du moment dans leur patrimoine scientifique ? Il appartient aux historiens de répondre à cette question. Quoi qu'il en soit, au moment où la Société de Jésus prend Nagasaki en concession et y monopolise le commerce de la soie, les Européens ont déjà installé des comptoirs et des fortins sur les côtes d'Afrique, et :

« acquittent, comme au Japon, des coutumes au souverain local pour l'occupation de ses terres et pour les transactions commerciales qu'ils y effectuent. »

Très vite, une bourgeoisie commerçante côtière se développe en Afrique. Dans un ouvrage très documenté sur la question, Davidson cite de nombreux représentants de cette nouvelle classe sociale. Ainsi, un certain John Claessen importait des fusils et exportait de l'or à partir du littoral de la côte d'or.

« Il disposait, nous dit l'historien, d'une flotte de pirogues de guerre et de 2 000 mousquetaires. D'autres l'imiteront. »

Ainsi, un certain John Kabes qui dut sa puissance à son association avec les Hollandais, et ensuite avec les Anglais, brassait de nombreuses affaires, possédait notamment des marais salants lucratifs. John Konny avait beaucoup plus de succès, et dut lutter contre une coalition anglo-hollandaise pour défendre son monopole côtier. Cette classe a été nombreuse : tout le commerce à longue distance passait localement par de tels hommes, et ce commerce, dit Davidson, était considérable. D'autres régions côtières comme la Séné-

gambie auraient connu le même scénario général marqué par la montée d'une « nouvelle classe florissante d'intermédiaires d'origine africaine ou afro-européenne » qui « s'enrichissait et semblait dominer l'avenir ».

Ces quelques exemples montrent à quel point le cliché d'une Afrique réduite, dès le départ, à l'esclavage en raison de sa faiblesse et de son ignorance est loin d'être vrai. L'histoire de la rencontre des Africains et des Européens, à partir de la fin du ^{xv}^e siècle, est en cela radicalement différente de celle qui débutera dans la seconde moitié du ^{xix}^e siècle avec la pénétration des Européens à l'intérieur des terres. En effet, lorsque, sous prétexte de veiller à l'application de la loi sur l'abolition de l'esclavage, les Occidentaux reviennent prendre possession de leurs comptoirs, l'Afrique est déjà exsangue. Tel n'était pas le cas au ^{xvi}^e siècle ; l'Afrique, à cette époque, est forte et capable de se défendre. Et si le trafic négrier y fait son apparition dès le ^{xvi}^e siècle, c'est qu'il est rendu possible « par l'existence de l'esclavage dans de nombreuses sociétés de l'Afrique de l'Ouest » qui,

« dès qu'elles se hiérarchisaient et s'organisaient en États et en monarchies, avaient besoin d'esclaves pour faire la guerre, travailler dans les plantations, servir de domestiques, etc. »

« Ce sont donc les chefs noirs eux-mêmes qui organisèrent à l'intérieur du continent la traite négrière. Le rôle des Européens fut souvent de trouver un "débouché" à ce trafic à partir des côtes, afin de répondre à une demande sans cesse croissante, et de lui donner les proportions d'une véritable institution commerciale ».

Ainsi, loin de souder les Africains, la longue pratique du commerce avec l'étranger les divisera de façon croissante et aboutira graduellement à la sujétion de tous. Telle est la rançon d'un tribalisme séculaire dont l'Afrique n'a toujours pas tiré de leçons pratiques.

L'histoire des contacts des Japonais et des Européens d'une part, de ces derniers avec les Africains d'autre part, présente, nous venons de le voir, fort peu de différences au départ. Trois éléments vont cependant jouer un rôle déterminant et entraîner le déclin de l'Afrique : l'absence de curiosité

scientifique, l'absence d'écriture utilisée à grande échelle, l'absence de conscience identitaire élargie. L'histoire de l'Afrique est marquée à cet égard par une sorte de répulsion ou d'inaptitude culturelle à créer les conditions d'émergence d'un processus de fusion identitaire. A ce propos, on veut bien que « l'Afrique d'avant le nationalisme n'ait eu aucune objection psychologique au recrutement d'hommes d'un groupe », voire à la vente de tels hommes à des négriers européens. La question aujourd'hui est plutôt de savoir ce qu'il faut faire pour éradiquer la haine séculaire des Africains pour leurs semblables. En effet, que peut-on concevoir de plus humiliant que la traite, la colonisation et l'insupportable médiocrité actuelle de l'Afrique pour amener les mentalités à exiger d'elles-mêmes des attitudes capables de forcer le respect ? Que l'empire du Mali n'ait été, en dépit de son étendue et de sa puissance, qu'une superposition de consciences identitaires qui n'ont jamais fusionné, que l'empire songhaï se soit effondré d'un seul coup à Tondibi devant les mousquets de Djuder Pacha, cela pose déjà des questions colossales à la conscience africaine d'aujourd'hui. Mais comment expliquer qu'en 1963 des leaders politiques africains, reproduisant par-delà les siècles les attitudes de leurs prédécesseurs, aient choisi de renforcer leurs liens avec l'étranger qui, de leur propre aveu, les a humiliés ? Comment expliquer que ces hommes aient pris prétexte de leurs accords de coopération avec l'étranger pour rejeter une solidarité qui, de tout temps, a fait cruellement défaut à leur continent ? QUAND LES AFRICAINS CESSERONT-ILS DE SE MÉPRISER, DE SE VENDRE LES UNS LES AUTRES ? L'histoire de l'Afrique n'est qu'une suite de contradictions entre les effets positifs des politiques d'expansion internes et la coagulation des consciences identitaires originelles. En effet, comment expliquer la stagnation d'un continent qui, jusqu'au début de l'époque médiévale, a été présent à tous les rendez-vous technologiques de l'humanité, si ce n'est par la persistance de modèles identitaires préjudiciables à la diffusion du savoir ? On sait, par exemple, que :

« Même dans un empire comme celui du Mali, le manque de véhicules à roues et d'administration bureaucratique, ainsi que la volonté délibérée des dirigeants de laisser l'autonomie à la "base", font que dans les villages, la majorité de la vie réelle se déroulait en dehors de l'État ».

On sait, pour terminer, que les sociétés africaines précoloniales n'étaient pas toutes des sociétés sans écriture. Il semble que celle-ci ait invariablement eu, là où elle existait, un caractère ésotérique ou magique qui en interdisait la diffusion. Et, de fait, encore de nos jours, le savoir dans les villages reste confiné à des cénacles restreints, et la richesse matérielle accaparée, comme au xvi^e siècle, par une poignée « d'hommes d'affaires » ou de politiciens incapables de concevoir des systèmes permettant d'étendre ces privilèges au plus grand nombre. Ainsi, le gel progressif des acquisitions techniques s'explique, aujourd'hui comme hier, par la coagulation des mentalités, laquelle, à son tour, empêche l'émergence de discours sociaux suffisamment neufs pour déboucher sur une modification des conditions de vie des populations. Répétons-le, il n'y a pas d'aliénation culturelle en Afrique, mais plutôt un étrange entêtement à reproduire, contre vents et marées, des attitudes meurtrières qui n'ont pour seul mérite que de garantir la pérennité d'une « africanité véritable ». Or, quand on sait que l'histoire du déclin de l'Afrique est aussi celle du déclin de sa curiosité scientifique, de son incapacité à étendre le savoir au plus grand nombre, à un moment où l'évolution du monde le commandait, on mesure ce que les Africains gagneraient à perdre leurs complexes technologiques, à cesser de considérer la science comme la chose du Blanc. Mais de nombreux éléments indiquent que cette ré-intégration dans le cours de l'histoire dynamique de l'humanité ne se fera pas sans mal. Le problème ici est de trouver des stratégies permettant de renverser des habitudes séculaires, datant au moins du xv^e siècle. A l'inverse des Japonais, aucun Africain ne paraît avoir profité de ses contacts avec les Européens pour se lancer dans la construction d'un navire, par exemple. Le commerce avec l'Occident a eu pour effet d'accroître des inégalités sociales qui, pour être acceptées, n'en ont pas moins été préjudiciables à l'accumulation du savoir dont l'Afrique aurait eu besoin pour ne pas se laisser distancer par l'Occident. Et si, comme l'Afrique de la même époque, le Japon médiéval ne brille pas par son égalitarisme social, il y a cependant une tradition ininterrompue d'emprunt de techniques à ses voisins chinois et coréens qui explique que sa caste spécialisée dans l'accumulation du capital scientifique ait mis à profit ses contacts avec les Hollandais pour prendre sans complexes de véritables cours de sciences modernes. Plus tard, la bourgeoi-

sie marchande, issue de ce commerce avec l'étranger sera, comme on le sait, à l'origine d'une culture populaire remarquable.

En Afrique, en revanche, il semble que cette classe dont nous avons évoqué la prospérité, voire le dynamisme, se soit contentée d'accumuler des richesses en faisant de l'import-export, exactement comme les « hommes d'affaires » africains d'aujourd'hui. Peut-être la jalousie sociale à l'égard de ceux qui ont réussi, la crainte des « maraboutages » et des sortilèges divers, expliquent-elles que ces possédants n'aient jamais songé à élaborer des systèmes permettant d'étendre leurs privilèges au plus grand nombre, mais au contraire n'aient pensé qu'à les accroître pour se protéger de la malveillance des autres : on ne dira jamais assez à quel point la croyance en la sorcellerie a été, et reste, un frein d'une puissance insoupçonnée dans l'histoire de l'évolution sociale de l'Afrique. La puissance des tabous paraît avoir été décisive pour ce qui concerne le progrès du savoir. La permanence des vérités, leur immuabilité, vont de pair avec celles des mentalités. Il est même possible que les interdits se soient multipliés ou renforcés avec l'arrivée des Occidentaux afin d'affermir le pouvoir des élites traditionnelles. Si tout cela reste compréhensible jusqu'à une certaine époque, la question demeure de savoir pourquoi les nombreuses pressions extérieures qu'ont subies les sociétés africaines n'ont pas provoqué, à l'inverse de ce que l'on a observé ailleurs, une désacralisation suffisamment forte du savoir pour éveiller les consciences aux dangers réels qui les menaçaient. On sait, par exemple, que bon nombre d'individus vendus comme esclaves aux Européens étaient des asociaux ou des jeteurs de sorts présumés. Et si, en plein *xx^e* siècle, certaines mauvaises langues affirment que l'on peut voir encore des sorcières se promener sur des balais en Bretagne, on ne trouve aujourd'hui en Occident aucun individu suffisamment fou pour croire, comme les disciples ougandais de la prêtresse Alice Lakwéna, qu'une eau sacrée peut les protéger de la puissance des balles. Il serait d'ailleurs naïf de penser que de telles attitudes disparaissent avec l'extension de l'éducation, car, plus on est diplômé en Afrique, plus on croit être la proie désignée de la jalousie sociale et de la sorcellerie, et plus on a recours aux gris-gris pour s'en protéger. Il serait donc illusoire de compter sur les élites intellectuelles africaines pour démontrer aux masses l'inconsis-

tance de leurs croyances en « la chose du Blanc et en la chose du Noir ». Il semble même que ces frontières soient appelées à se renforcer avec l'aggravation de la crise économique qui réduit un nombre croissant d'Africains alphabétisés au chômage, accroît les incertitudes quant à l'avenir, et donc le pouvoir des croyances magiques sur les mentalités. Ce phénomène trouve actuellement sa traduction moderne dans la multiplication des jeux de hasard dans les capitales africaines. Quoi qu'il en soit, on sait que l'Afrique ne sortira de l'espèce de purgatoire psychologique dans lequel elle stagne depuis le ^{xvii}^e siècle au moins qu'en retrouvant sa curiosité scientifique, et non par le maintien de schèmes identitaires qui, eux, n'ont pas bougé d'un iota depuis des siècles. Le Japon est aujourd'hui au premier rang mondial pour avoir fait preuve d'un opportunisme scientifique remarquable. Ses contacts avec l'Occident lui ont permis, non seulement de parachever son unité nationale, mais aussi de s'industrialiser, d'accroître sans cesse son capital scientifique, au point qu'aucune nation d'Occident n'effectue des prévisions économiques sans tenir compte du dynamisme de ce pays. Pendant ce temps, l'Afrique continue de se déchirer, de mendier sans vergogne, et en est réduite à accepter des déchets toxiques et des ordures ménagères sur son sol pour se faire de l'argent. La question est de savoir s'il s'agit là d'un hasard ou d'une habitude séculaire.

Pour conclure, disons que le Japon et l'Afrique sont probablement plus proches de leurs traditions médiévales que les Occidentaux ne le sont des leurs. Mais le parallèle ne saurait aller plus loin. En effet, pour avoir placé leurs valeurs ancestrales au centre de la lutte pour la conservation de leur identité culturelle, tout en les renforçant par des apports extérieurs ingérés intelligemment, sans complexe, les Japonais paraissent, malgré leurs déboires historiques célèbres, n'éprouver aucune difficulté à tirer orgueil de leur passé. Cette attitude est justifiée par des preuves concrètes, mais surtout suffisamment récentes, suffisamment tangibles par la conscience collective, pour que le doute n'ait aucune emprise sur les mentalités. L'Afrique, au contraire, situe ses références narcissiques si loin dans le temps qu'elle ne peut transformer sa fierté culturelle en moteur de développement. On peut même écrire que la culture africaine, revue et corrigée par les générations post-indépendantistes, est le gage le plus sûr de la continuité du naufrage du continent africain. Soundiata, et

plus près de nous Samory, Njoya, Chaka, etc., sont si éloignés de nos préoccupations pratiques actuelles que l'on peut se poser des questions sur le rôle qu'on leur fait jouer actuellement, se demander si ces héros ne servent pas plutôt à renforcer la domination des élites politiques sur les masses, à enfermer des mentalités qui auraient bien besoin de s'ouvrir au monde extérieur, et singulièrement au temps présent, dans un interminable passé. Répétons-le, le malaise culturel de l'Afrique dont on parle tant depuis trente ans n'est pas un problème de dépersonnalisation, mais avant tout celui du doute à l'égard des valeurs traditionnelles qui, par deux fois, ont échoué face à l'agression extérieure. Il manque, en effet, à la jeunesse africaine actuelle, une indiscutable certitude : celle de pouvoir se hisser au rang de puissance mondiale grâce à la seule force de ses valeurs traditionnelles. Or, l'histoire, et notamment celle de l'Afrique précoloniale, n'offre aucun exemple de société ayant érigé sa puissance à partir de son génie intrinsèque :

« Que les cultures se développent et s'enrichissent bien plus par diffusion que par invention n'est pas une opinion philosophique, mais une conclusion solidement établie en anthropologie sociale... on ne peut restreindre la diffusion des cultures en les isolant artificiellement. Ce serait empêcher l'activité de leur mécanisme essentiel de développement. »

Ainsi donc, la force des nations et des empires vient de la combinaison des créations endogènes et exogènes. Les pays

1. Présence africaine/Edicef/Unesco, *Histoire générale de l'Afrique*, tome I, 1986.

2. Cheikh Anta DIOP, *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1982.

3. Basil DAVIDSON, *L'Afrique au XX^e siècle*, Paris, Éditions J.A., 1979.

4. Théophile OBENGA, *La dissertation historique en Afrique*, Dakar/Paris, Les Nouvelles Éditions Africaines/Présence africaine, 1980.

5. Ibrahima BABA KAKE, *La dislocation des grands empires*, Paris, ACCT/Présence africaine, 1988.

6. Elikia M'BOKOLO, *L'Afrique moderne*, Paris, ACCT/Présence africaine, 1988.

7. Catherine COQUERY-VIDROVITCH, « Gézo », in *Les Africains*, tome I, Paris, Éditions J.A., 1977.

8. Sur le Japon, P. AKAMATSU, « Japon Histoire », in *Encyclopædia Universalis*, vol. 9, 1982, pp. 307-333.

d'Asie du Sud-Est qui ont acclimaté le fordisme avec succès prouvent que la technologie, contrairement à ce qui a été écrit un peu partout, se transfère, s'adapte, se maîtrise. C'est une question de volonté politique et populaire. Il appartient, par conséquent, à l'Afrique de tirer les bonnes conclusions de sa marginalisation croissante, de ne pas redouter la comparaison avec d'autres continents ou d'autres civilisations, de se débarrasser de ses complexes, de s'ouvrir d'urgence au monde extérieur, sous peine de précipiter l'émergence de l'ultime étape d'un processus de régression entamé depuis quatre siècles au moins. Les Africains sont capables de relever ce défi, à condition de prendre leurs politiques culturelles actuelles pour ce qu'elles sont : de sombres clapiers concentrationnaires ; et d'en sortir.

CHAPITRE XV

Vers une révolution socio-économique ?

« Je crois que l'Afrique va effectivement traverser une période de crises, de ruptures, de confrontations, de conflits et de problèmes économiques et sociaux presque insurmontables. »

Mahdi Elmandjra,
*Des crises prévisibles
avant l'an 2000*¹

1. Quand le travail et l'argent se font rares...

Les mentalités africaines sont en voie de transformation. De nombreux éléments, de nature économique surtout, indiquent, en effet, qu'un processus de prise de conscience est désormais amorcé à tous les niveaux, bien que la signification globale de ces changements matériels reste généralement mal comprise.

Ainsi, malgré l'accumulation de nuages économiques au-dessus de sa tête, l'Africain ordinaire — et c'est beaucoup de monde — en est encore à se demander comment le système dont il tirait sa subsistance et son épaisseur sociale en est arrivé à s'effondrer : il constate que les mécanismes habituels de la circulation oblique des biens, des services et des revenus nationaux, ont atteint leurs limites ; que les discours solidaires et parcellaires n'ont plus de ressort ; que la vie quotidienne participe désormais des ruades désespérées de la bête aux abois. On lève des yeux hagards ou accusateurs vers le palais présidentiel. Celui-ci répond par le silence ou par des salves, le tout dépendant de l'interprétation locale des Droits de l'Homme. Dans les rues des capitales, l'ambiance est électrique et l'espoir une denrée rare : faillite des systèmes

1. Mahdi ELMANDJRA, « Des crises prévisibles avant l'an 2000 », in *Jeune Afrique*, n° 1043, p. 62.

bancaires (liée à d'étranges politiques de crédit) ; amenuisement drastique des concours financiers extérieurs (pour cause de discrédit) ; dégraissage des effectifs amorphes des secteurs publics et parapublics ; désengagement de l'État à l'égard des activités sociales qu'il assumait d'ailleurs très approximativement ; morosité des entreprises privées (par manque d'investisseurs et de consommateurs) ; chômage, sous-emploi généralisé, productivité déclinante dans tous les secteurs ; mentalités sclérosées et peu préparées à opérer les grandes reconversions qui s'imposent : la liste des ruptures socio-économiques actuellement perceptibles en Afrique est longue. Très longue. On retiendra simplement que l'effondrement des supports économiques habituels d'une société essentiellement combinarde, désormais sciés à la base, installe partout une angoisse polymorphe, pesante, lourde de menaces pour l'avenir immédiat. L'Africain « moderne » est, en effet, déboussolé, et ne sait plus à quel saint économique se vouer : le « parent » qui, hier encore, pouvait dégager un poste d'une simple chiquenaude sur le nom d'un concurrent valeureux, est une espèce en voie de disparition, pour la simple raison qu'il n'y a plus rien à « racler ». Les caisses, au propre et au figuré, sont vides. Les sources « modernes » d'alimentation et de régénération des solidarités atomisées sont à peu près épuisées. Seule est désormais assurée la pitance des membres de la classe dirigeante et de leurs proches parents. Il est difficile de croire que de tels revirements restent sans effet sur les mentalités.

Déjà certains changements apparaissent, ça et là, qui, faute de choix, sont condamnés à se muer en norme. Le tout est de savoir combien de temps il faudra pour qu'éclate à l'échelle du continent une révolution sociale salutaire qui obligera les Africains à se trouver enfin un dénominateur commun dynamique. La peur des nantis est tangible un peu partout. Les possédants, plus souvent petits magouilleurs que grands hommes d'affaires, se barricadent maintenant derrière leurs biens très mal acquis, laissant l'étalage habituel des signes extérieurs de richesse aux inconscients : le luxe, insolent ou non, permet désormais de repérer les victimes de la future vindicte populaire, et commence tout simplement avec ceux qui peuvent acquérir des denrées de première nécessité tout au long du mois. Les détourneurs de biens publics le savent bien et tentent de sauver leur peau en plaçant leur argent à l'étranger ou dans l'immobilier. Par ailleurs, de nouveaux

types humains apparaissent. A la pauvreté en haillons des exclus du développement à la petite semaine, s'ajoute désormais celle en costume trois pièces et en bazon brodé de nouveaux « conjoncturés » en quête d'un emploi introuvable. L'Afrique est hagarde, inquiète, et, pour la première fois peut-être depuis les indépendances, au bord du gouffre.

Dans les quartiers populaires, les fêtes désertent les chaumières à la vitesse de l'argent. La raison économique installe brutalement ses quartiers là où l'inconscience la plus ahurissante régnait en maître jusqu'à une date récente. Le gaspillage, autrefois perçu comme un signe d'opulence, même chez les pauvres, relève aujourd'hui de la dernière arriération mentale. L'Afrique apprend à économiser. Elle a peur d'elle-même, de ses propres réactions. Mais est-elle au bord de l'explosion ?²

Pour la première fois peut-être depuis les indépendances, elle se doute que l'avenir dépendra désormais de l'aptitude de chacun à se percevoir autrement, à penser autrement, à agir autrement : en un mot, à changer ou à disparaître. Parallèlement à ces changements, on assiste à une érosion lente mais soutenue de certains mythes cardinaux de la pensée africaine post-indépendantiste. Ceux-ci s'affaissent progressivement sous le poids de leurs propres contradictions ; les plus résistants d'entre eux en étant réduits à s'accrocher à des branches vermoulues qui ne tarderont pas à céder tant les pressions économiques internes sont puissantes.

Ainsi, la classe intellectuelle africaine qui, jusque dans les années 70 environ, rêvait d'étreintes populaires, de grandes coalitions avec les masses contre les dirigeants politiques corrompus, prend progressivement ses distances. Aussi voit-on les points d'interrogation, naguère concentrés au sommet de la pyramide sociale, se déplacer vers le bas, à la recherche de vérités, non plus sectorielles, mais verticales. Les masses africaines sont suspectes : c'est nouveau et très rafraîchissant. Une poignée d'intellectuels s'oriente, en effet, vers la recherche des points d'interpénétration des différentes compo-

2. Le lecteur trouvera des informations sur les soulèvements qui ont eu lieu au Gabon, au Bénin, au Sénégal, au Niger et en Côte-d'Ivoire dans différents numéros de la revue *Jeune Afrique*. Voir également *Sud-Hedbo*, n° 95, du 8 mars 1990 (Bénin, Côte-d'Ivoire) ; et *Sud-Hedbo*, n° 89, du 25 janvier (Gabon). Voir enfin « Contestations démocratiques : L'Afrique n'est pas un cas isolé... », in *Le Soleil* du 11 avril 1990, p. 3.

santes de la société africaine, et établit des bilans d'une rare virulence. C'est probablement dans le domaine de l'histoire et des cultures africaines que ce changement d'attitude est le plus remarquable. Des jeunes gens décidés « à voir clair et à entendre dangereusement » fouillent jusqu'aux entrailles des grands empires médiévaux, pour dégager des débuts de réponses cohérents à l'état de civilisation actuel de leur continent. Au sortir de tels interrogatoires, Soundiata, l'Askia Mohamed, et, plus près de nous, Béhanzin, Samory, Chaka et autres grandes idoles de la génération des indépendances, n'en mènent pas large. Les grands guerriers d'autrefois sont tout bonnement rétrogradés. Les jours des héros-résistants sont désormais comptés. On leur reproche, pêle-mêle, leur racisme anti-africain, leur manque de perspicacité, leur mentalité magique, bref leur insoutenable légèreté historique. Les sujets de fierté culturelle dégagés par l'élite des indépendances pour remonter le moral aux générations à venir, tout en donnant des bases narcissiques à l'Afrique décolonisée, crèvent de leur inaptitude à dégager des énergies nouvelles et renouvelables. En un mot, la jeunesse africaine en a plus qu'assez d'appartenir à un continent minable, complexé, et « bobardeux » ; elle entend désormais le dire sans prendre de gants. En effet, l'impression encore diffuse, mais tenace, qu'au xvii^e siècle déjà le destin de l'Afrique eût pu être sensiblement différent si des « chartes ancestrales »³ démembrantes n'étaient pas venues décupler la puissance des mousquets de l'homme blanc, donne un relief singulièrement monstrueux aux discours sociaux et politiques de l'Afrique d'aujourd'hui.

« Nous sommes tous victimes, qu'on le veuille ou non, de la sclérose des cultures africaines depuis le xvi^e siècle au moins » dit une historienne africaine en 1990. « L'esclavage et la colonisation y seraient-ils pour quelque chose ? Tel n'est pas l'objet de mon propos aujourd'hui, mais, le moment venu, la réflexion pourrait aboutir à des conclusions déconcertantes »⁴.

Ce témoignage donne la mesure des changements intervenus, en trente ans, dans les mentalités des élites intellectuelles

3. Penda Sow, « Retourner à la société », in *Sud-Hebdo*, n° 91 du 8 février 1990, p. 11.

africaines. En effet, le mythe de l'Afrique, né en 1960 avec les indépendances, s'affaisse progressivement à cause de son inaptitude à rendre compte de façon satisfaisante d'un processus de déliquescence que rien, dans l'état actuel des choses, ne semble pouvoir enrayer. La vulgarisation croissante de l'histoire économique, culturelle et sociale de l'Afrique précoloniale jette d'étranges lumières sur les capacités d'évolution des mentalités africaines, et détermine ce qui, authenticité culturelle ou non, ne peut plus être accepté ! Les Hutu et les Tutsi, les Fang et les Batéké, les Ewondo, les Bamiléké et les Duala, les Wolof et les Diola, les Aku et les Mandingues, les « castés » et les nobles, les Bakongo et les Baluba, les Ibos et les autres. Nul besoin de rechercher à chaque fois de lointaines ou récentes guerres tribales : la seule logique d'exclusion suffit, autant que l'inaptitude des Africains à neutraliser les charges d'inertie de leur modèle identitaire, leur penchant à entretenir l'arriération économique, sociale et culturelle de tous.

À part les intellectuels, la jeunesse africaine des rues, celle qui grossit chaque jour le nombre déjà énorme des « déchets » scolaires, veut également que les choses changent. Frustrée de son droit légitime aux bénéfices d'une véritable solidarité africaine, cette jeunesse rêve de grands espaces géographiques et mentaux, mais se heurte à l'exiguïté du discours d'une organisation dite de « L'Unité africaine » qui, depuis près de trente ans, travaille au renforcement des placards à balais lesquels, bien souvent, servent de nations en Afrique : que peut devenir un jeune Gambien, par exemple ?

Cette jeunesse semi-lettrée écoute la radio et comprend mal que l'Afrique reste à la traîne, alors que l'Europe avance. Pendant ce temps l'OUA en est encore à se demander pourquoi un processus unitaire qui en Occident a requis des siècles de préparation devrait être parachevé en quelques décennies en Afrique. Il est vrai que les chefs d'État et de gouvernement africains ne meurent pas de faim. Il suffit d'établir un parallèle entre le poids d'un Doe quand il était simple soldat et son embonpoint après quelques mois de présidence libérienne pour comprendre que la sécheresse, les criquets et l'insuffisance des politiques agricoles africaines ne pénalisent pas tout le monde. Il y a ici plus qu'un problème de génération : l'amorce d'un processus de démythification au sortir duquel l'Organisation de l'Unité Africaine ne sera probablement plus

qu'un petit tas de cendres. Aujourd'hui, la moindre référence officielle à la « solidarité des Noirs opprimés par l'esclavage, la colonisation et l'apartheid » extirpe des sourires avertis ⁴. Pour être la victime post-indépendantiste par excellence du négisme obscur, la jeunesse africaine a appris à distinguer la couleur dermique des moyens d'oppression proprement dits. À l'évocation de l'authenticité culturelle, les esprits se crispent et pensent : « Méfiance, on va se faire tondre ». Aux exhortations à l'enracinement dans « les valeurs du terroir » répondent de plus en plus des rêves fous d'évasion hors d'Afrique ; celle-ci n'inspirant que peu de confiance à la jeunesse africaine. Ce phénomène que l'on tend un peu hâtivement à réduire à une persistance de la fascination des Africains pour le monde chatoyant de l'homme blanc, recouvre en fait un malaise plus profond :

« Que dire (en effet) des expulsions massives d'Africains que d'autres pays africains jettent hors de leurs frontières ? »
« Les conditions d'insécurité que connaissent les Africains étrangers dans les autres pays d'Afrique ne sauraient favoriser la coopération interafricaine, les échanges interafricains », dit pudiquement Edem Kodjo ⁵.

L'Africain sait aujourd'hui que la vie « en métropole » n'est pas facile, et resterait volontiers en Afrique si les opportunités d'emploi ne s'étaient singulièrement réduites sous la pression des politiques d'ivoirisation, de gabonisation, de zaïrisation, de camerounisation, etc. On rêve donc d'aller crapahuter ailleurs, faute de trouver à s'employer chez soi ou dans un pays voisin : les politiques africaines « d'africanisation » ne sont-elles pas les meilleurs garants de la pérennité du discours xénophobe d'un Le Pen et de toute cette jeunesse anti-tiers mondiste qui maintenant crie : « La Roumanie avant la Tanzanie ! » ? Il faut donc se demander pourquoi les Africains francophones préfèrent encore aller subir des vexations policières en France, plutôt que de rester en Afrique. Sont-ils masochistes ? La xénophobie interafricaine fournit un

4. Voir des flambées de colère. Ainsi de la réaction de l'équipe de *Sud-Hebdo* aux déclarations de Moussa TRAORÉ à l'occasion de la libération de Nelson MANDELA, « L'indécence des tyrans africains », in *Sud-Hebdo*, n° 92 du 15 février 1990, p. 12.

5. Edem KODJO, *op. cit.*, p. 131.

bon début de réponse. Mais l'OUA et certains journalistes africains préfèrent insister sur les 101 Maliens, et trouver des circonstances atténuantes aux Hutu et aux Tutsi : c'est tellement plus commode. Face à toutes ces escroqueries on ne peut que se réjouir de ce que la jeunesse africaine soit de moins en moins disposée à mâcher ses mots. C'est un signe de maturité inaugurant la fin d'une époque où l'on n'avait aucun mal à lui faire prendre les vessies de la négritude pour des lanternes. Exit, donc, les grandes précautions oratoires hypocrites : désormais un chien s'appellera un chien, bien que les institutions africaines, corsetées comme elles le sont dans leurs complexes, soient peu préparées à entendre ce genre de langage. Il leur faudra pourtant remettre leurs pendules à l'heure. Tout indique, en effet, que la mort du prêt-à-penser post-indépendantiste sonnera également le glas de l'OUA, de plus en plus perçue par la jeunesse africaine comme un gros bloc inhibant et inutile. Pourquoi cette institution échapperait-elle aux conséquences du malaise que l'on observe un peu partout entre les populations africaines et leurs dirigeants politiques ? L'inaptitude de cette institution à assumer les mutations socio-économiques qui s'opèrent en ce moment en Afrique et dans le monde est d'une évidence éclatante. Pourtant, dans les milieux intellectuels africains, on paraît s'accorder à penser que de profondes réformes juridiques permettront à l'Organisation de l'Unité Africaine de se conformer enfin à son appellation. Une brève analyse de l'idéologie fondamentale de cette organisation permettra de montrer que de tels espoirs sont sans fondements

CHAPITRE XVI

Quelques bonnes raisons de ne pas sauver l'OUA

« J'ai voulu dégager la profonde unité culturelle restée vivace sous les apparences trompeuses d'hétérogénéité. »

Cheikh Anta Diop ¹

1. Ne rien attendre de l'OUA

Il existe, on le sait, un scepticisme croissant de l'opinion africaine en ce qui concerne l'aptitude de l'Organisation de l'Unité Africaine, non seulement à créer les conditions d'une véritable solidarité continentale, mais aussi à hisser l'Afrique à un niveau respectable, au double plan interne et mondial. Quelques citations suffiront à rendre compte d'un état d'esprit répandu au sein de la jeunesse africaine actuelle :

« Ce qui frappe immédiatement l'esprit à la lecture de la charte de l'OUA », écrit Jean Mfoulou, « c'est le manque du désir d'une unité véritable — j'oserais même dire, le refus d'une véritable unité — et, par contre, le souci de maintenir la stabilité sinon le *statu quo* dans les différents États de l'Organisation » ².

Dans la même veine, mais en version musclée, on trouve l'appréciation suivante sous la plume d'Alain et d'Edgard Hazoumé :

« L'inconscience phénoménale de l'Afrique se traduit par une psychologie flasque peu encline aux résolutions

1. C. Anta DIOP, *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, op. cit., p. 8.

2. Jean MFOULOU, *L'OUA : Triomphe de l'unité ou des nationalités ?* Paris, L'Harmattan, 1986, p. 41.

franches et aux ressources salutaires. Le continent, par quelque désir inavoué, a connu dans tous ses recoins, et de tout temps, l'attrait du décalage... L'Afrique qu'ils ont édiflée en un accord unanime restituée à foison les mésalliances européennes du XIX^e siècle et non plus nécessairement celles de ce siècle »³.

Terminons cette brève revue par une question que posait un journaliste à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'OUA, et qui résume assez bien l'angoisse d'une génération :

« L'Afrique doit-elle indéfiniment se voiler la face devant ses lacunes et sombrer dans une autosatisfaction qui tranche singulièrement avec les dures réalités de ses populations ? »⁴.

L'Organisation de l'Unité Africaine est donc l'objet d'interrogations extrêmement graves qui, sous d'autres latitudes, auraient suffi depuis longtemps à justifier la dissolution pure et simple d'une telle structure⁵. Mais les Africains étant de grands sentimentaux, habitués de surcroît à réagir à retardement, ne songent généralement à remédier à une situation compromise que lorsque le mal devient à peu près irréversible. Leur attitude face aux incohérences monumentales de l'OUA n'est donc pas faite pour surprendre. Car enfin, on sait depuis 1963 au moins que cette organisation n'a pas pour but de promouvoir l'unité africaine⁶. Elle en a donné la preuve à plusieurs reprises, et cela dès sa conférence constitutive. Et pourtant, plus les crises se succèdent et s'aggravent, plus les Africains se prennent à souhaiter que l'OUA survive. Pourquoi ? « Parce qu'elle a le mérite d'exister », dit-on un peu partout. L'argument est bien maigre. Nous pensons, quant à nous, que les Africains, et singulièrement les jeunes, confrontés aux graves difficultés que l'on sait, sont

3. Alain T. HAZOUMÉ et Edgard G. HAZOUMÉ, *Afrique, un avenir en sursis*, op. cit., p. 197.

4. In *Jeune Afrique*, n° 1431, du 8 juin 1988, p. 23.

5. Même du point de vue du comportement du personnel, il semble que cet organisme soit incurable. Voir l'interview d'Idé OUMAROU in *Jeune Afrique*, n° 1488, pp. 6-11.

6. Habib BOULARÈS, « La naissance de l'OUA sonna le glas du... panafricanisme », in *Jeune Afrique*, n° 914, juillet 1978, p. 61.

condamnés à être plus exigeants que cela, et ce, à bref délai. Il y va de leur survie. Cela a été dit brillamment ailleurs, notamment par Edem Kodjo, Mahdi Elmandjra, etc. Notre objectif ne sera donc pas d'énumérer pour la énième fois les raisons pour lesquelles l'Afrique devra s'unir, mais de mettre en évidence, celles pour lesquelles l'OUA devrait être rapidement dissoute ou boycottée. L'Afrique ne s'en sortira qu'à ce prix. Mais d'abord, il faut cesser de se raconter des histoires en manipulant les arguties juridiques. L'OUA est, par-delà les idéologies importées, le produit d'un tour d'esprit africain, généralement mal perçu, dont nous parlerons tout à l'heure après avoir brièvement examiné les mécanismes de l'illusionnisme qui permettent de faire croire que l'OUA peut évoluer dans le sens d'une meilleure appréhension des réalités économiques et sociales actuelles de l'Afrique, et surtout de l'unité.

2. L'aveuglement des élites africaines

« Il s'agit de sauver l'OUA telle qu'elle existe actuellement, donc un forum qui a ses traditions, ses statuts, ses objectifs. Il ne s'agit pas de préconiser une grande fédération ou une grande confédération d'États... »⁷

Jean-Baptiste Bagaza

Lorsque, au plus fort d'une crise, qui, pour la énième fois, menace de la faire périr, les chefs d'États et de gouvernements de l'OUA reconduisent froidement des propositions lamentables, considérées vingt ans plus tôt comme des exploits, la classe intellectuelle africaine croit pouvoir sauver l'insauvable en préconisant la révision d'une charte qu'elle croit périmée et susceptible d'engendrer des miracles moyennant quelques réformes. C'est ce qu'indiquent notamment les

7. In *Afrique : Les chefs parlent*, op. cit.

analyses de Babacar Kanté, Moustapha Sourang⁸ et bien d'autres. Dans un article intitulé *Il faut actualiser l'acte constitutif de l'Organisation*, Albert Bourgi établissait le constat suivant :

« Aujourd'hui tout le monde en convient : il faut faire avec une OUA, certes éloignée du projet unitaire qu'ont longtemps caressé les tenants du panafricanisme, et dont certaines de ses tumultueuses sessions étalent, jusqu'à la caricature, non pas une image de désunion de l'Afrique, mais une organisation que pourtant nul ne songe à remettre en cause, en dépit de ses imperfections »⁹.

Le mot est lâché : « imperfections ». Les intellectuels africains paraissent, en effet, décidés à soutenir l'OUA, jusqu'à la négation même de sa raison d'être, parce qu'ils sont persuadés, à cause d'une tradition établie par les analystes de cette institution, qu'elle est perfectible. Or, nous verrons dans les pages suivantes qu'il s'agit là d'une erreur fondamentale, ou à tout le moins d'un entêtement procédant d'un profond désespoir. Croire que l'unité, la vraie, celle qui ne serait pas un simulacre, finira par émerger des effets conjugués de réformes hardies et de la bonne volonté de nos despotes incultes, revient très exactement à s'attendre à ce qu'une jument produise une brebis. Certaines procréations sont proprement contre nature : ainsi de l'Organisation de l'Unité Africaine et de l'unité vraie. Cette impossibilité ontologique, occultée notamment par une tradition analytique qui croit au leurre de « l'étapisme », et qui, dès le départ, a privilégié le juridique et le politique au détriment de l'esprit même des fondateurs de cette organisation, doit être décrite pour permettre aux Africains de gagner du temps. Ils n'en ont que trop perdu depuis le xv^e siècle.

8. Moustapha SOURANG, « Faut-il modifier la charte d'Addis-Abeba », in *Annales africaines, revue de droit, d'économie et de gestion de la faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université de Dakar*, 1983-1984-1985, pp. 66-78.

9. Albert BOURGI, « Il faut actualiser l'acte constitutif de l'Organisation », in *Jeune Afrique*, n° 1431, du 8 juin 1988, pp. 96 et 97.

3. Foin des « progressistes » et des « modérés »

« C'est terrible. Nos chefs d'États font de leurs citoyens ce qu'ils veulent. Qu'ils apparaissent sous le manteau du progressiste ou du modéré... tous mentent sans vergogne à leurs concitoyens, les emprisonnent, les tuent ou les ruinent à longueur de journée. »

Hampaté Ba ¹⁰

« Car il y a deux histoires, la contingente et la structurelle. »

Basil Davidson ¹¹

Nous avons vu, tout au long de cet essai, que les idéologies importées permettent à l'Afrique, depuis trente ans, de dissimuler un refus du développement. Pour avoir vu le jour dans un contexte dominé par de fortes tensions idéologiques (guerre froide, affaire Lumumba, etc.) et pour en avoir apparemment épousé les clivages, l'OUA passe pour être essentiellement régie par les divisions politiques, au même titre que l'Occident avant la mort du marxisme-léninisme. Aussi, l'absence flagrante de progrès vers l'unité a-t-elle été généralement attribuée aux conflits qui n'ont cessé d'y opposer les « progressistes » et les « modérés ». Or, on s'aperçoit que ces critères sont fallacieux, quand on songe à l'obscurantisme épais de certains leaders politiques africains auréolés de l'étiquette révolutionnaire. Pour nous en convaincre, citons deux cas : d'abord celui de Nyerere définissant ainsi sa propre conception du progressisme africain à la conférence constitutive de l'OUA :

« Certains dirons que cette charte ne va pas assez loin, ou qu'elle n'est pas assez révolutionnaire. C'est peut-être vrai. Mais que signifie aller plus loin ? Aucun bon maçon ne

10. Hampaté Ba, Interview in *Jeune Afrique*, n° 1459-1460 du 21-28 décembre 1988.

11. In *L'Afrique au xx^e siècle*, op. cit., p. 20.

se plaindra que sa première brique n'est pas allée assez loin. Que signifie être révolutionnaire ? Un véritable révolutionnaire n'est pas celui qui fait des rêves en dehors de la réalité » ¹².

Étrange révolutionnaire, qui considère la constitution immédiate des États-Unis d'Afrique, après des siècles de vasselage, comme une entreprise dont les fondements restent à créer ! Passons à un autre révolutionnaire célèbre : Sékou Touré. Bon nombre d'analystes le considèrent comme l'un des « ténors du panafricanisme ». A la conférence constitutive de l'OUA, le père de la révolution guinéenne ne brille pas précisément par son ardent désir d'unité, mais par un personnalisme dépité :

« L'unité africaine ne se fera ni autour d'un homme, ni autour d'une nation, ni autour d'une religion ».

Entendez qu'elle se fera autour de sa personne ou ne se fera pas. Aussi, Sékou Touré exclut-il « une unité africaine qui signifierait l'unicité des institutions de nos États » (en alléguant des dangers que représenteraient les idéologies importées), et se prononce-t-il pour le retour à une Afrique authentique.

« L'Afrique aux Africains, c'est l'Afrique reconstruite sur des bases authentiquement africaines ».

Et, de fait, on sait que Sékou Touré ne ménagera aucun effort (du génocide peulh, au harcèlement des Soussou, en passant par les complots inventés) pour reconstruire le royaume malinké de son illustre ancêtre usurpé.

Foin donc des « progressistes » et des « modérés ». Tentons plutôt, en parodiant Cheikh Anta Diop, de dégager le profond racisme historique de nos rois nègres, resté vivace sous le vernis trompeur des idéologies importées. Et pour ce faire, où mieux trouver l'idéologie structurelle de l'OUA que dans les discours prononcés par ses fondateurs, à l'occasion de sa création ?

12. Toutes les déclarations des pères fondateurs de l'OUA rapportées dans ce chapitre ont été extraites de *Conférence au sommet des pays indépendants africains (Addis-Abeba, mai 1963)*, Paris, Présence africaine, 1964.

4. Pétard mouillé et manque de scrupules

L'esprit structurel de l'OUA est, on l'aura compris, ce qui reste quand on a retiré les badges idéologiques dont on se pare, ça et là, pour dissimuler des mentalités profondément archaïques, sous le vernis du marxisme ou du libéralisme. Cette soustraction se justifie au moins par le fait que tous les États africains, quelle que soit leur idéologie politique proclamée, se retrouvent actuellement dans une situation économique identique, les plus riches précédant parfois les plus démunis dans le palmarès de la misère et de la sous-productivité. Or, loin d'être fortuit, ce nivellement par le bas est la traduction d'un tour d'esprit commun aux Africains. Mais avant d'en dégager les traits dominants, il n'est peut-être pas superflu de rappeler que la question de l'unité africaine ne se pose pas concrètement pour la première fois avec la conférence constitutive de l'OUA, mais dans le cadre plus restreint de la loi-cadre Defferre, à travers le problème de la fédération des territoires d'AOF et d'AEF¹³. Très vite, le fédéralisme a été perçu par certains leaders africains comme une charge que supporterait mal l'économie de traite de leur futur État, ou, tout simplement, comme un projet non désirable en soi. Cela signifie que les hommes réunis du 22 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, y viennent pour se prononcer sur une question déjà débattue, et qu'il leur appartient de rejeter la « balkanisation » de leur continent ou de l'accepter. Tel était l'enjeu historique de cette conférence dont on ne sait que trop le triste résultat. Ces leaders politiques rassemblés dans le but claironné de « jeter les bases de l'unité africaine » n'ont que faire d'une solidarité continentale à laquelle ils préfèrent, et de loin, le renforcement de leurs liens avec l'ancien colonisateur. Ils arrivent, en fait, à cette conférence avec la ferme détermination de sauvegarder les chartes ancestrales qui, à partir du XVI^e siècle, ont permis à leurs prédécesseurs de s'expédier mutuellement outre-Atlantique, en échange de quelques mousquets, et au prix d'une perte de dignité dont les Africains ne se relèveront probablement jamais. Les accords de

13. On trouvera une masse d'informations sur ce sujet dans : Joseph-Roger DE BENOIST, *L'Afrique occidentale française de 1944 à 1960*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1982, pp. 295-305.

coopération que Dacko, M'Ba, Houphouët-Boigny et Ahidjo mettent en avant, sans vergogne, pour justifier leur refus d'unité, ne sont que la manifestation d'une longue tradition de haine et de méfiance mutuelle. Les Occidentaux qui suivent attentivement les travaux de cette conférence savent, bien avant sa clôture, que l'esprit de Berlin est sauf. « Le colonisé et le colonisateur ne sont-ils pas de vieilles connaissances ? » Aussi, ce dernier réprime-t-il certainement un fou rire lorsque, dans un moment de délire, Yaméogo déclare :

« J'ai confiance qu'à la fin de nos travaux éclatera à Addis-Abeba la première bombe africaine. Une bombe super-atomique celle-là, à la fois bienfaisante et meurtrière ; bienfaisante pour nos peuples ; meurtrière pour les colonialistes, même les plus rebelles ; ce sera la bombe de l'UNITÉ AFRICAINE ».

En fait, bien avant la fin de la conférence, l'opinion internationale sait que la bombe en question n'est qu'un lamentable pétard mouillé :

« Mais aussi ferme que soit notre volonté d'atteindre l'unité de l'Afrique, nos nations respectives ont, individuellement ou groupées, signé des accords de coopération, soit entre elles, soit avec d'autres puissances. Et à présent, il faut l'avouer, notre organisation administrative ou politique, économique et sociale est dictée par ces accords de coopération. Nous ne saurions les dénoncer du jour au lendemain sans exposer l'Afrique à une crise générale dont les conséquences nombreuses, difficilement appréciables, seraient déroutantes... et ce n'est pas le but de notre mission à Addis-Abeba » (Dacko).

On verse des larmes de crocodile sur l'humiliation de l'esclavage et de la colonisation, on se promet chaleureusement de libérer les frères d'Afrique du Sud des griffes de l'apartheid, et l'on s'y prend si bien :

« qu'en 1986 on ne dénombre pas moins de quarante-cinq États africains indépendants (qui) ont des relations économiques indirectes avec le régime sud-africain par le canal de sociétés multinationales contrôlant le commerce international »¹⁴.

14. Edem Kodjo, *Et demain l'Afrique*, op. cit., p. 134. Ceci est un euphémisme. Certains États africains comme le Gabon ont été accusés

Mieux. L'apartheid est un sujet si préoccupant que Mandela se fait incarcérer dans l'indifférence d'une OUA qui a « d'autres chats à fouetter » et sort de prison, vingt-sept ans après, sans que cette organisation y soit pour quelque chose.

« L'histoire enseigne, écrit Edem Kodjo, que "maints hommes d'État et de science ont rêvé à de grandes ambitions pour leur peuple et agi pour forcer le destin... à travers leur lutte politique et leur démarche intellectuelle" ».

On pourrait, en le paraphrasant, dire que l'histoire contemporaine de l'Afrique enseigne exactement le contraire. Nos hommes d'État manquent en effet cruellement d'étoffe ; la réunion constitutive de l'OUA étant sous ce rapport un exemple probablement unique dans l'histoire récente de l'humanité ; jamais conférence ne contint autant d'arriération mentale au mètre carré : on considère le simple fait d'être réunis comme un « exploit » après des siècles de traite et de colonisation, mais on n'en a pas moins l'intention d'échapper, et pour longtemps, aux poubelles de l'histoire. Écoutons Hailé Sélassié hisser les pères du sous-développement de l'Afrique sur un piédestal historique vraiment immérité :

« D'ici un siècle (*sic*), lorsque les générations futures étudieront l'histoire... que trouveront-elles dans cette conférence ? Sera-t-elle considérée comme l'occasion au cours de laquelle les leaders d'une Afrique libérée agissant avec audace et détermination plièrent les événements à leur volonté et établirent les destinées futures des peuples d'Afrique ? Se rappellera-t-on de (*sic*) notre réunion par ses réalisations durables, par l'intelligence et la clairvoyance de nos décisions ? »

En fait de sagacité historique, les fondateurs de l'OUA se prononcent tous (N'Krumah et Obote exceptés) pour un immobilisme drapé de haine et de méfiance réciproques, mais restent convaincus d'être de grands révolutionnaires pénétrés de profonde sagesse. C'est donc une caractéristique structurelle de cet organisme que de faire passer la médiocrité et la

d'entretenir des relations économiques plus directes que celles-là avec l'Afrique du Sud, de BOTHA. Voir *Jeune Afrique*, n° 1465, du 1^{er} février 198(?) qui mettait également en cause la Côte-d'Ivoire, le Zaïre, le Kenya, etc.

myopie historique pour des valeurs désirables. Une analyse des raisons avancées par ces Messieurs pour rejeter l'unité de leur continent permet encore mieux de dégager les grandes articulations d'une idéologie essentiellement fixiste qui explique que l'OUA soit structurellement inapte à évoluer vers une solidarité vraie. C'est un problème de substrat culturel que trente années d'indépendance n'ont fait que renforcer.

5. De bonnes raisons de ne pas sauver l'OUA

A la lecture des discours des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, de sa création à nos jours, ce qui frappe immédiatement l'esprit c'est à la fois la permanence des problèmes soulevés et l'immobilisme du regard de cette institution sur les vrais problèmes de l'Afrique et sur l'évolution du monde. Le fixisme est une forme de résistance typique de la mentalité du décolonisé. Pour lui, le temps ne passe pas. Il ne progresse pas. Il est condamné à la rétrogradation par des consciences fœtales qui ne conçoivent l'évolution que dans le sens du retour au ventre maternel, à la situation originelle. Est-ce un hasard si les intellectuels africains des indépendances ont été si réceptifs aux discours édénistes des « primitivistes » ? Ainsi, lorsque Monsieur Denis Sassou N'Guesso, par exemple, s'étonne en ces termes de ce qu'il ressent manifestement comme une impatience injustifiée :

« Ailleurs, la durée se juge en siècles. En Afrique, on voudrait que tout soit fait à l'instant »¹⁵,

l'esprit averti y voit moins une preuve de pondération que l'expression d'un œil mal préparé à intégrer la mobilité des faits intervenant en Afrique et dans le monde. Les fondateurs de l'OUA tenaient exactement le même discours, trente ans plus tôt, et pensaient que leur action ne serait évaluée qu'au bout d'un siècle. « Prudence, modération, pondération » sont avec « l'unité » (dont personne ne veut) les mots qui reviennent le

15. Cette déclaration se trouve in *Jeune Afrique*, n° 1431, du 8 juin 1988, consacré au vingt-cinquième anniversaire de l'OUA.

plus souvent sur les lèvres, au cours de cette funeste conférence. « Ce sont les meilleurs gages de notre succès », déclare Kasavubu. Hubert Maga, lui, n'y va pas par quatre chemins et parle de « projets ambitieux mais chimériques ». Nasser, usant et abusant de métaphores physiologiques, affirme :

« Toute organisation envisagée pour être l'esprit et les nerfs de la volonté africaine ne permettra pas la réalisation de l'unité africaine du jour au lendemain. »

Épouvanté, Ahidjo ne cherche même pas à composer :

« Toute forme institutionnelle rigide nous semble prématurée. Ainsi, pour le moment, ni Fédération, ni Confédération ».

Houphouët-Boigny recommande de :

« mesurer judicieusement les doses de sagesse, de patience active, de courage, de réalisme indispensables à la réussite de cette immense et grandiose entreprise ».

Il insiste sur :

« l'erreur fatale que nous commettrions en nous laissant entraîner par l'enthousiasme, en sous-estimant les difficultés et en prétendant trop rapidement brûler les étapes nécessaires. »

Senghor, qui, au moment de l'application de la loi-cadre Defferre, n'avait ménagé aucun effort pour faire aboutir son rêve fédéraliste, vient d'essuyer l'échec retentissant de la très éphémère fédération du Mali, et se croit pour cette raison obligé de se dédire :

« J'ai insisté sur les obstacles qui se dressent devant nous, sur la voie de l'unité africaine. Vous me le pardonnerez. J'ai pensé que c'était la meilleure méthode. »

Au total, l'unité est à écarter à *tout jamais*¹⁶. Le tour de

16. Sur ce point, les mentalités africaines n'ont pas bougé en trente ans d'indépendance. La dissolution de la confédération de la Sénégalie en 1989 prouve que la haine du voisin reste un moteur puissant en Afrique contemporaine.

passé des fondateurs de l'OUA consistera à créer l'illusion qu'elle sera possible un jour, qu'elle émergera, spontanément de préférence. C'est ici qu'il faut être vigilant et souligner que « l'étapisme » ou l'espoir d'une évolution qui affleure dans certaines déclarations, ne sont que de fausses portes ouvertes, des mythes compensateurs ayant pour fonction de masquer une profonde répulsion pour tout projet impliquant une solidarité dans les faits. Aussi convient-il de se souvenir, avant de croire au mirage actuel du réformisme juridique, que la charte de l'OUA est l'expression d'une mentalité séculaire qui entend d'autant moins changer qu'elle n'a reconquis son indépendance que pour mieux affirmer ses valeurs culturelles anté-coloniales. Les fondateurs de l'OUA n'ont sciemment rien prévu pour que leur structure évolue dans le sens d'une intégration accrue de ses États-membres. Rien de grand ne se fait sans passion. Ailleurs, la solidarité s'organise, se prévoit, s'anticipe, mais à l'OUA on préfère compter sur la « dynamique de l'unité », c'est-à-dire sur la magie, pour que les choses se fassent d'elles-mêmes, ou pour qu'elles ne se fassent pas du tout. C'est moins fatigant, et permet de se poser, des indépendances à nos jours, en victimes éternelles du colonialisme. Au moment où les intellectuels africains semblent convaincus de n'avoir d'autre choix que d'accepter l'OUA dans toute sa médiocrité, il est plus qu'opportun de rappeler que ses fondateurs redoutaient l'unité comme la peste, pour trois raisons essentielles qui, loin d'avoir disparu de notre paysage quotidien, se sont singulièrement renforcées depuis la première vague des indépendances africaines : il s'agit du complexe d'infériorité à l'égard de l'Occident, de la nostalgie morbide du passé anté-colonial et du racisme interafricain.

Quelques mots sur le complexe d'infériorité :

« Aucun continent, que ce soit l'Europe, les Amériques ou l'Asie, n'a, jusqu'à ce jour (*sic*), réussi et ne peut prétendre établir un gouvernement continental, former un seul et unique État, forger une seule et même nation »

dit Fulbert Youlou. Hailé Sélassié, et bien d'autres dans cette assemblée partagent ce point de vue :

« A ce propos (l'unité), nous avons les exemples des États-Unis et de l'URSS. Rappelons-nous tout le temps que cela leur a pris. »

Aussi,

« les États indépendants d'Afrique ne peuvent-ils abandonner volontairement une partie de leur souveraineté nationale au profit d'un organisme supranational »

...Pour la bonne raison que ce genre d'expérience n'a encore jamais été mené de façon concluante en Occident. En d'autres termes, les fondateurs de l'OUA sont persuadés d'avoir pour mission historique d'être à la traîne de l'Occident, de ne devoir sortir de leur terrier tribal que pour recueillir les bénéfices des risques expérimentaux pris par l'homme blanc. Et pourtant, dans cette auguste assemblée nul ne se croit « inférieur à qui que ce soit », surtout pas à ces Occidentaux que l'on songe même à « rattraper », dans un moment d'égarement sans doute.

Les fondateurs de l'OUA ont non seulement une conception tout à fait particulière de leurs responsabilités historiques, mais ils sont en plus d'un racisme époustouflant. La lecture de leurs discours nous apprend notamment qu'il faut se méfier profondément de certaines larmes versées sur la colonisation qui cachent d'étranges nostalgies identitaires. On ne peut, à cet égard, s'empêcher d'être frappé par le luxe de détails avec lequel les uns et les autres s'acharnent à mettre en avant les différences existant entre les Africains pour rejeter l'unité, par l'inaptitude de ces leaders à trouver aux Africains un dénominateur commun dynamique. Trente ans après les indépendances, les Africains ne savent toujours pas ce qu'est la chose publique, la chose commune. Ce n'est pas un hasard, mais le résultat de politiques déterminées à enfermer la notion de chose commune dans la sphère tribale, pour des raisons évidentes. Regardons donc le racisme interafricain louveroyant dans toute sa laideur sous couvert de réalisme :

« Mais en fait, comment nous présentons-nous ? Malgré une volonté tendue vers l'unité, bien différents, en réalité ! Différents par les cultures qui ont été léguées par nos anciens colonisateurs »,

dit Ahidjo dont nous avons déjà exposé le point de vue plus haut. Embouchant la trompette particulariste, Hamani Diori, lui, ira plus loin :

« Une vision réaliste de la conjoncture africaine nous

permet de percevoir cette première évidence : la grande diversité des situations à l'intérieur du continent qui est le nôtre. Peuples de race noire, blanche ou brune, aux modes de vie, aux langues, aux croyances ethniques très différentes, alternativement séparés, opposés, confrontés, parfois même regroupés par les accidents de l'histoire. »

Tafawa Balewa, que cette « excessive diversité » culturelle et raciale gêne également, tente d'en sortir par une pirouette et s'étale comme une crêpe :

« Je ne cesse d'affirmer dans mes conversations que je ne crois pas à la personnalité africaine, mais en la personnalité humaine. »

Et voilà l'Africain, parti pour jeter les bases de sa puissance future, volatilisé, dilué dans une abstraite universalité qui arrange d'autant plus ces pantins historiques que les primitivistes leur ont permis, *souvenons-nous en*, « d'accéder au rang d'homme » dans ce même déguisement. N'Krumah a beau s'époumoner à énumérer les raisons économiques justifiant l'unité immédiate, Vendredi n'en a cure. Né tribaliste, il est déterminé à expulser de son environnement tout décret colonial visant à l'extraire de sa condition ancestrale. On voit à quel point certaines réalités africaines, réhabilitées, sont, non seulement dangereuses, mais diamétralement opposées aux intérêts mêmes des Africains. Ainsi, non content d'avoir servi de caisse de résonance à Teitgen¹⁷ au moment de l'application de la loi-cadre Defferre, Houphouët-Boigny, qui craignait alors d'être « la vache à lait de l'Afrique de l'Ouest », récidive :

« Il ne nous est pas possible d'ignorer l'existence actuelle des nationalismes, parfois même sous la forme exacerbée

17. Pierre-Henri TEITGEN, prédécesseur de Monsieur Gaston DEFFERRE, au ministère de la France d'outre-mer est, selon Joseph-Roger DE BENOIST, l'homme qui a préparé la loi-cadre. Antifédéraliste, il croyait au développement et au respect de la personnalité des territoires, comme M. HOUPHOUËT-BOIGNY dont le point de vue était le suivant : « Plutôt que de faire éponger par les territoires un peu plus riches le déficit des territoires pauvres, il valait mieux laisser les premiers consacrer toutes leurs ressources à leur développement économique et social et rapidement ils pourraient... (soutenir) leurs voisins les plus défavorisés ». In *L'Afrique occidentale française*, op. cit., pp. 305-306. Et, de fait, dès que la Côte-d'Ivoire l'a pu, elle a expulsé les Dahoméens et les Voltaïques qui vivaient sur son sol...

que la lutte contre le colonialisme les a contraints d'adopter », dit-il.

Bien d'autres se succéderont à la tribune de l'*Africa Hall* pour déclarer que les peuples africains d'une part, leurs leaders d'autre part, ne se connaissaient pas suffisamment pour se regrouper sous une bannière unique. Aussi, s'accorde-t-on pour dire que la meilleure voie pour atteindre l'unité est encore celle du... renforcement des nationalismes. On comprend à la lumière de ce qui précède que l'Afrique ait avant tout besoin d'une révolution mentale de grande envergure, et non de réformer les dispositions d'une charte dont le verrouillage reflète celui des mentalités restées inchangées depuis des siècles malgré des drames historiques, qui, ailleurs, auraient suffi à galvaniser les foules, à leur inculquer le désir de reconquérir leur dignité. On parle beaucoup de l'humiliation de la colonisation et de la traite, au cours de cette conférence ; on verse des larmes de crocodile sur « les frontières héritées de la colonisation », sur « les cultures héritées de la colonisation », tout en affirmant avoir toujours vécu dans une parfaite harmonie avant le découpage de l'Afrique par l'homme blanc à Berlin. Mais comme, par ailleurs, on déclare être déterminé à ne rien changer à cet état de fait, l'observateur en arrive à rechercher dans les nombreux non-dits de cette réunion les raisons de cette attitude pour le moins paradoxale. Les fondateurs de l'OUA ont un mal fou à dégager un dénominateur commun à leurs peuples ; ils se demandent pourquoi ils devraient s'unir, et, faute de trouver les raisons objectives d'une solidarité réelle, ils s'apesantissent lourdement sur leur passé anté-colonial, le seul lien (ambigu) qu'ils se connaissent. Très rapidement, on s'aperçoit qu'il y a, en fait, deux passés dans leur esprit : un passé authentique, celui où « les Africains avaient leurs propres structures sociales et des cultures véritablement autochtones », et un passé bâtard renvoyant au présent, à une époque où l'on ne reconnaît décidément plus personne. C'est le temps détestable où l'on mélange les torchons et les serviettes, où le roturier et le « casté » peuvent prétendre aux mêmes fonctions sociales que les nobles d'avant la colonisation. Aussi, insiste-t-on, ça et là, sur la nécessité de se rappeler « d'où nous venons, de connaître notre histoire pour établir notre propre personnalité et notre identité africaine ». Mais il est clair que celles-ci ne sauraient être

l'infâme amalgame découlant de l'intrusion de l'homme blanc. Autrement dit, la création d'un État continental est inconcevable parce que perçue comme le produit d'un diktat colonial qui contraint les Africains à se regrouper, sans distinction ethnique, alors que le cours « authentique » de leur histoire leur aurait laissé le loisir de rester eux-mêmes pour s'entre-déchirer un peu plus afin de parachever le mouvement d'unification qu'ils avaient déjà entrepris à coups de conquêtes et d'annexions internes. Force est de constater que l'unité africaine payait, dès le berceau, un lourd tribut au modèle identitaire auquel l'Afrique doit précisément son déclin. On comprend donc que l'unité n'ait jamais été la préoccupation des fondateurs de l'OUA. Leur réunion, à bien lire leurs discours, paraît surtout avoir eu un but moral et réparateur ; redonner du lustre à leurs réalités culturelles souffletées par la colonisation, et garantir par une charte verrouillée le droit de chacun à crever de sa petite identité culturelle. Il est donc clair qu'aucune réforme juridique, si profonde soit-elle, ne pourra venir à bout d'une mentalité aussi aimable : racisme, légèreté historique, passéisme revanchard, immobilisme, absence totale d'ambition, manque de dignité...

La question, on le voit, ne saurait être de savoir s'il faut sauver l'OUA, mais qui a intérêt à soutenir un agglomérat de micro-nations n'ayant pas l'ombre d'un emploi à proposer à sa nouvelle génération.

Il est donc à espérer que cette jeunesse, condamnée au chômage dès le berceau, n'ait, à l'inverse des fondateurs de l'OUA, aucune difficulté à se trouver un concret dénominateur commun ; la faillite retentissante des économies africaines, la mort des mythes post-indépendantistes pourraient être de puissants catalyseurs : l'homme vit d'abord de pain.

Conclusion

FIN DE PARTIE

L'Afrique, singulièrement celle des gratte-ciel, reste à ce jour une espèce de ghetto culturel où les nouvelles du monde extérieur ne pénètrent que très lentement ; dans ce domaine, l'amour du ron-ron quotidien et l'admiration de soi rejoignent la censure politique pour écarter du paysage quotidien toute information susceptible d'empêcher de s'auto-glorifier en paix. Aussi, la notion de marginalisation du continent africain n'est-elle entrée que très récemment dans les consciences claquemurées depuis trente ans derrière leur droit mythique à la différence... par le truchement de la raréfaction subite de l'argent et du travail salarié. Abasourdis par l'effondrement soudain de leurs économies rongées jusqu'à la moelle par les incohérences les plus invraisemblables, les Africains en sont encore à se demander comment cela a pu arriver : ils n'ont prévu aucune solution de rechange et attendent Godot.

Dans cette atmosphère de fin de partie, on pressent vaguement que le développement n'est ni cette chose miraculeusement dotée d'autonomie qui s'étalait régulièrement à la rubrique « aide étrangère » des journaux d'État, ni ce mot obscur lâché une fois par an avec des trémolos dans la voix, du haut d'une tribune électorale. Mais sait-on mieux ce que c'est ? L'Afrique politique paraît, pour l'instant, décidée à éluder la question : elle organise sa survie en réprimant les flambées de colère croissantes de populations littéralement asphyxiées et de jeunes pillards inquiets pour leur avenir. Dépassée par les événements, engourdie par trente années de téléalimentation, de téléfinancement, la classe politique afri-

caine réagit tantôt comme un toxicomane en manque, et réclame, par pur réflexe, la seringue absente de l'aide extérieure, tantôt comme un faiseur de pluie, et lance à pleins poumons des incantations vers le ciel pour détourner la manne de l'aide occidentale des pays de l'Est.

C'est la fin d'une époque : la fête est finie. Il va falloir, non seulement se mettre au travail, mais apprendre à se débarrasser du tribalisme économique, établir un ordre social transparent. Les couches éclairées s'inquiètent. Elles tentent de réanimer d'urgence une idée diabolisée trente ans plus tôt par des leaders politiques singulièrement attardés ; elles espèrent qu'une solidarité va émerger d'une OUA qui, forte des pouvoirs sclérosants qui lui ont été conférés dès le berceau, ne répondra probablement pas à leur attente : la notion d'urgence, même dans les cas les plus désespérés, n'est pas encore entrée dans les mœurs africaines.

Ainsi, face à une Europe en passe de devenir une réalité économique « de l'Atlantique à l'Oural », l'Afrique, pourtant grande perdante de la guerre froide, déclare crânement avoir des siècles devant elle, et des matières premières indéfiniment indispensables au fonctionnement des économies occidentales. A-t-elle les moyens d'exiger une meilleure rémunération de ses ressources ? Elle n'en veut rien savoir. Méprisant la recherche scientifique, aveugle aux réalités actuelles du monde, sous-estimant les formidables capacités d'innovation et de reconversion des puissances industrielles, elle croit pouvoir s'en sortir grâce à l'arachide et au cacao. C'est une vieille habitude reconduite sans vergogne, en 1963 déjà, par des leaders politiques qui, parlant de l'avenir de l'Afrique au ^{xx}e siècle, déclaraient :

« Il y aura l'office africain du café, celui du cacao, celui de la banane, celui des agrumes, celui des ananas, celui de l'huile de palme, etc. ».

Décidément, les fondateurs de l'OUA ont été bien suivis : l'Afrique de 1990 a gardé ses goûts économiques sylvestres. Le capital scientifique y est resté à peu près le même qu'au ^{xv}e siècle. Et malgré l'existence de chercheurs de plus en plus nombreux, le Blanc et le Noir continuent de se partager des territoires distincts dans les consciences post-indépendantistes revendiquant le refus du développement comme leur trait culturel distinctif. Mais, multipliant les tours de passe-passe et

les numéros de prestidigitation, l'Afrique est parvenue à prendre ses discours velléitaires pour de véritables efforts de développement ; la dureté de ses propos contre l'Occident pour de « vraies bombes meurtrières », et l'humanitarisme occidental pour un dû historique. La fiction et la réalité se sont si étroitement imbriquées, en trente années de permutations permanentes, que pour voir une amorce de développement en Afrique, il ne faudrait rien moins que commencer par dénouer l'écheveau de mensonges, de vérités approximatives, dans lequel les mentalités se sont empêtrées à force d'évitement. Une telle réévaluation est incontournable : l'Afrique du *xxi*^e siècle sera rationnelle ou ne sera pas.

Table

Introduction	11
---------------------------	-----------

PREMIÈRE PARTIE POURQUOI LE SOUS-DÉVELOPPEMENT ? DES RÉPONSES LACUNAIRES

Chapitre I : L'Afrique ne veut pas se développer

1. La volonté africaine de développement : un mythe coriace	17
2. Pour une réhabilitation de la notion de sous-développement	20
3. Pourquoi le sous-développement ? Des réponses lacunaires	26

Chapitre II : Les paravents du refus du développement

1. Un foisonnement de réponses	29
2. Petite galerie de portraits	30
3. Mission civilisatrice et sensibilité éprouvée	32
4. Infériorité, supériorité : un débat très actuel	41
5. A part la traite et la colonisation, quoi de neuf ?	42

Chapitre III : Les tiers mondistes

1. Un mauvais procès	47
2. Une théorie économique de libération	49
3. Tiers mondisme et esprit critique en Afrique	52

Chapitre IV : La revanche de Vendredi

1. Les ravages du vendredisme	55
2. Babel et Vendredi cherchent un homme nouveau	60
3. Le tiers mondisme immonde	69

Chapitre V : Les libéraux

1. Vers une synthèse libérale ?	73
2. L'Afrique larguée	75
3. L'Afrique face au retour du libéralisme	81
4. Pour une lecture autocentrée des causes du sous-développement de l'Afrique	86

DEUXIÈME PARTIE LE REFUS DU DÉVELOPPEMENT

Chapitre VI : Description d'une idéologie parasitaire

1. Radioscopie d'une idéologie parasitaire	92
2. Le troisième héritage culturel de l'Afrique	94

Chapitre VII : « La chose du blanc »

100

Chapitre VIII : Traite négrière et colonisation : des lectures infantiles

1. Complexe de persécution et droit à l'isolement	105
2. Complexe d'égarement historique et droit à l'inertie	110

Chapitre IX : Le droit à la différence

Le prix du particularisme	118
---------------------------------	-----

Chapitre X : Néo-négrisme et persistance du sous-développement

Africanité ou anti-occidentalisme ?	123
---	-----

Chapitre XI : Réhabilitation ou lobotomie ?

Le prétexte d'aliénation culturelle	133
---	-----

Chapitre XII : L'africanisation

- | | |
|--|-----|
| 1. La revanche du héros résistant | 142 |
| 2. Le métissage culturel : un passage obligé ? | 148 |

Chapitre XIII : Suicide économique : mode d'emploi

- | | |
|--|-----|
| 1. Du totalitarisme traditionnel au totalitarisme traditiona-
liste | 152 |
| 2. Le management négro-africain | 153 |
| 3. Le nouveau visage de la traite négrière | 155 |
| 4. Les ravages de l'économie « d'affection » | 160 |

TROISIÈME PARTIE

POUR L'AVÈNEMENT D'UNE AFRIQUE DÉCOMPLEXÉE

Chapitre XIV : Kimonos, samourais et culture technique de masse

- | | |
|--|-----|
| Les leçons d'une tentative de colonisation manquée | 169 |
|--|-----|

Chapitre XV : Vers une révolution socio-économique

- | | |
|--|-----|
| Quand le travail et l'argent se font rares | 180 |
|--|-----|

Chapitre XVI : Quelques bonnes raisons de ne pas sauver l'OUA

- | | |
|--|-----|
| 1. Ne rien attendre de l'OUA | 187 |
| 2. L'aveuglement des élites africaines | 189 |
| 3. Foin des « progressistes » et des « modérés » | 191 |
| 4. Pétard mouillé et manque de scrupules | 193 |
| 5. De bonnes raisons de ne pas sauver l'OUA | 196 |

- | | |
|---|------------|
| Conclusion : Fin de partie | 203 |
|---|------------|

ET SI L'AFRIQUE REFUSAIT LE DÉVELOPPEMENT ?

L'auteur du présent ouvrage, en retournant à la société et aux mentalités africaines, risque deux hypothèses :

- et si le refus du développement était encore l'idéologie la mieux partagée en Afrique noire ?
- et si le développement était perçu, à tous les échelons, comme reposant sur des diktats post-coloniaux que supporteraient mal des sociétés déjà fragilisées par l'histoire ?

Cet ouvrage se propose de contribuer au renforcement de tout mouvement de pensée visant à rechercher les causes des malheurs de l'Afrique en son sein, et s'assigne trois objectifs :

- montrer pourquoi le refus du développement n'est pas reconnu,
- en démonter les mécanismes idéologiques,
- mettre en évidence les points d'eau où les consciences africaines post-indépendantistes s'abreuvent.



Axelle Kabou, née en 1955 à Douala (Cameroun), est titulaire du diplôme de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, d'une maîtrise d'enseignement de l'anglais et d'un diplôme d'études approfondies en idéologie et mass-media. Elle a traduit de nombreux ouvrages américains, travaillé comme coordinatrice de projets de développement et comme conseiller technique au Secrétariat de la Présidence de la Confédération de la Sénégalie.

Elle prépare actuellement un ouvrage sur « Les élites africaines des années 1970 ».



L'Harmattan

ISBN : 2-7384-0893-1

19 €